



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Colère agricole

- [Vidéo] Près du Havre. La colère d'un agriculteur contre un bassin – Le courrier cauchois

Environnement

- La pollution des eaux sous un entrepôt Bolloré incendié en 2023 suscite l'inquiétude - AFP

Économie et vie des entreprises

- Industrie. L'usine Renault Ampère Cléon va assembler des moteurs chinois dès 2027 – Tendances Ouest
- Ampère/Renault à Cléon. La relocalisation partielle d'un moteur : « Une décision salutaire » - Paris Normandie
- Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en France en 2025 – Paris Normandie
- Le chômage en forte hausse sur un an en Seine-Maritime et dans l'Eure – ICI Normandie
- Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ? – Paris Normandie
- Les entreprises normandes à la découverte du marché marocain – Normandinamik
- Le programme d'excellence Ferrandi Paris revient en Normandie – Normandinamik
- Haropa Port au cœur du premier corridor maritime vert entre la Chine et la France - La gazette France
- Haropa Port dresse le bilan 2025 et trace ses priorités à cinq ans – La gazette France
- Le Havre : le groupe Sogestran officialise la vente du MN PELICAN à Norwest Ship Management – La gazette Normandie
- Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ? – Paris Normandie
- Semaine des métiers du tourisme : plus de 50 événements en Normandie - La gazette France
- Paluel. Des poissons contrarient le fonctionnement de la centrale – Le courrier cauchois
- Insolite. Un réacteur de la centrale nucléaire de Paluel mis à l'arrêt à cause de petits poissons – Paris Normandie
- Forces Vives du Territoire le 3 février à Rouen : le rendez-vous sport et business des entrepreneurs normands - 76actu

Santé

- Au centre de lutte contre le cancer Henri Becquerel à Rouen, une nouvelle étape dans l'innovation thérapeutique – ICI Normandie
- "J'espère que ça va réduire mon cancer à zéro." L'IA révolutionne la radiothérapie pour les patients atteints de cancers – France 3
- Innovation : des plastrons chauffants pour sauver des vies au Samu – France 3

Manifestations

- En Normandie, la police manifestera le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars » - Paris Normandie

Permis Cyber

- Quel est ce « permis cyber » qu'ont décroché 186 élèves d'un collège de Seine-Maritime ? – Paris Normandie
- Le « cyber permis » déployé en Seine-Maritime pour armer les collégiens face aux risques en ligne – InfoNormandie

Sécurité

- Seine-Maritime : les nouveaux défis de la préfecture maritime pour 2026 – La gazette France
- Le Havre. Une série d'escroqueries à la carte bancaire visait des personnes âgées - Tendances Ouest
- À Rouen, les travaux de déconstruction brique par brique d'une cheminée dangereuse ont débuté – Paris Normandie
- Violences sexistes et sexuelles à l'école : près d'un tiers des collégiennes victimes de cyberviolences – Paris Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- Trafic. Pourquoi cette commune du pays de Caux a-t-elle décidé d'interdire la circulation des poids lourds en centre-ville ? - Le courrier cauchois
- Marché sur fonds publics pour l'installation du WiFi dans les tramways du Havre, la justice pénale se saisit du dossier – Le Poulpe
- VIDÉO - "Les gens isolés peuvent voir du monde". Gratuite, ouverte à tous, cette cafétéria crée du lien dans ce quartier – ICI Normandie
- Près d'Elbeuf, la bibliothèque, la Banque alimentaire et la salle des fêtes restent fermées – Paris Normandie

Anciens combattants

- Cette commune près de Dieppe cherche porte-drapeau désespérément

Société

- Conso. Assurance habitation : les prix explosent en 2026 dans plusieurs régions, à quoi s'attendre en Normandie ? – Tendances Ouest
- Identité, transports, santé, isolement : les Normands imaginent des solutions pour améliorer leur cadre de vie, voici ce qu'ils proposent – France 3

Tempête Goretti

- Touffreville-la-Corbeline. Elles sont privées de téléphone depuis la tempête – Le courrier cauchois

Armada 2027

- Armada de Rouen : votez pour l'affiche officielle de l'édition 2027 – Ici Normandie

Faits divers

- Série d'accidents en Seine-Maritime dont un carambolage sur l'A28 : une vingtaine de blessés recensés – InfoNormandie
- Feu d'appartement à Rouen : quatre personnes réfugiées dans les combles secourues - InfoNormandie
- Ce club de football est victime d'un important vol de cuivre dans ses vestiaires et ses sanitaires : "Tout a été découpé"- France 3

Travaux aménagements

- INFO 76ACTU. Un grand projet prévoit de fusionner ces deux cliniques de Rouen sur un seul site
- Quand vont s'achever les travaux de la gare de Dieppe - Infos dieppoises

Mobilité

- Péages sur l'A13, l'A14 et A29 : Sanef freine la hausse et épargne les trajets du quotidien – InfoNormandie

Éducation

- Rentrée scolaire 2026 : le ministre de l'Éducation nationale revoit sa copie en Normandie – Paris Normandie
- Journée des AESH à Dieppe : « On est solidaires, on s'épaule », témoigne Delphine – Paris Normandie

Justice

- "Opération Vegas" : 1.500 victimes et 20 millions d'euros de préjudice dans une escroquerie aux économies d'énergie – ICI Normandie
- Le Havre : le tribunal des activités économiques valide sa première année d'expérimentation – La gazette France
- « La prise en compte de la victime » : à Dieppe, les magistrats se veulent plus proches du peuple- Paris Normandie
- Menaces de mort contre le maire de Gommerville : le parquet ne donnera « pas de suites » - Paris Normandie

Patrimoine

- Brionne : une nouvelle association mobilisée pour sauver l'église Saint-Martin – Paris Normandie

Logement

- À Yvetot, la commercialisation des premiers logements du futur lotissement La Plénitude démarre – Paris Normandie

Municipales 2026

- Municipales 2026. À Houppesville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle – Paris Normandie
- Municipales 2026. À Saint-Étienne-du-Rouvray, Joachim Moyse se représente pour « poursuivre son élan » - Paris Normandie

Acteurs publics

- Souveraineté numérique : ni angélisme sur le privé, ni procès d'intention sur l'État
- Fonction publique : l'administration va lancer un grand état des lieux des prestations d'action sociale
- Foncière de l'État : les députés adoptent le projet mais imposent des garde-fous
- Protection des agents - France Travail - Services Publics
- "Corps préfectoral : ce que la réforme change vraiment sur le terrain"
- Les ministères appelés à renforcer la cybersécurité de leurs infrastructures

[Vidéo] Près du Havre. La colère d'un agriculteur contre un bassin

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

Alexis Diers, 25 ans, est en colère et il le fait savoir. Des banderoles sont accrochées dans le village de Manéglise et sur une parcelle d'un hectare, où il stocke ses betteraves sucrières. Là où la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole veut construire un bassin de rétention. Pour l'agriculteur, c'est tout simplement impensable. *"C'est mon seul point de stockage. Sans lui, je vais devoir arrêter les betteraves sucrières. Ce serait une perte économique et ça voudrait dire aussi que je n'aurais plus de quotas pour les pulpes surpressées, que j'utilise pour l'alimentation de mes vaches laitières. Donc ça met en péril mon exploitation"*, dit Alexis Diers.

"Déconnecté de la réalité"

L'exploitant agricole, qui s'est installé il y a trois ans, fustige une décision administrative qu'il juge *"déconnectée de la réalité du terrain"*. Il précise que des aménagements contre le ruissellement existent déjà sur sa parcelle : *"Avec mon associé on a changé le sens de travail de la terre pour que les sillons ne favorisent plus la descente des eaux de pluie. Un talus et une fascine ont été aménagés pour faire une barrière naturelle. Et puis une bande enherbée surélevée près de mon stockage permet d'absorber l'excédent d'eau"*. Pas suffisant, considère la communauté urbaine qui évoque *"un risque d'inondation important dans les secteurs urbanisés de Manéglise, Epouville, Montivilliers et Harfleur"*. La collectivité indique que l'ouvrage de Manéglise, décidé en 2014, a été dimensionné sur la base d'une modélisation hydraulique intégrant des scénarios de pluies intenses et fréquentes. Nommé "Coccusseville 1", il fait partie des cinq ouvrages qu'il reste à construire sur treize. Son coût : 473 000 €. Selon Le Havre Seine Métropole, les aménagements d'hydraulique douce réalisés par les

exploitants agricoles qui retiennent les limons et freinent le ruissellement *"ne permettent pas de disposer d'un volume de stockage significatif pour se prémunir des quantités d'eau qui ruissellent, à l'origine des inondations"*.

Le projet repoussé... et modifié ?

La communauté urbaine promet qu'elle est *"très attentive à ne pas mettre en danger l'exploitation"*. Elle a rencontré l'agriculteur le 19 janvier. *"Nous prenons l'engagement de repousser la construction de cet ouvrage jusqu'en 2029, afin de faire évoluer le projet en intégrant les contraintes de ce jeune agriculteur"*. Soutenu par le syndicat des Jeunes Agriculteurs, Alexis Diers n'est pas convaincu par les arguments de la collectivité. Il aimerait un échange de terrain pour poursuivre son stockage. *"C'est un peu fort avec du recul. Des terres agricoles situées à Epouville ont été bétonnées pour faire une zone d'activités. Maintenant que les élus ont peur que ça inonde, ils reprennent d'autres terres agricoles pour faire des bassins de rétention. On marche sur la tête !"*

La pollution des eaux sous un entrepôt Bolloré incendié en 2023 suscite l'inquiétude

Rouen, France | AFP | 30/01/2026 05:00 UTC+1

par Matthieu CLAVEL

Plusieurs associations s'inquiètent de concentrations importantes de lithium détectées dans les eaux souterraines sous un entrepôt de l'entreprise Bolloré Logistics au sud de Rouen, incendié en janvier 2023, où des batteries avaient été stockées sans autorisation.

Les dernières analyses publiées récemment par la préfecture de Seine-Maritime font état d'un taux de lithium de 200.000 microgrammes par litre sur un point de captage des eaux souterraines de la commune de Grand-Couronne où a eu lieu l'incendie.

C'est dix fois plus que l'an dernier, selon France Nature Environnement Normandie qui a porté plainte en mai 2025 pour pollution et écocide.

Aucune norme sanitaire n'existe en France pour cette substance. Mais l'association cite des études menées par l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) qui "tendent à établir une valeur cible maximale de 20 microgrammes par litre pour les organismes aquatiques des eaux douces et de 840 microgrammes pour l'eau destinée au réseau potable".

Parmi les effets dangereux potentiels identifiés par l'institut : neurotoxicité, hypothyroïdie, insuffisance rénale chronique. La pollution au lithium sous l'entrepôt incendié ne touche cependant pas le réseau d'eau potable, soulignent les autorités.

D'après Paul Poulain, chercheur indépendant sur les pollutions et les risques, les composants des batteries au lithium et leur fuite dans l'environnement "constituent une menace directe" pour "les invertébrés, les poissons ou les oiseaux".

Le 16 janvier 2023, l'entrepôt stockant sans autorisation 12.300 batteries de véhicules appartenant à Blue Solutions, filiale du groupe Bolloré, avait été entièrement détruit par les flammes.

- "On est scandalisés" -

L'incendie avait immédiatement suscité des inquiétudes sur d'éventuels risques pour la santé ou l'environnement, auprès d'une population encore traumatisée par le précédent de l'usine Lubrizol en septembre 2019, quand 10.000 tonnes de produits chimiques étaient parties en fumée dans un autre incendie survenu dans le même secteur.

En mai dernier, "quand nous avons déposé plainte on avait des taux 10 fois inférieurs à ce qu'on retrouve aujourd'hui", a expliqué à l'AFP la juriste de France Nature Environnement Normandie Alice Béral.

La hausse des concentrations, depuis, serait liée au ruissellement des eaux de pluie sur les batteries calcinées, seulement retirées du site en juillet 2025, plus de deux ans après l'incendie et après plusieurs mises en demeure.

"On est toujours scandalisés, on aimerait que les responsables prennent leurs responsabilités", a ajouté Mme Béral, soulignant vouloir faire assumer le coût du préjudice au groupe Bolloré.

Le secrétaire de l'association des victimes de Lubrizol, Christophe Holleville, a regretté que le chantier de dépollution en surface se soit fait "à ciel ouvert". "Cela aurait dû être fait sous un chapiteau de confinement, chaque coup de pelleteuse dégageait un nuage de poussière de lithium", selon lui.

Les taux de pollution au lithium "se sont envolés" dans les eaux de surface et malgré la mise en place d'une station de traitement des eaux polluées, "on atteint dans les eaux souterraines des taux record" qu'on ne retrouve qu'à proximité de sites d'extraction de ce métal, affirme-t-il.

La préfecture reconnaît que le débit de pompage de la station de dépollution "n'atteint pas le niveau requis".

Blue Solutions et Bolloré Logistics, filiale rachetée en 2024 par CMA CGM, avaient été contraints par la préfecture et la justice administrative de financer cette "barrière hydraulique".

Contacté par l'AFP, le groupe Bolloré n'a pas donné suite

Industrie. L'usine Renault Ampère Cléon va assembler des moteurs chinois dès 2027

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

L'annonce est tombée lors d'un CSE extraordinaire, mercredi 28 janvier 2026.

La direction de Renault Ampère Cléon a annoncé aux salariés l'assemblage d'un futur moteur électrique sur son site, rapportent les syndicats. Il s'agit d'un moteur d'origine Shangaï E-drive, un moteur chinois, qui équiperait l'entrée de gamme des véhicules du groupe Renault, soit les marques Renault, Dacia et Mitsubishi.

La fabrication pourrait débuter au printemps 2027 avec un objectif à 120 000 moteurs par an.

Des réactions contrastées

Les syndicats ont plutôt salué cette annonce, qui garantit une activité sur le site. Mais la CGT reste prudente. *"Sur l'emploi, la direction n'a annoncé aucune embauche pour ce nouveau projet"*, réagit le syndicat dans un communiqué. Et de se demander si ce nouveau moteur va prendre des parts de marché au 6AK, qui équipe actuellement la R5 et la R4 qui est entièrement fabriqué sur le site de Cléon, coulé à la fonderie et usiné dans les ateliers, alors que le futur moteur E2D23 serait seulement assemblé à Cléon.

Mobilisée sur la question de l'activité sur le site seinomarin, la députée LFI Alma Dufour salue *"la décision salubre du groupe qui est le fruit de la mobilisation de la CGT"*.

Les annonces se multiplient donc pour Renault Ampère à Cléon qui pourrait aussi être amené à produire [des moteurs électriques pour des drones destinés à l'armée française](#).

Ampère/Renault à Cléon. La relocalisation partielle d'un moteur : « Une décision salutare »

A. Q.

3—4 minutes

La députée Alma Dufour (La France insoumise) salue le choix de Renault Group de rapatrier à Cléon l'assemblage d'un moteur. Mais la vigilance reste de mise pour la parlementaire.



Par A. Q.

Publié: 30 Janvier 2026 à 07h57 Temps de lecture: 2 min

De questions au gouvernement en visite officielle en Chine, en passant par les rassemblements syndicaux devant l'usine cléonnaise et les interpellations des ministres de l'Industrie, la députée Alma Dufour [a suivi de près](#) les perspectives chinoises du groupe Renault et ses possibles répercussions pour Ampère à Cléon.

Une « étape essentielle »

Alors, que le groupe français [décide finalement que l'assemblage de l'E2D23](#), le moteur des véhicules d'entrée de gamme du groupe Renault pour la France, la parlementaire s'en réjouit : « *La CGT s'était mobilisée après avoir découvert qu'une partie des moteurs serait délocalisée en Chine, rappelle-t-elle. À terme, cela signait la mort du site de Cléon.* »

Ce retour en arrière « *est une étape essentielle. On était très inquiet face au risque de délocalisation. C'est donc une décision salutare. Maintenant, il faut rester vigilant et suivre de près cette*

relocalisation. » Pour la députée La France insoumise, l'exemple cléonnais plaide en faveur d'un « *protectionnisme raisonné* » et pour « *la création de véritables coopérations internationales : conditionnement des aides publiques, augmentation des subventions au made in France, durcissement de la loi imposant des objectifs de verdissement des flottes des grandes entreprises...* »

Lire aussi

[Près d'Elbeuf, la bibliothèque, la Banque alimentaire et la salle des fêtes restent fermées](#)

[À Elbeuf, la singulière Maison Dautresme cherche toujours preneur](#)

[Près d'Elbeuf, 340 écoliers reçoivent des fruits tous les jours](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Cleon \(Seine-Maritime\) Normandie Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

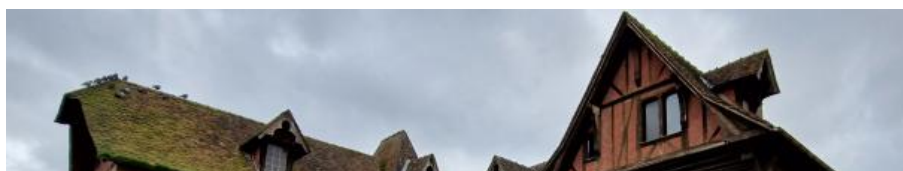
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Elbeuf](#)



[Près d'Elbeuf, la bibliothèque, la Banque alimentaire et la salle des fêtes restent fermées](#)





[À Elbeuf, la singulière Maison Dautresme cherche toujours preneur](#)



Video

[Ampère/Renault à Cléon. La relocalisation partielle d'un moteur :
« Une décision salubre »](#)



[Près d'Elbeuf, 340 écoliers reçoivent des fruits tous les jours](#)





[Près d'Elbeuf, plusieurs locaux municipaux fermés après une importante fuite d'eau](#)



[Près d'Elbeuf, un premier salon du mariage pour préparer le grand jour en toute sérénité](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en France en 2025

AFP

5-7 minutes

Le nombre d'inscrits à France Travail sans activité n'a augmenté que de 1,7 %, soit 40.000 personnes en plus, en 2025 selon des chiffres publiés ce jeudi 29 janvier 2026.



Par AFP

Publié: 29 Janvier 2026 à 15h36 Temps de lecture: 2 min

Une hausse du chômage, qui confirme un retournement de tendance au-delà de changements de paramètres : le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité inscrits à [France Travail](#) a augmenté de 2,6 % au quatrième trimestre 2025 par rapport au précédent et de 6,8 % sur un an.

Ces chiffres, valables pour toute la France hors Mayotte, tiennent compte de l'inscription, depuis début 2025, de tous les allocataires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion à France Travail, un chamboulement majeur pour les chiffres de l'institution, ainsi que d'un nouveau régime de sanctions entré en vigueur au 1er juin.

Sans ces modifications, qui dégradent les chiffres, la hausse du nombre de chômeurs aurait été limitée à 2 % sur le quatrième trimestre et à 1,7 % sur l'année.

« Les chiffres du 4e semestre de [@FranceTravail](#) présentent une hausse modérée du nombre de demandeurs d'emploi » a réagi le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou sur X. Sans « les

changements de règles administratives » qui ont élargi le périmètre des personnes inscrites et réduit les radiations automatiques, « les estimations indiquent un ralentissement modéré du marché du travail, sans rupture brutale », ajoute le ministre, soulignant aussi que le taux d'emploi se maintient parallèlement « à un niveau historiquement élevé ».

Une analyse que ne partage pas le directeur du département Analyse et Prévision de l'OFCE, Eric Heyer. *« C'est une forte dégradation au quatrième trimestre et elle n'est pas liée à la loi plein-emploi, elle est vraiment liée à une dégradation du marché du travail »*, estime l'économiste.

« Globalement, il y avait une baisse du nombre de demandeurs d'emploi continue de 2015 jusqu'à 2022, puis de 2022 à mi-2024, cela s'est stabilisé et depuis le troisième trimestre 2024, il y a un retournement », résume l'économiste.

Parmi les éléments *« un peu alarmants »* des derniers chiffres, il cite le fait que *« ce sont essentiellement les demandeurs d'emploi de longue durée qui augmentent, ce qui laisse entendre que plus longtemps vous restez demandeur d'emploi, plus il vous est difficile de retourner sur le marché du travail »*.

« Incertitude »

« On voit une dégradation qui n'est pas surprenante », analyse pour sa part Nathalie Chusseau, économiste à l'université de Lille. Elle liste *« l'incertitude politique nationale et le contexte géopolitique et commercial international qui obèrent les investissements et un taux de faillites d'entreprises record depuis trois ans »* parmi les explications de cette situation morose.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a atteint en moyenne sur le trimestre 3,35 millions, contre 3,26 millions au trimestre précédent.

En tenant compte des chômeurs exerçant une activité partielle (catégories A, mais aussi B et C), la hausse s'élève à 1 % sur le trimestre et 4,8 % sur l'année.

Hors nouveaux publics (bénéficiaires du RSA et jeunes en parcours d'insertion) et corrigés des effets du nouveau régime de sanctions, ce nombre de demandeurs d'emploi aurait toutefois été stable au quatrième trimestre et en hausse de 1,6 % sur l'année.

Dans son communiqué, le département des études du ministère du

Travail (Dares) précise que les sanctions qui prennent souvent, depuis juin, la forme d'une « suspension-remobilisation », entraînent des retenues financières mais plus une radiation de la liste des inscrits à France Travail, ce qui a eu pour conséquence « une baisse des radiations ».

En prenant en compte les nouveaux publics inscrits et le nouveau régime de sanctions, le chômage des jeunes a explosé sur l'année, avec une hausse de 23,6 % en catégorie A, mais l'augmentation s'est ralentie en fin d'année, à 1,7 % sur le seul quatrième trimestre.

Le nombre d'inscrits placés provisoirement dans la catégorie G, en attente de leur entretien d'orientation, ne se résorbe que lentement, avec 812.100 personnes concernées au quatrième trimestre, contre 867.200 au troisième (-6,4 %).

Dans le même temps, le nombre de chômeurs en parcours social, qui ne sont pas immédiatement disponibles pour reprendre un emploi, a bondi de 179.500 à 255.400 (+42,3 %).

Lors de sa campagne en 2022, Emmanuel Macron avait mis en avant l'objectif de plein-emploi en 2027, avec un taux de chômage autour de 5 %. Un objectif qui s'éloigne de plus en plus, avec un taux de 7,7 % au troisième trimestre.

Lire aussi

[Eure-et-Loir : stages de natation pour enfants pendant les vacances scolaires](#)

[Yvelines : un pôle gare à Maison-Laffitte qui rentre en phase de réaménagement](#)

[Eure-et-Loir : vigilance accrue face au risque de cambriolages à Maintenon](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Le chômage en forte hausse sur un an en Seine-Maritime et dans l'Eure - ICI

Emmanuel Grabey

3–4 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Vendredi 30 janvier Fête des Martine

Vendredi 30 janvier Fête des Martine

Agence de France Travail, photo d'illustration. © Radio France - Louise Thomann

Publié le jeudi 29 janvier 2026 à 16:44

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a fortement augmenté sur un an en Seine-Maritime et dans l'Eure, selon les chiffres rendus publics ce jeudi 29 janvier 2026 par France Travail.

86.270. C'est le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, c'est à dire qui n'exercent aucune activité, dans l'Eure et en Seine-Maritime au 4e trimestre 2025. Les chiffres ont été rendus publics jeudi 29 janvier 2026 par France Travail. Cela représente une **hausse de 5,6% sur un an dans l'Eure, et de 8,4% en Seine-Maritime**. On compte ainsi 1300 demandeurs d'emploi de plus dans l'Eure par rapport au 4e trimestre 2024, et 4750 en Seine-Maritime. Sur un trimestre, le chiffre augmente respectivement de 270 et de 1890.

61.600 personnes étaient inscrites en catégorie A en Seine-Maritime, et 24.670 dans l'Eure au 4e trimestre 2025.

- [Emploi – Travail](#)
- [Chômage](#)
- [France Travail](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un

questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le réveil a sonné tôt ce matin pour près de 330.000 écoliers, collégiens et lycéens de l'Eure et de la Seine-Maritime. Ils retrouvent le chemin de la classe en ce lundi 1er septembre. Plus de 24.000 enseignants, qui ont fait leur pré-rentree vendredi, sont fin prêts pour les accueillir.

Le 01/09/2025 à 10:56

- La Seine-Maritime et l'Eure vont repasser en vigilance orange neige et verglas ce mercredi 7 janvier 2026 à partir de 4h du matin.

Le 06/01/2026 à 10:45

- Un spectacle de Dieudonné M'Bala M'Bala prévu ce 7 novembre dans un lieu tenu secret dans l'agglomération rouennaise est interdit, annoncent les préfets de l'Eure et la Seine-Maritime par voie de communiqué, ce jeudi 6 novembre.

Le 06/11/2025 à 18:22

- Des manifestations ont lieu ce jeudi 18 septembre en Seine-Maritime et dans l'Eure contre les mesures d'austérité voulues par le gouvernement. On vous donne les chiffres de mobilisation.

Le 18/09/2025 à 12:26

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier

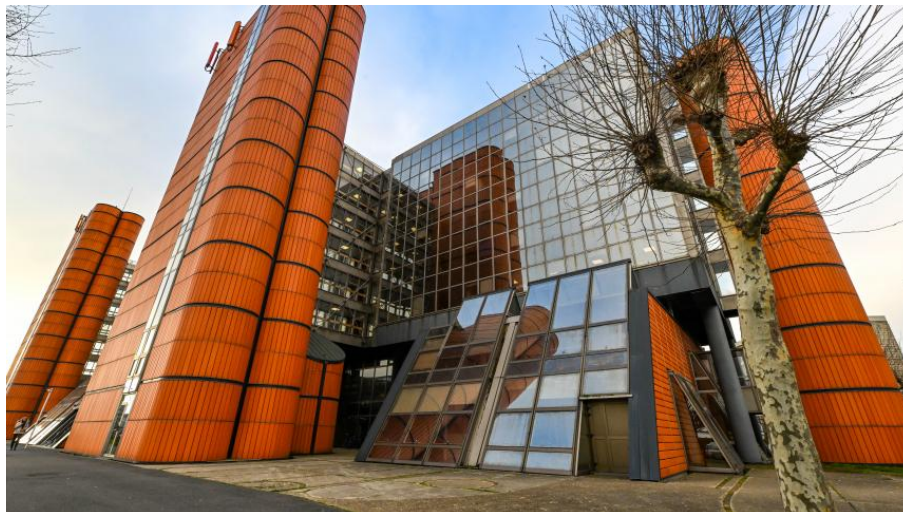
électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?

Karine LEROY

6-7 minutes

Les sept salariés de l'antenne locale du Havre d'une entreprise de transport maritime vont-ils être licenciés ? Ils ont passé un entretien préalable au licenciement alors que certains dénoncent les conditions dans lesquelles ils travaillent.



Vanguard Logistics emploie sept salariés au Havre. - Boris Maslard/Paris Normandie



Publié: 30 Janvier 2026 à 07h50 Temps de lecture: 1 min

Les sept salariés de l'entreprise de transport maritime basée au Havre, [Vanguard Logistics](#), vont-ils devoir pointer à [France Travail](#) à compter de la mi-février 2026 ? Deux d'entre eux confirment à Paris Normandie avoir reçu leur lettre de licenciement par courrier recommandé après un entretien préalable mi-janvier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Au-delà de cette annonce, jugée brutale, c'est l'incompréhension qui domine dans cette société installée quai George V au Havre. « *Vendredi 9 janvier, nous avons été félicités pour avoir atteint nos objectifs. À 11 h, le responsable commercial basé en Angleterre, nous fixait les objectifs 2026 et à midi, on recevait notre lettre de licenciement !* », s'étrangle l'une des salariés. « *Ça a été très violent. Il y a un impact psychologique.* » D'autant que selon elle, l'entreprise, qui dispose de trente-cinq agences dans le monde, ne propose aucun plan de reclassement à ses salariés havrais. « *Le DRH (directeur des ressources humaines) est en Espagne. Il n'y connaît rien en droit français. Aucune prévoyance n'a été mise en place... Un salarié attend même encore deux mois de salaire !* »

« L'argument économique ne tient pas »

Malgré ce contexte, Vanguard Logistics aurait demandé à ses employés de « *travailler jusqu'au bout... Il n'y a aucune empathie* », ajoute l'employée.

Quatre des sept salariés sont en arrêt maladie. « *L'entreprise nous a demandé de faire des efforts surhumains. Nous avons demandé à multiples reprises de l'aide, sans obtenir de réponse. On ne pouvait même pas prendre nos congés ou de manière très compliquée. On nous a bien essorés pour finir par nous licencier économiquement en prétextant une nouvelle organisation en Europe. Les comptes sont en croissance constante depuis cinq ans. L'argument économique ne tient pas.* » Les salariés ont interrogé l'employeur sur le montant éventuel des primes légale et supralégale à laquelle ils pourraient prétendre suite à ce licenciement. « *Le DRH ne nous a rien expliqué du tout.* »

Les salariés envisagent de saisir le conseil des Prud'hommes.

L'un des salariés en arrêt maladie qui est destinataire, comme ses collègues, d'une lettre de licenciement, a reçu trois jours après un mail selon lequel... il n'était pas licencié. « *C'est abusif !* » proteste l'épouse du salarié, actuellement hospitalisé et à qui Vanguard Logistics aurait demandé de travailler bien qu'en arrêt maladie. Les Havrais sont d'autant plus inquiets que l'autre antenne française située à Lyon serait également menacée de fermeture et ses quatre salariés de licenciement. « *Des déménageurs y sont venus...* » Les salariés envisagent de saisir le conseil des Prud'hommes.

« Pas de décision »

Joint par Paris Normandie, le DRH, basé en Espagne, Carles Vincens confirme que les entretiens préalables ont bien été menés mais que les lettres de licenciement n'ont pas été envoyées. « *Nous n'avons pas encore pris de décision* », concernant la fermeture du site du Havre.

Les salariés de Vanguard Logistics sont « *soutenus et accompagnés* » par la section locale du Havre de FO. Son secrétaire général adjoint, Fabien Gloaguen, parle « *d'une procédure obsolète.* »... « *Malheureusement ils ne sont pas un cas isolé, surtout dans le domaine de la logistique avec des sièges sociaux souvent basés à l'étranger. Mais ils ont eu raison de nous contacter puisque nous pouvons intervenir dans les entreprises qui n'ont pas de syndicat.* » FO entend bien faire « *respecter la législation en vigueur en France.* »

Lire aussi

[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)

[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)

[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)

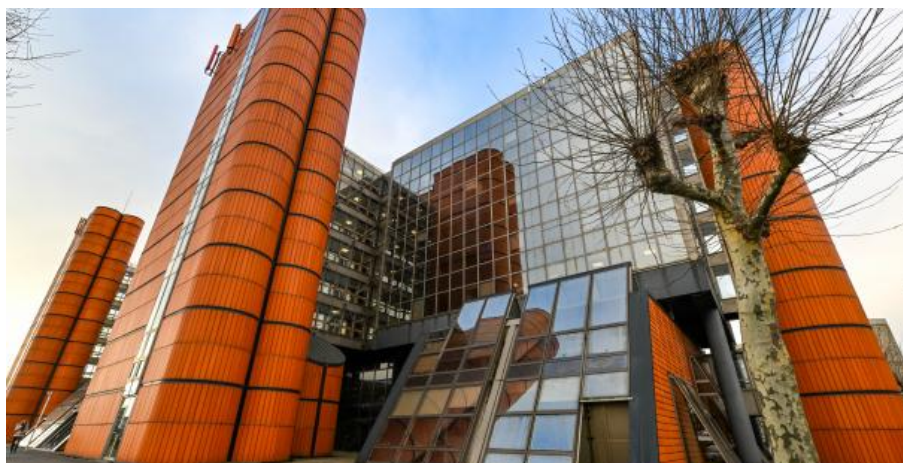
Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)



[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)



[Le réseau Entreprendre Normandie Estuaire apporte son soutien au Havrais Vincent Berlioz](#)



Video

[Personnes âgées escroquées, chaude séquence pour le HAC, le don de Pete Doherty... le point actu à 20 h](#)



[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)



[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Les entreprises normandes à la découverte du marché marocain - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

5–6 minutes



Luc Chavany, président du club Dynamic Export de mars 2019 au 12 février 2026, était à la tête de la délégation normande aux coté de François Desebbe, président de l'entreprise ACO et ambassadeur TFE

Découverte, networking et prospection sur un marché en pleine dynamique : un déplacement export en deux volets, riche en opportunités pour 19 entreprises de Normandie, soit une délégation de 26 normands au total.

La CCI Normandie, membre fondateur de la Team France Export Normandie, et le Club Dynamic Export, en partenariat avec le Club Afrique – Proche & Moyen-Orient et la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), ont organisé fin janvier un déplacement professionnel dédié à la découverte, au networking et à la prospection du marché marocain.

Un déplacement soutenu par AD Normandie et structuré en deux volets complémentaires, du 24 au 29 janvier 2026, a rassemblé près d'une vingtaine d'entreprises normandes, venues explorer les opportunités offertes par l'un des marchés les plus dynamiques du

continent africain.

Volet 1 — Découverte et networking (24–27 janvier)

Piloté par le Club Dynamic Export, ce premier volet a réuni une délégation de 18 participants*, représentant 13 entreprises normandes. Les participants ont pu découvrir l'écosystème économique marocain à travers un programme dense entre Rabat et Casablanca, comprenant notamment :

- la visite du site d'ACO Maroc ;
- une rencontre à l'ambassade de France au Maroc ;
- une soirée de networking à la CFCIM.

Volet 2 — Prospection ciblée (27–29 janvier)

Coordonné par la Team France Export Normandie, le second volet a débuté par une matinée collective organisée avec la CFCIM et le Club Dynamic Export, incluant :

- une présentation du marché marocain,
- l'intervention d'experts financiers et juridiques,
- des témoignages d'entrepreneurs locaux.

Les entreprises engagées dans ce volet ont ensuite bénéficié de deux jours de prospection individuelle, avec un total de 60 rendez-vous B2B organisés sur mesure.



Un marché porteur pour la Normandie

Le déplacement confirme l'attractivité du marché marocain, soutenu par une dynamique industrielle forte, un secteur agroalimentaire en croissance et d'importants projets d'infrastructures — notamment dans la perspective de la Coupe du

monde de football 2030.

Cette mission s'inscrit dans la volonté de la CCI Normandie, de la Team France Export et de leurs partenaires d'accompagner durablement les entreprises régionales dans leur développement international.

Pourquoi le Maroc ?

En quelques jours, la délégation normande a pu mesurer :

- une croissance économique solide (+4,8 % de PIB en 2025)
- des investissements massifs (1ère ligne TGV africaine depuis 2018, projets BTP, Transport, Tourisme...)
- une ouverture internationale affirmée (56 ALE, CAN 2026, Coupe du Monde 2030...)
- un écosystème d'affaires accueillant et structuré
- échanges commerciaux doublés entre 2015 et 2024 (14,8 Mds€)
- la France, 1er investisseur étranger avec 1 000 filiales
- le Maroc 1er investisseur africain en France.

**Entreprises participantes : ACO France – South West Group ; Atemic ; Crustafrais ; Deremaux ; Devatech ; ERA Group – EMEA ; ERDM ; Filt 1860 ; HAROPA PORT ; LC-Consulting ; Loop Dee Science ; Mindae Architecture ; Regnard Technologies ; RDT Logistique ; Scienteama ; Simon Frères ; Surprenez-Vous ; Veragrow*

Le programme d'excellence Ferrandi Paris revient en Normandie - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

3-4 minutes



Pour la deuxième année consécutive, Ferrandi Paris, grande école hôtelière de la CCI Paris-Île-de-France, s'associe aux centres de formation des CCI de Normandie. Objectif : faire monter en compétences culinaires une sélection de jeunes Normands.

Une quinzaine de jeunes apprentis pour l'IFA Marcel-Sauvage à Rouen et le CFAie de Val-de-Reuil, tout autant pour l'ICEP à Caen, le 3IFA d'Alençon et FIM Formation (Saint-Lô / Cherbourg / Granville) : la promotion 2026 du programme d'excellence Ferrandi Paris est en ordre de marche. Un programme exigeant qui se révélera, *in fine*, être une expérience exceptionnelle.

« Vous allez répéter des gestes, encore et encore, pour finalement prendre du plaisir dans la répétition... Cela fait partie des bases que l'on doit avoir, non pas pour être un bon professionnel, mais pour viser l'excellence », assure aux jeunes élus du jour — sélectionnés pour leur fort potentiel au sein de leurs établissements — Patrice Pierre, directeur du CFAie de Val-de-Reuil.

Un Programme d'Exception encadré par des chefs

de Renom

« Ce projet est le fruit d'une collaboration exemplaire entre Ferrandi Paris, école de la CCI Paris Île-de-France, et les écoles de la CCI Normandie. En associant leurs expertises culinaires, elles ont construit un programme culinaire intensif d'excellence, pensé pour vous, sur mesure », insiste Frederick Hubin, président de la Délégation de Rouen de la CCI Rouen Métropole.

Un programme complémentaire à la formation de ces jeunes apprentis, désormais inscrits dans un module culinaire d'excellence de 105 heures de formation intensive, destiné aux apprentis en Brevet Professionnel Arts de la Cuisine, le tout encadré par deux parrains prestigieux : David Gallienne, chef étoilé du restaurant Le Jardin des Plumes à Giverny (27), et Benoît Nicolas, Meilleur Ouvrier de France (MOF) 2015.

Afin de marquer symboliquement cette journée, les apprentis ont reçu, des mains de leurs mentors, en plus de leurs [Open Badges numériques](#) "Engagement Parcours d'Excellence Gastronomique", leur veste brodée symbolisant leur appartenance à ce parcours d'élite.

Un engagement dans la durée

Après leurs 105 heures de formation au programme Ferrandi Paris, les apprentis seront rappelés l'année prochaine pour un module complémentaire de 35 heures, réalisé sur une semaine. Une option ajoutée à la demande des apprentis et des formateurs de la première édition, et qui fait désormais partie intégrante du programme.

Haropa Port au cœur du premier corridor maritime vert entre la Chine et la France

Chloé Guérout

3—4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



Le port de Ningbo Zhoushan © Adobe Stock

Haropa Port, Zhejiang Provincial Seaport Group, Bureau Veritas Marine & Offshore (BV), China Waterborne Transport Research Institute, Mediterranean Shipping Company (MSC) et Terminal Investment Limited (TiL) ont signé à Shanghai un accord stratégique pour créer le premier corridor maritime vert entre la Chine et la France.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie 2023 de l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Accord de Paris (COP21) et la Déclaration de Clydebank. Elle vise la neutralité carbone du transport maritime à l'horizon d2050, sur un axe commercial majeur.

«La Chine est le premier partenaire commercial de HAROPA PORT, représentant 30 % de son trafic conteneurisé. Le port de Ningbo Zhoushan, premier port mondial en termes de tonnage total de marchandises et troisième en termes de trafic conteneurisé, représente 22 % de ce volume», détaille Haropa Port dans un communiqué.

L'accord prévoit notamment l'électrification des quais et des terminaux, le recours à des énergies à faible émission de carbone, le développement de carburants alternatifs et de liaisons fluviales et ferroviaires décarbonées. Des projets pilotes de captage, utilisation et stockage du carbone (CCUS) à bord des navires sont également à l'étude.

Haropa Port dresse le bilan 2025 et trace ses priorités à cinq ans

Aletheia Press

4–5 minutes

Ce 21 janvier à Paris, l'heure était au bilan pour Benoît Rochet, directeur général de Haropa Port depuis février 2025 et Kris Danaradjou, directeur général adjoint au développement. L'année 2025 a été marquée par une accélération nette des investissements, en hausse de 30 % par rapport à 2024, pour atteindre 190 millions d'euros en 2025. *«Nous avons trois grands acteurs mondiaux – MSC, CMA CGM et Hapag-Lloyd – qui sont présents, investissent et affichent des ambitions extrêmement fortes pour développer le trafic de conteneurs sur l'axe Seine»*, souligne Benoît Rochet.

Ainsi, en 2025, le trafic maritime global progresse de 2 %, tandis que le trafic conteneurisé atteint un niveau record de 3,2 millions d'EVP, en hausse de 4 % sur un an. Le vrac solide, pour sa part, augmente de 10% pour atteindre 2,9Mt. En revanche, les vracs liquides, avec 39,7Mt, perdent 0,7% par rapport à 2024. En ce qui concerne les croisières maritimes, l'activité enregistre une baisse de 7%. Haropa affiche ainsi un chiffre d'affaires de 435 millions d'euros. Des résultats qui permettent d'envisager les projets en cours sereinement.

La chatière du Havre, projet structurant

Lancé en mars 2025, le projet de chatière maritime au Havre, destiné à offrir un accès direct des barges fluviales à Port 2000, poursuit son avancée. L'ouvrage prévoit la création d'un accès fluvial de 1 800 mètres, protégé par une digue. L'objectif affiché est ambitieux : augmenter d'au moins 50 % les volumes transportés par voie fluviale depuis et vers Port 2000, tout en réduisant la congestion routière et les émissions associées.

Dans le même temps, Haropa Port a renforcé ses capacités

opérationnelles avec l'intégration, en 2025, d'un navire multifonctions au sein du Pôle exploitation dragage de Rouen. Long de 27 mètres et large de 13 mètres, ce navire permet des opérations de nivelage, de levage et de soutien aux travaux nautiques et portuaires. Représentant un investissement de plus de 11 millions d'euros, il pourrait prochainement recourir à des biocarburants pour réduire son empreinte environnementale.

Multimodal : le rail et le fluvial montent en puissance

Autre fait marquant de l'exercice : la part modale du fluvial et du ferroviaire atteint désormais 20 %, portée notamment par une hausse de 18 % des volumes ferroviaires. *«En 2020, nous transportons 75 000 conteneurs par le train. Cinq ans plus tard, nous sommes quasiment au double»*, souligne Kris Danaradjou. Une évolution qui traduit, selon lui, *«une demande réelle, soutenue par la capacité et la volonté d'augmenter les flux ferroviaires»*.

Pour la période 2026-2030, Haropa Port vise un objectif clair : porter la part modale à 30 %. *«Cela passera par la réalisation de la chatière, une montée en puissance du fluvial et la poursuite de la très forte croissance du ferroviaire»*, explique Benoît Rochet. Un accord a d'ores et déjà été signé avec SNCF Réseau afin d'optimiser l'offre ferroviaire sur l'axe Seine.

Foncier : une stratégie sous contrainte du ZAN

À partir de 2026, Haropa Port entend également accélérer sa stratégie de mise à disposition foncière, en ciblant des projets *«vertueux et densifiés»*. Dans le cadre de la loi Zéro artificialisation nette (ZAN), l'établissement a identifié un potentiel d'aménagement de 456 hectares en Normandie. Ces projets s'inscrivent dans une logique de reconstruction sur des terrains déjà artificialisés, afin d'accueillir des implantations à vocation nationale et européenne. La version définitive de la feuille de route stratégique est attendue d'ici fin 2026.

Pour Aletheia Press, Chiara De Martino

Le Havre : le groupe Sogestran officialise la vente du MN PELICAN à Norwest Ship Management

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Sogestran

Réunis jeudi 22 janvier dans la cité océane, les représentants de Norwest Ship Management AS et de la Compagnie Maritime Nantaise, filiale spécialisée du Groupe Sogestran, ont officialisé la cession du MN PELICAN. Désormais nommé Link Neptune, ce navire construit en 1999 quitte le giron français pour intégrer les rangs de l'armateur norvégien. Pour le Groupe Sogestran, cette opération s'inscrit dans une logique de gestion active de son portefeuille de navires rouliers, visant à optimiser sa présence sur les marchés maritimes mondiaux.

Un atout technique pour le transport industriel

Le Link Neptune n'est pas un nouveau venu sur l'échiquier maritime : avec une vitesse de pointe de 20 nœuds et une jauge brute de 12 076 UMS, ce navire est taillé pour la polyvalence ; il

était mobilisé pour des missions stratégiques au service du ministère de la Défense, puis pour des transports industriels complexes. Les nouveaux acteurs prévoient une exploitation continue et optimisée, intégrant les standards de sécurité de Norwest tout en renforçant la coordination logistique pour répondre aux exigences des chargeurs internationaux.

La confiance au cœur des déclarations

Grâce à une passation sans friction, le navire est d'ores et déjà prêt à assurer ses nouvelles rotations, garantissant une continuité de service sous ses nouvelles couleurs norvégiennes. Jérôme Navarro, pour la Compagnie Maritime Nantaise, a mis en exergue le professionnalisme des équipes impliquées, soulignant l'importance de confier le navire à un partenaire de confiance capable de respecter ses spécificités opérationnelles. De son côté, Robert Bårdsen, directeur général de Norwest Ship Management, affirme que l'intégration du Link Neptune « *représente une étape stratégique majeure, alignée avec nos ambitions de développement à long terme* ». Selon lui, le navire sera un pilier de la résilience et de la fiabilité des prestations de sa société, notamment dans le secteur du transport industriel lourd.

Cette transition confirme l'agilité du Groupe Sogestran dans le renouvellement de ses actifs maritimes. En transférant le MN PELICAN dans des conditions optimales, l'armateur havrais permet au Link Neptune de poursuivre sa carrière sous les meilleurs auspices.

Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?

Romain Huynh

4–5 minutes

Le premier armateur mondial de porte-conteneurs a déposé une demande de permis de construire pour son nouveau siège social français. Le point sur ce que l'on sait, à ce stade, d'un projet à forte charge symbolique.



Le groupe MSC a installé ses deux portiques géants aux Terminaux de Normandie, au Havre, en novembre 2024. - Photo d'archives Paris Normandie/Stéphanie Péron



Publié: 30 Janvier 2026 à 06h42 Temps de lecture: 1 min

[Édouard Philippe](#) l'a annoncé lors de ses vœux aux personnalités le 9 janvier 2026, l'armateur de porte-conteneurs MSC a déposé une demande de permis de construire auprès de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour son futur siège social français. Le projet, actuellement en cours d'instruction, devrait le cas échéant sortir de terre au bord du bassin de la Citadelle.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

De Puteaux... au Havre

Une installation à forte dimension symbolique, pour le premier armateur maritime mondial de porte-conteneurs qui quitterait son siège social français de Puteaux, en région parisienne, pour l'établir dans le premier port de fret français. Le projet est porté par l'agence d'architecture AIA Life Designers. Cette dernière s'était déjà fait connaître au Havre en livrant, en 2015, le bâtiment de [l'école nationale supérieure maritime \(ENSM\)](#).

Des travaux qui commenceraient à l'été 2026

D'une surface de 10 000 m² sur huit étages, le bâtiment est attendu pour 2028, si le permis de construire est accordé à l'armateur. D'après le [Journal des entreprises](#), le document devrait être délivré d'ici à mars 2026, pour des travaux qui commenceraient à l'été 2026. Contactée, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole n'a pas souhaité s'exprimer avant que l'instruction de la demande de permis de construire ne soit achevée. Joint, MSC n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Lire aussi

[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)

[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)

[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)

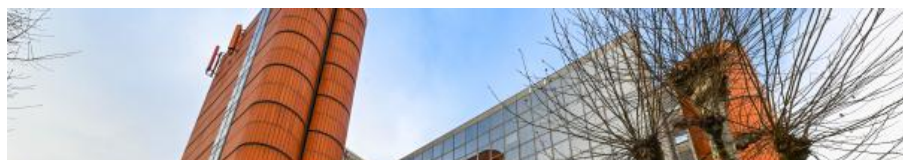
Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)



[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)



[Le réseau Entreprendre Normandie Estuaire apporte son soutien au Havrais Vincent Berlioz](#)





Video

[Personnes âgées escroquées, chaude séquence pour le HAC, le don de Pete Doherty... le point actu à 20 h](#)



[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)



[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Semaine des métiers du tourisme : plus de 50 événements en Normandie

Chloé Guérout

4–5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Adobe Stock

France Travail Normandie, avec le Réseau pour l'emploi (RPE) et les professionnels du secteur, organise plus de 50 événements en Normandie dans le cadre de la Semaine des métiers du tourisme. L'opération est pilotée par la Direction générale des entreprises (DGE) du ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Chaque année, près de six millions de visiteurs fréquentent la Normandie, faisant du tourisme un pilier économique régional. Les besoins en main-d'œuvre restent élevés, notamment dans l'hébergement et la restauration.

134 000 recrutements

En 2025, l'hôtellerie-restauration a enregistré une hausse de 3% des embauches, soit plus de 134 000 recrutements. Pour répondre à cette demande, France Travail Normandie fédère recruteurs, organismes de formation et candidats autour de job datings, visites d'entreprises, immersions en centres de formation et découvertes métiers.

Créés en 2022 par France Travail Rouen et l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), les restaurants éphémères permettent aux candidats de démontrer leur savoir-être en situation réelle. À Mesnières-en-Bray, lundi 2 février, 12 places sont proposées, réparties entre cuisine et salle. À la clé : des opportunités en contrat à durée déterminée ou indéterminée. Déployés à Bayeux, Rouen, Trouville-sur-Mer, Honfleur ou au Mont-Saint-Michel, les restaurants éphémères permettent aux candidats, sans nécessairement d'expérience ou de diplôme, de démontrer leurs compétences en situation réelle.

Le 3 février, une réunion d'information se tiendra au Havre, en partenariat avec l'Office de tourisme du Havre et l'organisme de formation Istelli. De 9 h 30 à 12h, les demandeurs d'emploi pourront découvrir les métiers du tourisme, échanger avec des professionnels et identifier les formations adaptées, dans un secteur en pleine évolution.

Parmi les temps forts figurent également des recrutements pour l'ouverture du restaurant Hippopotamus à Évreux, un job dating des emplois saisonniers à Sainte-Mère-Église et des réunions d'information sans curriculum vitae à Caen.

Paluel. Des poissons contrarient le fonctionnement de la centrale

Ghislain Annetta

~2 minutes

"Mercredi 28 janvier, vers 23h30, l'unité de production n°4 s'est arrêtée automatiquement, conformément aux dispositifs de sûreté et de protection du réacteur", annonce EDF, jeudi 29 janvier dans un communiqué. "Cet arrêt fait suite à la présence non prévisible de poissons dans des tambours filtrants de la station de pompage, situés dans la partie non nucléaire des installations." Cet incident insolite "n'a pas eu de conséquence sur la sûreté des installations, la sécurité du personnel ni sur l'environnement", assure l'exploitant. Toutefois, il pousse aussi la direction du site à abaisser "à titre préventif, la puissance du réacteur de l'unité de production n°3".

Déjà en 2021

Du coup, seule la tranche n°2 est connectée au réseau électrique national. [En effet, le réacteur 1 est à l'arrêt pour maintenance, dans le cadre de sa visite décennale.](#) Ce n'est pas la première fois que l'usine est confrontée à la présence massive d'alevins. Le 20 janvier 2021, elle avait déjà été contrainte de [déconnecter des unités de production.](#)

Nous expliquions alors : *"L'eau, qui sert à l'indispensable refroidissement des réacteurs, est puisée dans la mer. Le site cauchois a déjà connu pareils désagréments avec des algues en 2004q."* Des poissons sont régulièrement récupérés à cet endroit, mais jamais il n'avait été signalé que cet afflux vivant gênait le fonctionnement du centre de production électrique. Pour se débarrasser des alevins, EDF a fait appel à une société spécialisée.

Insolite. Un réacteur de la centrale nucléaire de Paluel mis à l'arrêt à cause de petits poissons

Paris Normandie

~4 minutes

La présence de trop nombreux poissons dans les tambours filtrants de la station de pompage a provoqué un arrêt automatique, mercredi 28 janvier 2026 en soirée, de l'un des quatre réacteurs de la centrale.



Un seul des quatre réacteurs de la centrale de Paluel fonctionne en cette fin janvier 2026. - Paris Normandie



Publié: 29 Janvier 2026 à 15h39 Temps de lecture: 1 min

Le mercredi 28 janvier 2026, vers 23h30, l'unité de production n°4 de la centrale nucléaire de Paluel s'est arrêtée automatiquement, conformément aux dispositifs de sûreté et de protection du réacteur. Cet arrêt fait suite à la présence non prévisible de poissons dans des tambours filtrants de la station de pompage,

situés dans la partie non nucléaire des installations.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[Le communiqué publié jeudi 29 janvier 2026](#) sur le site internet du groupe EDF indique un incident de sûreté. À titre préventif, la puissance du réacteur de l'unité de production n°3 a été abaissée.

Un seul réacteur en production

Néanmoins, selon l'industriel, cet événement n'a pas eu de conséquence sur la sûreté des installations, la sécurité du personnel ni sur l'environnement.

La centrale nucléaire de Paluel ne compte actuellement qu'une seule unité de production, le réacteur N°2, effectivement connecté au réseau électrique national sur les quatre lignes de ce site de production.

En effet, l'unité de production n°1 est à l'arrêt, depuis début janvier 2026, pour des opérations de maintenance dans le cadre de sa visite décennale des [40 ans de mise en service](#).

Lire aussi

[L'ambition du club de golf de Yerville qui s'installe parmi l'élite régionale](#)

[Au Clairval, Lillebonne inaugure son nouvel espace de vie sociale](#)

[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 dans le pays Caux](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

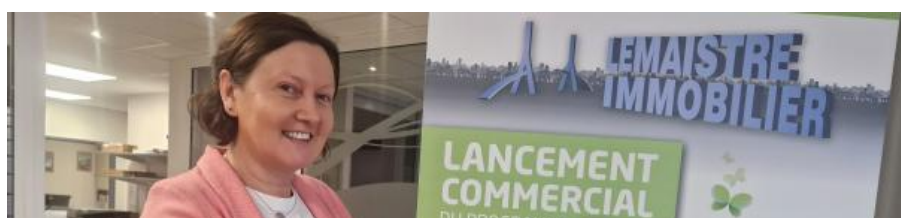
[pays de Caux](#) [Paluel \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)





Video

À Yvetot, la commercialisation des premiers logements du futur lotissement La Plénitude démarre



L'ambition du club de golf de Yerville qui s'installe parmi l'élite régionale



Insolite. Un réacteur de la centrale nucléaire de Paluel mis à l'arrêt à cause de petits poissons





[Au Clairval, Lillebonne inaugure son nouvel espace de vie sociale](#)



[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 dans le pays Caux](#)



[Le trafic SNCF a repris entre Le Havre et Yvetot après la panne d'un train](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Forces Vives du Territoire le 3 février à Rouen : le rendez-vous sport et business des entrepreneurs normands

5–6 minutes

Les Forces Vives du Territoire rassembleront entrepreneurs, chefs d'entreprise et futurs entrepreneurs de Normandie le 3 février 2026 au Kindarena à Rouen.

Sur le même thème

[Création d'entreprise](#)

[Entrepreneuriat](#)

[RMB Rouen Métropole Basket](#)



Lors de la première édition des Forces Vives du Territoire à Rouen le 4 février 2025. (©Pierre Boiteau 76actu)

Par [Pierre Boiteau](#) Publié le 29 janv. 2026 à 19h39

C'est reparti pour l'édition 2026. Le mardi 3 février, Rouen devient la **capitale du sport et de l'entrepreneuriat** avec Les Forces Vives du Territoire, événement incontournable pour les **entrepreneurs, futurs entrepreneurs et chefs d'entreprise normands**. Un moment clé pour booster leur réseau et leur business dans un cadre unique mêlant sport, leadership et

innovation.

Rendez-vous au Kindarena, dès 15h30 (ouverture des portes à 14h30), pour une après-midi où performance, réseau et inspiration se donnent rendez-vous en [Normandie](#).

Interventions percutantes et inspirantes, temps d'échange ciblés

Pourquoi cet évènement fait bouger le territoire ? La réponse en trois points clés :

1/ Un concentré d'**énergie entrepreneuriale** : plus de 1 200 participants dès la première édition l'an dernier, des interventions percutantes, des temps d'échange ciblés et un **match de basket** du [RMB](#) pour clore la journée. En 2025, des dirigeants et personnalités reconnues comme Jeanne Lemoine, David Douillet, Samuel Tual ou Thibaut Guilluy avaient partagé leur expérience et leur vision du monde de l'entreprise. L'édition 2026 est tout autant prometteuse.

2/ **16 intervenants d'exception**, inspirants, issus du local, du national et de l'international, qui en 16 « mini-conférences » courtes et énergiques partageront expériences, passions et dynamiques de résilience et de dépassement.

Vidéos : en ce moment sur Actu

3/ Une promesse forte : 16 dirigeants, de 15 secteurs d'activité, pour 16 visions fortes autour d'un fil conducteur mêlant **innovation, transformation, résilience et humain au cœur de l'action**. Une scène où le [sport](#) sert le **business** et où les **opportunités de networking** s'enchaînent sans friction.

Les intervenants

Au vu des 16 speakers annoncés, des figures qui dynamisent l'écosystème, attendez-vous à des échanges riches et variés. En voici la liste :

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

- Thomas Derichebourg, PDG Groupe Derichebourg
- Awa Sagna, PDG Peulh Fulani et actrice

- Jacques-Olivier Abiteboul, PDG JJA Group
- Pascal Houdayer, PDG Laboratoires Boiron
- Marc Alain Spruch, PDG Groupe Degrenne – Calvados
- Philippe Véran, PDG Biotech Dental
- Olivier Legrand, PDG Revima Normandie
- [Samuel Brigantino, PDG Glass Express](#)
- Florent Poirier, PDG Paul Marius
- Marie Poirier-Fauvin, DG Paul Marius
- Hervé Zipper, PDG Coverguard
- Alexandra Bricout, DG Numeum Normandie
- Auriane Mallo-Breton, **double médaillée olympique d’escrime** ([Paris 2024](#))

Et trois figures internationales, **personnalités de la transition écologique** dites « Les Fantastiques Climatiques » :

- Myriam Maestroni, PDG E5T et fondatrice “100 leaders pour la planète” ([Europe](#))
- Yang Zhang, Cofondatrice et DG Cibola Invest ([Chine](#))
- Patricia Djomseu, PDG Women of Africa (Afrique)



Affiche « Les Forces Vives du Territoire 2026 » du 3 février 2026 à Rouen (©RMB events)

Ce que les participants retireront de leur venue :

– **Inspiration et apprentissage** grâce à des leaders qui incarnent

la résilience et la niaque entrepreneuriale ;

– Un réseau vivant et direct : **rencontres avec des décideurs, partenaires et influenceurs de l'écosystème normand**. Un coup de pouce pour accélérer son réseau et son impact ;

– Des **idées concrètes et des perspectives applicables à leurs projets**, dans un esprit sport et performance.

Cette journée est co-organisée par le [Rouen Métropole Basket](#), Patrice Bégay (JALPB Conseils) et Jeanne Lemoine (Groupe Lemoine), capitaine de cette 2e édition des **Forces Vives du Territoire**.

Informations pratiques :

– Date : mardi 3 février 2026

– Heure : ouverture des portes à 14h30, début des conférences à 15h30

– Lieu : Kindarena Rouen Métropole, 40 Rue de Lillebonne, 76000 Rouen

– Pour s'inscrire :

* option gratuite, avec accès conférence et networking, sur [inscription sur le site du RMB](#) (choisir le billet gratuit).

* option premium pour prolonger l'expérience, avec cocktail à partir de 19h pour rencontrer les intervenants, échanger avec eux et les autres participants, et accès VIP au match de basket RMB contre Roanne, dans un cadre privilégié, idéal pour recevoir clients, partenaires et collaborateurs. 180 euros, sur [inscription sur la billetterie en ligne du RMB](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au centre de lutte contre le cancer Henri Becquerel à Rouen, une nouvelle étape dans l'innovation thérapeutique - ICI

Bradley de Souza

3-4 minutes

Les équipes médicales du Centre Henri-Becquerel et leur scanner désormais doté d'intelligence artificielle. © Radio France - Bradley De Souza

Diffusé le vendredi 30 janvier 2026 à 7:31

Publié le vendredi 30 janvier 2026 à 7:31

Le Centre de lutte contre le cancer Henri Becquerel à Rouen vient de doter l'un de ses équipements d'intelligence artificielle. Une machine qui permet des séances de radiothérapie avec plus de précision et moins de complications pour les patients.

Le centre Henri Becquerel à Rouen vient d'équiper l'un de ses scanners d'intelligence artificielle. Une machine qui permet de délivrer des séances de radiothérapie. Le premier patient qui en a bénéficié, a été reçu ce jeudi 29 janvier 2026. Cette nouvelle technologie propose aux patients des traitements plus précis.

"C'est adapté à la condition du patient au Jour J", explique Anne Gasnier, physicienne médicale.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Cancer \(maladie\)](#)
- [Santé publique](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

**Le château de Miromesnil récupère les armoires normandes
remisées au grenier et qui prennent la poussière**

Renault-Cléon va assembler des moteurs électrique

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- C'est une première pour les équipes du centre de lutte contre le cancer Henri Becquerel de Rouen : une Chimiothérapie Hyperthermique Intra-Péritonéale ventre fermé a été réalisée, pour lutter contre un cancer des ovaires.

Le 07/07/2025 à 15:47

- À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le cancer, le centre Henri Becquerel de Rouen a présenté son projet de nouveau bâtiment pour accueillir plus de malades et développer la recherche contre la maladie. Un projet novateur et ambitieux.

Le 04/02/2025 à 12:05

- À l'occasion du début du mois de sensibilisation au dépistage du cancer du sein Octobre Rose, le Dr Benyoucef, du centre Henri-Becquerel de Rouen était l'invité de France Bleu Normandie. Si la médecine a fait des progrès considérables en la matière, il faut développer la culture de la prévention.
- Le pôle de recherche et d'innovation du centre Henri Becquerel a été inauguré ce jeudi 18 janvier à Rouen. Ce bâtiment sera dédié à l'étude des traitements innovants contre le cancer.

Le 19/01/2024 à 08:53

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI
Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

"J'espère que ça va réduire mon cancer à zéro." L'IA révolutionne la radiothérapie pour les patients atteints de cancers

Écrit par Véronique Arnould

4-5 minutes

Le Centre Henri Becquerel de Rouen se dote d'un nouvel outil de "radiothérapie adaptative", une petite révolution technologique pour améliorer les soins. Grâce à l'IA, la séance de radiothérapie est mieux ciblée, les tissus sains environnants la tumeur sont mieux préservés. Les détails dans cet article.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Il s'appelle Ethos, c'est le nouvel outil du [Centre Becquerel de Rouen](#), le premier en Normandie à l'utiliser. Il s'agit d'une machine qui utilise un logiciel d'IA et une imagerie performante pour une séance de radiothérapie mieux adaptée.

En clair : au lieu d'utiliser le scanner d'un patient effectué en amont, cette machine permet de voir à l'instant T où en est la tumeur et la cibler au plus près.

Ethos, l'outil de radiothérapie adaptative, est un progrès face aux méthodes conventionnelles. Selon le centre Becquerel, *"elle permet un recalcul quotidien du ciblage de la dose. Cette adaptation a pour objectif d'améliorer l'efficacité du traitement, tout en préservant les tissus sains environnants."*

Ce protocole a été utilisé pour la première fois ce jeudi 29 janvier 2026.

Et ce sont d'abord les patients du cancer de la prostate qui vont en bénéficier. *"C'est nouveau et assez révolutionnaire ! Avant, on faisait un scanner de repérage et on faisait le pari que pendant le mois de traitement, l'anatomie sera la même"*, nous détaille un membre du groupe qui développe ce projet.

Cette machine recalcule séance après séance ce qui permet de mieux cibler la prostate et protéger les organes autour, l'intestin et la vessie. Il y a donc moins d'effets secondaires pour les patients. C'est aussi moins de séquelles après.

Dr Maximilien Roge, Onco-radiothérapeute à Becquerel

Le premier patient à utiliser cette radiothérapie va suivre 20 séances en tout réparties sur un mois. Avant de commencer, il se fait tout expliquer, de quoi le rassurer, lui donner confiance pour la suite.

J'avais peur que ça détruise plus que ça guérisse, là ça va vraiment guérir le mal, j'espère que ça va réduire mon cancer à zéro pour pouvoir continuer à vivre quelques années tranquillement.

Patient du centre Becquerel suivi pour un cancer de la prostate

Cette machine Ethos représente un investissement de 4.5 millions d'euros pour le centre de lutte contre le cancer de Rouen. C'est surtout le coût de l'IA qui explique cette facture, *"40 % sont dédiés à l'intégration de l'intelligence artificielle et d'une imagerie optimisée dans le processus de traitement par radiothérapie"*, précise le centre Becquerel.

C'est également un investissement humain, les équipes du département de radiothérapie ont été formées pendant presque une année à cette nouvelle technologie.

Le protocole commence par le cancer de la prostate. À terme, cette technologie sera également utilisée pour les cancers de la vessie, puis gynécologiques. Des travaux de recherche sont effectués en parallèle pour traiter un jour, les cancers ORL.

Innovation : des plastrons chauffants pour sauver des vies au Samu

Écrit par Yves Asernal

3-4 minutes

Fixé sur le torse du patient, ce plastron chauffant permet aux urgentistes de faire remonter la température corporelle de façon localisée et contrôlée. Une innovation made in France, désormais utilisée sur le terrain.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"Je vous le pose sur le torse, on l'attache avec la sangle autour du cou." Pendant une intervention, le plastron chauffant se met en place en quelques secondes. Deux à trois minutes plus tard, la chaleur monte progressivement jusqu'à atteindre la température cible : 39 °.

Ce plastron chauffant à batterie lithium vient remplacer les couvertures chauffantes utilisées jusqu'ici par les équipes du SAMU et du SMUR. *"Avec les couvertures, on ne maîtrisait pas la température. Une fois lancées, on ne savait pas jusqu'où ça allait monter"*, explique l'urgentiste.

Avec ce nouveau dispositif, les équipes disposent pour la première fois d'un outil de réchauffement localisé, progressif et contrôlé. Un plastron qui réduit les risques de brûlures et en même temps améliore l'efficacité du réchauffement.

VIDÉO. Reportage à Elsa Gavinet et Didier Meunier :

durée de la vidéo : 00h01mn42s



Des plastrons chauffants pour le Samu de Rouen. • ©FTV

L'enjeu est vital. Une température corporelle trop basse augmente fortement le risque d'hémorragie et de décès. *"En dessous de 34 degrés, la mortalité augmente de 40 %. Et sous les 32 degrés, les chances de survie deviennent extrêmement faibles."*

Accidents de la route, polytraumatismes, brûlures : ce plastron répond à des situations fréquentes en médecine d'urgence.

L'innovation a été développée en France, à Briançon, à l'initiative d'équipes d'urgentistes confrontées aux interventions en milieu montagnard. Une collaboration étroite avec des ingénieurs a permis de concevoir un outil adapté aux contraintes du terrain.

Coût de l'investissement : 22 000 euros, financés grâce à des dons de particuliers, de mécènes privés et d'associations. Neuf dispositifs, lavables et rechargeables, équipent aujourd'hui le SMUR en intervention.

Avec Elsa Gavinet et Didier Meunier.

En Normandie, la police manifestera le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars »

Paris Normandie

6-7 minutes

À l'appel du syndicat Alliance Police nationale, une manifestation régionale d'agents est prévue à Rouen samedi 31 janvier 2026. Des policiers à bout qui misent sur le soutien de la population et des politiciens pour se faire entendre, comme l'explique Karim Bennacer, secrétaire régional Normandie.



Les manifestations des agents de la Police nationale sont rares, les mobilisations sont d'habitude plus symboliques et organisées devant les commissariats. - archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT



Publié: 30 Janvier 2026 à 06h02 Temps de lecture: 2 min

La Police nationale dans le rôle des manifestants ? Le format est

plutôt rare. Pourtant, samedi 31 janvier 2026, dans toute la France, des mobilisations sont programmées. En Normandie, Karim Bennacer, du syndicat Alliance, coordonne la manifestation à Rouen, la seule prévue pour la région. Explications.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Karim Bennacer. - photo Paris Normandie / ANTHONY QUINDROIT

Une manifestation de la Police nationale dans les rues... Ce n'est pas si courant !

Karim Bennacer : « Non. On est sur un format un peu nouveau. Et nous faisons appel à la population, aux élus, aux associations, pour qu'ils se joignent à nous. Notre syndicat fait l'interface mais le mouvement implique aussi notre administration et [tous les collègues](#). Et on espère avoir le soutien de la population. »

Quels sont les griefs ?

« On n'est plus entendu par nos politiques. Le ministre de l'Intérieur précédent [*Bruno Retailleau, NDLR*] nous avait promis des avancées sur 120 propositions, avec notamment plus d'effectifs pour l'investigation. Laurent Nuñez, l'actuel ministre [depuis octobre 2025, NDLR] nous avait annoncé qu'il les reprenait. Et rien ! La criminalité organisée, notamment le narcotrafic – surtout ici, avec le port du Havre qui est une grosse porte d'entrée – augmente de manière significative. Nous, on manque d'effectifs, nos moyens matériels ne sont pas suffisants, on travaille sur un logiciel de rédaction des procédures archaïque... Il y a un désaveu complet de la filière investigation. La Bac, la Police judiciaire, avant, c'était le Graal ! Aujourd'hui, les jeunes préfèrent aller vers la voie publique : c'est mieux payé et ils font moins d'heures ! En attendant, on se retrouve avec 50 000 procédures en souffrance à Rouen et 3 millions en France. On parle des auteurs des infractions, des délits et des crimes, mais derrière, ce sont les victimes, pour qui nous devons travailler, qui sont pénalisées ! Puis, il y a la réponse pénale qui n'est pas adaptée aux victimes On demande un allègement de la procédure pénale. Elle ne décourage pas les auteurs. On n'est pas en lutte contre la magistrature, on connaît aussi leur manque de moyens, mais les réponses sont trop tardives. Avec tout ça, la colère monte, on ne va plus pouvoir contenir les gars ! »

« Ce que l'on veut, avec cette mobilisation, c'est un électrochoc »

Qu'entendez-vous par là ?

« Regardez notre courbe des départs ! Les demandes de détachements ! Les arrêts maladies ! Les démissions ! Les réorientations vers la municipale ! Ce que l'on veut, avec cette mobilisation, c'est un électrochoc. Sinon, on pourra envisager des actions plus importantes. Des blocages de commissariat, de procédures... Et à Rouen, on a déjà beaucoup d'élus locaux, de sénateurs, de députés qui nous soutiennent. »

De tous les bords politiques ?

« Du Parti communiste au Rassemblement national, on a invité tout le monde, sauf La France insoumise. La sécurité n'est ni de droite ni de gauche. On a aussi invité le tissu associatif, notamment dans les quartiers. Et le mouvement est soutenu par d'autres syndicats de professionnels de la police, comme celui des policiers techniques et scientifiques. On est souvent classé à droite sur l'échiquier politique mais nous sommes apolitiques. On a des

collègues de tous bords qui vont se mobiliser sur ce format un peu nouveau. »

Lire aussi

[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)

[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)

[À Rouen, les travaux de déconstruction brique par brique d'une cheminée dangereuse ont débuté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Seine-Maritime](#) [Normandie](#) [Eure](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Armada de Rouen 2027 : à vous de choisir l'affiche officielle !](#)





[Bretagne, gymnastique, école... Que faire le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Rouen](#)



[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)



[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des boxeurs venus d'Italie](#)





[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)



[Municipales 2026. À Houppeville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Quel est ce « permis cyber » qu'ont décroché 186 élèves d'un collège de Seine-Maritime ?

Nicolas Le Jean

5-6 minutes

C'est inédit en France. Jeudi 29 janvier 2026, des collégiens de Criquetot-l'Esneval ont décroché leur « permis cyber ». Ils sont en tout 186 à disposer de ce sésame. De quoi s'agit-il ? On vous explique.



Publié: 29 Janvier 2026 à 17h27 Temps de lecture: 2 min

Tout à l'heure, je vous ai parlé de quishing (hameçonnage par QR code, NDLR), mais là ça n'en est pas un. Scannez le QR code et vous aurez trois choix de jeu. Choisissez celui qui vous intéresse, et vous devrez faire en sorte de ne pas être piraté. » Jeudi 29

janvier 2026, dans une salle du collège L'Oiseau blanc de

[Criquetot-l'Esneval](#), 26 élèves de 5^e écoutent les instructions de l'adjudant-chef Éric Dietrich, gendarme. Les collégiens passent une « épreuve » particulière, sur tablette numérique, à l'issue de laquelle ils décrocheront leur « permis cyber ».

« On leur laisse un accès au cyberespace, mais un accès raisonné et contrôlé. »

Johnny Charrier, Colonel de gendarmerie

Il s'agit d'une expérimentation inédite en France, proposée par la gendarmerie seinomarine à l'Éducation nationale et au Département, ce dernier distribuant une tablette numérique à chaque collégien entrant en 6^e. Le « permis cyber » vise à responsabiliser les élèves face aux risques du numérique, et à réagir en cas d'attaque par ce biais, ou de situation de cyberharcèlement. « Cela revient à installer un pare-feu pour ces

jeunes. On leur laisse un accès au cyberspace, mais un accès raisonné et contrôlé. Nous voulons surtout leur donner les clés pour qu'ils exercent leur vigilance par rapport aux dérives qu'ils pourraient constater », développe le colonel Johnny Charrier.

Dérives du cyberspace

Ces « dérives », nous en avons un aperçu lorsque les collégiens effectuent leur « épreuve ». « *Un garçon m'envoie des messages en disant qu'il veut se venger de sa petite copine en faisant du "revenge porn"⁽¹⁾* », nous livre Emma, 12 ans, en plein « jeu cyberharcèlement ». La jeune fille a les bons réflexes : elle a déconseillé au garçon de se venger, et a prévenu la copine de celui-ci en lui conseillant d'alerter ses parents.



À l'issue de leur « épreuve », les collégiens ont obtenu leur « permis cyber ». - Boris Maslard/Paris Normandie

Juste avant leur mise en situation, les collégiens ont bénéficié d'une formation théorique. « *J'ai commencé par un quiz, puis présenté des diaporamas sur "l'hygiène numérique", par exemple la sécurité des mots de passe, les dangers du téléchargement de jeux gratuits, de la diffusion de photos personnelles sur les réseaux sociaux... Et j'ai rappelé les dispositifs de protection existants, comme le programme "Phare" de l'Éducation nationale, le numéro 3018 et le site 17cyber* », illustre l'adjudant-chef Éric Dietrich.

L'expérimentation a débuté en octobre 2025 au collège L'Oiseau blanc, dont les 186 élèves de 5^e (incluant les 26 de ce jeudi), ont décroché leur « permis cyber ». Le dispositif doit s'étendre à une trentaine de collèges du département d'ici juin 2026.

(1) « Vengeance pornographique » en anglais, consistant à rendre publiques, sans le consentement de la victime, des images ou propos érotiques échangés en privé.

Lire aussi

[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)

[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)

[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Criquetot-l'Esneval \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)





[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)



Video

[Personnes âgées escroquées, chaude séquence pour le HAC, le don de Pete Doherty... le point actu à 20 h](#)



[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)





[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)



[Point de vue – HAC : quand le football dépasse l'imaginable...](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le « cyber permis » déployé en Seine-Maritime pour armer les collégiens face aux risques en ligne

infonormandie

4–5 minutes

À Criqueval, 160 élèves de 5e ont suivi une formation dédiée aux bons réflexes numériques. Objectif : prévenir le cyberharcèlement, les arnaques et les manipulations.

Jeudi 29 Janvier 2026 - 14:31



Illustration Adobe Stock

Au [collège L'Oiseau Blanc](#) de Criqueval, les élèves de 5e ont passé une matinée peu ordinaire. La gendarmerie nationale est venue leur présenter le « Cyber Permis », un dispositif de prévention désormais déployé dans tout le département. L'initiative

visé à donner aux adolescents les outils essentiels pour naviguer sur internet sans tomber dans les pièges : cyberharcèlement, faux profils, messages de provocation ou manipulations en ligne.

L'opération s'est déroulée en présence du préfet de la Seine-Maritime Jean-Benoît Albertini, du général Eric Delain, commandant la région de gendarmerie de Normandie, de Dominique Fis, directrice académique des services de l'Éducation nationale, ainsi que du président du Département Bertrand Bellanger. Dans l'établissement, près de 160 élèves ont ainsi été formés en une journée.

Une mallette pédagogique et un « permis » pour chaque élève

Le dispositif repose sur une mallette pédagogique taillée pour cet âge-clé : quiz d'évaluation initial, présentation didactique sur le cyberharcèlement et la cybercriminalité, vidéos, mises en situation sur tablette. À la fin de la séance, un questionnaire évalue les acquis et chaque élève repart avec un diplôme attestant de sa participation.

Repères

Ce qu'apprennent les élèves pendant la formation

- Créer des mots de passe robustes
- Identifier un message malveillant
- Bloquer, signaler, prévenir : les trois réflexes en cas de problème
- Utiliser le 3018, numéro national pour les victimes de violences numériques
- Reconnaître les tentatives d'arnaques ou de manipulation en ligne

Les thématiques abordées sont variées : choix et gestion des mots de passe, réaction face à un message injurieux, conduite à tenir en cas de problème (bloquer un contact, alerter un adulte, contacter le 3018 ou utiliser son application), repérage des tentatives de manipulation... Autant de situations auxquelles les collégiens sont confrontés de plus en plus tôt.

Le « Cyber Permis » a d'abord été expérimenté entre octobre et les vacances de la Toussaint 2025. Cette phase test a permis d'ajuster le contenu avant un déploiement progressif. L'objectif fixé par les

services de l'État : former les élèves de 5e d'une trentaine de collèges publics d'ici juin 2026.

- [Un iPhone volé à Rouen géolocalisé à Petit-Couronne : une mère et son fils interpellés](#)
- [Disparition inquiétante dans les Yvelines : un homme de 63 ans recherché](#)
- [Le Havre : trois jeunes de 13 et 15 ans interpellés après des dégradations dans le parking de l'Hôtel de Ville](#)
- [Péages sur l'A13, l'A14 et A29 : Sanef freine la hausse et épargne les trajets du quotidien](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Seine-Maritime : les nouveaux défis de la préfecture maritime pour 2026

L.R

4–5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



Le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert, préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord. © Préfecture Maritime de la Manche et de la mer du Nord

Lors de son discours de vœux à l'arrondissement maritime, vendredi 16 janvier, le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert a rappelé que les côtes haut-normandes demeurent au cœur d'un théâtre maritime stratégique. La priorité pour 2026 est d'assurer une surveillance renforcée des eaux françaises, particulièrement dans les zones à fort trafic comme les approches de Fécamp et du Havre. Dans un contexte marqué par les enjeux migratoires et les tensions stratégiques de 2026, le préfet maritime insiste sur le maintien d'une posture dissuasive. Ce dispositif s'appuie sur un soutien logistique robuste aux opérations de sauvetage, coordonné avec la Marine nationale et les services de secours pour protéger

tant les usagers que les infrastructures industrielles majeures du département.

Énergie : l'horizon 2050 et la cohabitation éolienne

L'avenir du littoral se dessine également à travers l'extension des parcs éoliens offshore, un dossier crucial pour la Seine-Maritime, dont le parc de Dieppe-Le Tréport prévoit une mise en service d'ici l'automne 2026. Cette dimension environnementale s'inscrit dans des scénarios de développement durable à l'horizon 2050, nécessitant une coordination étroite entre les autorités, les opérateurs et les collectivités locales. La feuille de route met l'accent sur la protection du milieu marin et la neutralisation des risques, notamment la gestion des munitions historiques enfouies. Pour réussir ce défi, les projets devront être menés en consultation avec les acteurs locaux afin de ne pas fragiliser l'activité économique portuaire et navale, pilier du dynamisme normand.

Rayonnement : 400 ans d'histoire à partager avec le public

L'année 2026 sera également celle de la célébration des 400 ans de la Marine nationale, un événement historique qui rayonnera dans toute la France 1.2.10. Des temps forts sont prévus à Cherbourg, mais aussi dans plusieurs villes littorales de la façade Manche, avec des visites de bâtiments et des journées portes ouvertes. Cette démarche d'ouverture vise à rapprocher les citoyens des métiers de la mer et à valoriser l'engagement des équipages et des bénévoles. En conclusion, la préfecture maritime souligne que 2026 marquera une étape de continuité et d'innovation, renforçant le lien indéfectible entre les populations et ceux qui veillent sur la sécurité et le développement du littoral.

Violences sexistes et sexuelles à l'école : près d'un tiers des collégiennes victimes de cyberviolences

AFP

3-4 minutes

L'Observatoire national des violences faites aux femmes a dévoilé, jeudi 29 janvier 2026, des chiffres sur la haine en ligne à l'encontre des adolescents, et notamment des filles.



Par AFP

Publié: 29 Janvier 2026 à 16h38 Temps de lecture: 2 min

Près d'un tiers des collégiennes (30,6 %) et un quart des lycéennes (24,9 %) déclarent avoir été victimes de [cyberviolences](#), selon une étude de [l'Observatoire national des violences faites aux femmes](#) dévoilée jeudi 29 janvier 2026, alors que le gouvernement veut interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans.

Un collégien sur quatre (26,2 %) et un lycéen sur cinq (20,4 %) indiquent également avoir été victimes de violences en ligne, selon cette étude basée sur des données de la DEPP, le service statistique du ministère de l'Éducation nationale, qui datent de 2021-2022 pour les collèges et de 2022-2023 pour les lycées.

Les filles plus touchées que les garçons

Les violences verbales ou écrites (injures, moqueries, surnoms désagréables) représentent la majorité des cyberviolences subies par les écoliers victimes.

Cette étude est publiée quelques jours après le vote, lundi, à l'Assemblée nationale d'une proposition de [loi interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans](#). Le texte, qui doit désormais être examiné par le Sénat, pourrait faire de la France une pionnière en Europe.

L'enquête de l'Observatoire publiée jeudi revient également en détail sur les [violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire](#). Les violences sexuelles (« baisers » forcés, « caresses » forcées, voyeurisme) touchent 15 % des collégiennes et 19 % des lycéennes.

« 8 % des écoliers et écolières déclarent avoir subi des “embrassades” forcées au moins une fois au cours de l’année scolaire 2020-2021, et 15 % avoir été victimes de voyeurisme dans les toilettes », détaille le rapport.

Ces chiffres *« justifient, si besoin était, l’urgence »* du déploiement des programmes scolaires d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité (Evars), estime Roxana Maracineanu, la secrétaire générale de la Mission pour la protection des femmes (Miprof) dont dépend l'Observatoire national.

« Aucune violence à caractère sexiste ou sexuel n’a sa place à l’École », affirme de son côté le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray, dans l'étude.

Selon le premier bilan fourni mercredi par le ministre dans les colonnes du [Monde](#), 66 % des écoliers, 48 % des collégiens et 35 % des lycéens avaient déjà bénéficié, au 31 décembre 2025, *« d’au moins une séance »* d'éducation à la vie affective et relationnelle.

Lire aussi

[Eure-et-Loir : stages de natation pour enfants pendant les vacances scolaires](#)

[Yvelines : un pôle gare à Maison-Laffitte qui rentre en phase de réaménagement](#)

[Eure-et-Loir : vigilance accrue face au risque de cambriolages à Maintenon](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Le Havre. Une série d'escroqueries à la carte bancaire visait des personnes âgées

Gilles Anthoine

2-3 minutes

La gendarmerie et le commissariat de police du Havre viennent de mettre fin à une série d'escroqueries visant des personnes âgées sur Le Havre et ses environs.

26 escroqueries, commises en grande majorité en zone gendarmerie, ont été recensées entre le 9 décembre 2025 et le 20 janvier 2026.

Soizic Guillaume, la procureure du Havre, parle d'une *"organisation structurée. Les personnes ciblées étaient systématiquement des personnes âgées contactées par téléphone"*.

Méthode dite des "faux coursiers"

Les escrocs utilisaient la méthode dite des "faux coursiers". La victime est contactée par téléphone. L'interlocuteur se présente comme un conseiller bancaire. Il indique à la personne qu'elle vient d'être victime d'une escroquerie par utilisation de leur carte bancaire. Il arrive à convaincre sa victime de remettre la carte bancaire et le code secret à une personne qui se présente dans la foulée à son domicile.

La carte bancaire était ensuite immédiatement utilisée dans des commerces ou des retraits d'argent étaient réalisés dans des distributeurs automatiques.

Le préjudice pour chacune des victimes s'élève entre 460 et 7 500 euros.

- **A lire aussi.** [People. A 70 ans, elle pensait être en couple avec Pierre Garnier... et est dépouillée de son argent](#)

Sept interpellations dont des mineurs

Sept personnes ont été interpellées entre lundi 26 et mardi 27 janvier. Six ont fait l'objet de poursuites et cinq ont été déférées mercredi 28 janvier au parquet (deux majeurs et trois mineurs).

Les deux majeurs ont fait l'objet d'une comparution immédiate. Ils ont sollicité un délai pour leur défense et été placés en détention provisoire. L'audience est fixée au 18 mars 2026.

S'agissant des trois mineurs, âgés de plus de 16 ans, l'un a été placé sous contrôle judiciaire, le deuxième en détention provisoire et le troisième sous assignation à résidence avec surveillance électronique. Ils seront jugés par le tribunal pour enfants.

À Rouen, les travaux de déconstruction brique par brique d'une cheminée dangereuse ont débuté

Sylvain Auffret

5-6 minutes

Après la découverte d'une lézarde sur une cheminée entre deux immeubles du centre-ville rive droite à Rouen le 27 janvier 2026, les travaux de sa déconstruction partielle ont débuté le 29 janvier 2026.



Après l'installation de la nacelle élévatrice, les ouvriers ont commencé à enlever les premiers morceaux de cheminée - PN



Publié: 29 Janvier 2026 à 17h12 Temps de lecture: 2 min

La première sortie de cheminée a été enlevée vers 11 heures jeudi 29 janvier par les quatre ouvriers de Brochard et fils. Donnant le coup d'envoi des travaux de déconstruction, brique par brique, d'environ sept mètres de la partie supérieure du conduit s'élevant

entre le 13 rue Écuyère et le 15 rue Rollon dans le centre-ville de Rouen.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Depuis [la découverte mardi 27 janvier](#) d'une fissure, par un ouvrier travaillant sur l'échafaudage couvrant la façade du 15, *« il a été constaté une déformation visible de la structure de la cheminée en briques extérieure accolée à l'immeuble du 15 rue Rollon. De même, une importante lézarde de 3/4 mètres de long est présente en partie haute, entre la cheminée et le pignon. Celle-ci doit mesurer environ 3/5 cm de largeur et les joints de mortier sont absents. Cette fissure importante peut potentiellement compromettre la stabilité structurelle »*, a posté en ligne Nicolas Zuili, adjoint en charge de la rive droite à la mairie de Rouen.

« 4 à 5 jours maximum »

La déconstruction devrait *« durer 4 à 5 jours maximum »*, selon l'adjoint. Mais bonnes ou mauvaises, *« il peut y avoir des surprises »*, relève un membre du syndic de l'immeuble situé au 13 rue Écuyère, venu plusieurs fois constater l'avancée du chantier jeudi. Pour ce dernier, la cheminée dépend bien de cet immeuble, même si cela devra être déterminé avec certitude en regardant si des conduits ne débouchaient pas autrefois dans ce bâtiment datant du début du 20ème siècle.

Quelques magasins toujours fermés

Depuis le 27 janvier, la mairie a pris un arrêté de péril et mis en place un périmètre de sécurité qui occupe tout le carrefour des rues Rollon et Écuyère. Les occupants du 13 ont dormi ailleurs pour la deuxième nuit consécutive après avoir été autorisés à venir récupérer des affaires mercredi. Quelques magasins sont toujours fermés (Okaïdi, 5 à Sec, Famille Mary, conserverie la belle-iloise, les Gourmets d'Italie). Le palais du fruit a dû condamner l'entrée donnant sur le carrefour, mais a pu rouvrir un accès donnant un peu plus haut, rue Rollon.

À quel immeuble appartient la cheminée ?

Ce 29 janvier au matin, les employés de Sotheby's observaient les ouvriers de Brochard et fils manipuler une nacelle élévatrice avant de regagner leur agence, fermée au public. Le gérant du magasin de linge de maison Carré Blanc, touché par la fermeture, prenait lui

aussi son mal en patience en observant la manœuvre. L'actuel sinistre ne fait pas partie des cas indemnisés par les assureurs. Et s'agissant d'un cas de force majeure, la mairie n'est pas responsable non plus. La question de la propriété de la cheminée et de son entretien pourrait se poser avec plus d'acuité au fur et à mesure des jours qui passent.

Lire aussi

[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)

[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)

[En Normandie, la police manifesterait le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Armada de Rouen 2027 : à vous de choisir l'affiche officielle !](#)





[Bretagne, gymnastique, école... Que faire le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Rouen](#)



[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)



[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des boxeurs venus d'Italie](#)





[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)



[Municipales 2026. À Houppeville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Trafic. Pourquoi cette commune du pays de Caux a-t-elle décidé d'interdire la circulation des poids lourds en centre-ville ?

Adrien Verger

2-3 minutes

La Ville de Maromme a décidé de dire "stop" au transit des poids lourds dans son centre-ville. Un arrêté municipal vient d'être pris pour interdire la circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur plusieurs axes stratégiques, avec pour objectif d'améliorer la fluidité du trafic et la qualité de vie des habitants.

Située sur un itinéraire de contournement à l'ouest de Rouen, la commune est quotidiennement traversée par un flux important de camions, en lien notamment avec les échanges commerciaux entre le port de Rouen et le nord de l'Europe. Cette situation géographique fait de Maromme un point de passage privilégié pour le transport de marchandises, au cœur même de zones résidentielles et commerciales.

- [A lire aussi. Maromme. Ivre au volant, il percute des véhicules et fuit la police](#)

Sécurité et cadre de vie en ligne de mire

La municipalité alerte sur les conséquences de cette présence massive et continue de poids lourds : dégradation des conditions de circulation sur des axes déjà saturés, difficultés de cohabitation avec les piétons et les mobilités douces, mais aussi nuisances sonores, vibrations et sentiment d'insécurité pour les riverains.

Dans cette optique, et après concertation avec les villes voisines ainsi qu'avec les services de la Métropole, le maire David Lamiray a signé un arrêté interdisant l'accès à la [rue des Martyrs de la Résistance](#) et à la [route de Dieppe](#) aux véhicules en transit de plus de 7,5 tonnes, hors desserte locale.

Une validation attendue de la préfecture

Ces axes étant classés comme "routes à grande circulation", la mise en œuvre de cette décision municipale doit encore être validée par les services de la préfecture. La Ville espère obtenir rapidement un feu vert afin de permettre la réorientation du trafic de poids lourds vers l'itinéraire autoroutier A150-A151-A29-A28.

L'objectif affiché est clair : apaiser le centre-ville, renforcer la sécurité des usagers et préserver la qualité de vie au cœur de la vallée du Cailly, tout en maintenant une desserte locale adaptée aux besoins économiques du territoire.

Marché sur fonds publics pour l'installation du WiFi dans les tramways du Havre, la justice pénale se saisit du dossier

Auteur Manuel Sanson

8–10 minutes

Le parquet du Havre a ouvert une enquête sur les conditions de l'octroi d'un marché pour le déploiement du WiFi dans les tramways, déploiement au final avorté avec, à la clé, deux millions d'euros d'argent public dilapidés de manière troublante par la communauté urbaine.

C'est désormais officiel. En lien avec nos précédentes révélations, la justice a décidé d'ouvrir une procédure concernant un marché passé entre la société de transport Transdev et la société S2F Network, précédemment propriété de l'élue havraise Stéphanie de Bazelaire et aujourd'hui fondue dans le groupe de bâtiment et travaux publics NGE, pour l'installation du WiFi dans les tramways havrais.

Ce marché qui n'a jamais abouti a été financé par les deniers publics à hauteur de 2 millions d'euros en provenance de la communauté urbaine du Havre.

Le dossier a été « *transmis pour enquête à la police judiciaire de Rouen* », indique aujourd'hui Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre. Les investigations sont désormais conduites sous son autorité. Le tout alors que la campagne pour l'élection municipale et communautaire havraise entre dans sa dernière ligne droite.

Pour rappel, Stéphanie de Bazelaire, élue à la ville du Havre et à la communauté urbaine, par ailleurs proche d'Édouard Philippe, est déjà [visée par une enquête ouverte initialement par le parquet national financier pour, entre autres, favoritisme et détournement de fonds publics en marge de possibles entorses aux règles des marchés publics relatives à la signature d'une convention entre la](#)

[communauté urbaine et l'association LH French Tech, présidée par l'élue à titre bénévole, des faits révélés par le journal *Le Monde*.](#)

[*Le Poulpe* avait par ailleurs mis en lumière un bien étrange marché public à hauteur de plus de 700 000 euros, conclu en 2021 entre la communauté urbaine et la société NGE \(groupe français de bâtiment et travaux publics\). NGE venait effectivement tout juste de faire l'acquisition de l'entreprise personnelle de Stéphanie de Bazelaire, S2F Network, avant que cette dernière n'entre au conseil municipal en 2020.](#)

C'est à présent une autre opération impliquant l'argent public, toujours au bénéfice de Stéphanie de Bazelaire, qui jette le trouble et nourrit une fois encore le soupçon de potentiel népotisme en faveur de l'élue et de son ancienne entreprise. Il est question ici du déploiement du wifi dans les tramways havrais qui ne sera jamais achevé avec, à la clé, un possible gaspillage des deniers publics.

Contactées pour s'exprimer sur ce dossier, Stéphanie de Bazelaire comme la communauté urbaine du Havre ont décliné nos sollicitations.

Selon nos informations, cette opération avortée a fait l'objet d'un signalement au parquet national financier (PNF) au printemps 2025. Ce dernier, après consultation, a pris la décision de le transférer au parquet du Havre.

L'affaire s'est jouée au profit de S2F Network en deux temps, en 2015 et en 2018. D'abord avec la signature d'un premier avenant pour la phase d'étude entre l'agglomération du Havre et Transdev Le Havre, délégataire pour l'exploitation du réseau de transports en commun. Transdev a refusé de répondre aux questions du *Poulpe*.

La communauté d'agglomération, CODAH à l'époque, entend procéder au déploiement d'un système de WiFi embarqué dans ses tramways. Pour ce faire, elle débloque une somme de 700 000 euros. À charge pour l'exploitant de trouver un prestataire qui effectuera la mission.

Ensuite, en 2018 nouvel avenant toujours avec Transdev, cette fois pour un montant de 1,238 million d'euros. « *Par un avenant n° 9 à la précédente convention de délégation de service public, la CODAH avait confié à CTPO [Transdev Le Havre] une mission d'étude et de mise en place d'un accès WiFi dans le tramway. La CODAH juge que l'expérimentation réalisée en phase n° 1 est concluante et souhaite poursuivre le projet jusqu'à son terme*

(phases 2 et 3) », justifie la collectivité dans son avenant soumis au vote du conseil communautaire.

"Aucune communication publique n'a été faite sur les raisons de l'abandon du service, ni sur l'usage réel des fonds engagés"

Si, a priori, le premier avenant ne mentionnait pas que la société S2F Network avait été retenue pour la réalisation de l'opération de déploiement du WiFi, le second se fait plus explicite puisqu'il comporte en annexe le devis de la société dirigée par Stéphanie de Bazelaire. À l'époque, la communauté urbaine est présidée par Luc Lemonnier, proche lui aussi de Stéphanie de Bazelaire, et désigné par Édouard Philippe pour gérer les affaires de son fief le temps de son bail à Matignon.

Le fait que le devis de S2F Network soit le seul présent au dossier transmis aux élus communautaires semble démontrer que cette société fut la seule consultée par Transdev, cette dernière, personne morale de droit privé, n'étant pas soumise au code des marchés publics.

Et le déploiement commence. En 2019, un article fait même état des travaux en cours dans la presse locale. Et puis, le silence. Plus de son, plus d'image sur ce système présenté comme une innovation technologique alors qu'on assiste dans le même temps au déploiement massif de la 4G, suivi par la 5G, qui permet à tous les voyageurs d'accéder à l'internet sur leurs terminaux mobiles, soulevant dès lors des interrogations légitimes quant à l'utilité du projet et, par ricochet, sur la bonne utilisation des fonds des contribuables.

Pour rappel, la 4G est déployée au Havre à partir de 2013, soit deux ans avant le lancement en 2015 de la phase d'étude sur le déploiement du WiFi dans les tramways.

« Le déploiement de la 4 puis 5G à grande échelle a, petit à petit, fait décroître le nombre d'utilisateurs actifs. Devant cette chute et l'inutilité d'entretenir un réseau inutilisé, il est apparu nécessaire d'arrêter ce projet. Cet arrêt fut mené progressivement en 2023 afin de mesurer si cela générerait un regain d'utilisation ou des réclamations d'usagers, ce qui n'a pas été le cas. Le système fut donc définitivement fermé fin 2023 », annonce finalement la communauté urbaine dans un courrier de juillet 2025 en réponse aux sollicitations pressantes de Sophie Zarifian, candidate aux

prochaines municipales au Havre pour la liste citoyenne Le Havre en Débat qui a levé le lièvre, renforçant encore les soupçons quant à la justification d'une telle dilapidation de fonds publics.

« À ce jour, ce service n'a jamais été opérationnel pour les usagers. Pourtant, l'amortissement d'un "système Wi-Fi et ses équipements" apparaît toujours dans les budgets de la communauté urbaine, sur une période de 15 ans. Des éléments matériels (antennes toujours visibles sur les trams et abris de stations) suggèrent qu'un déploiement partiel a eu lieu. Cependant, aucune communication publique n'a été faite sur les raisons de l'abandon du service, ni sur l'usage réel des fonds engagés », soutient aujourd'hui la lanceuse d'alerte dans son signalement.

« Ce dossier soulève d'autant plus de questions que Mme de Bazelaire, dirigeante de la société prestataire, est également élue : elle est actuellement adjointe au maire du Havre, en charge du numérique et de l'innovation, et conseillère communautaire à la CU Le Havre Seine Métropole. Ce cumul de fonctions renforce l'intérêt d'un éclairage sur les conditions de passation et de suivi de ce projet public », ajoute-t-elle, faisant explicitement référence à l'enquête déjà ouverte par le PNF sur l'association LH French Tech, évoquée supra.

D'autres éléments recueillis par *Le Poulpe* renforcent encore un peu plus l'idée d'une forme de "cadeau" à l'utilité contestable offert par la communauté urbaine via la société Transdev.

Si la communauté urbaine renvoie officiellement vers Transdev qui aurait seule fait le choix de S2F Network, une source proche de l'entreprise livre une tout autre version de l'affaire, laissant entrevoir que l'intercommunalité aurait négocié directement le marché avec S2F Network et l'imposant d'emblée à Transdev, exploitant privé du réseau de transports publics.

« Ça a coûté 2 millions d'euros et la société de Stéphanie de Bazelaire n'a jamais été capable de le faire fonctionner. On a demandé à l'exploitant de ne surtout rien dire et d'étouffer l'affaire », tacle une source proche du dossier. Selon d'autres informations, la société Transdev elle-même aurait alerté la communauté urbaine sur l'inutilité d'un tel dispositif WiFi, sans que cela ne provoque le moindre changement de braquet de la collectivité.

Aujourd'hui, il reste quelques antennes sur des rames et abribus, tristes stigmates d'un projet inabouti, financé par le contribuable au

profit d'une élue et de son ancienne société.

VIDÉO - "Les gens isolés peuvent voir du monde". Gratuite, ouverte à tous, cette cafétéria crée du lien dans ce quartier - ICI

Mélisande QUEINNEC

5-6 minutes

Beaucoup de seniors isolés résident dans le quartier du Mont-Gaillard, au Havre. © France Télévisions - France 3 Baie de Seine

Publié le jeudi 29 janvier 2026 à 17:30

Depuis quelques mois, une cafétéria propose aux habitants du quartier du Mont-Gaillard au Havre (Seine-Maritime) de se retrouver pour boire un café ou participer à des activités.

Totalement gratuit, le lieu a vocation à lutter contre l'isolement, dans ce secteur à la population vieillissante.

Autour d'une boisson, avec un livre, seuls ou entre amis, les habitués de la Fabrique Sainte-Catherine, un centre municipal du Havre, ont désormais leur propre "cafète". Ce lieu convivial est d'autant plus nécessaire que, dans le quartier du Mont-Gaillard, la plupart des commerces et des bars ont fermé.

"Une personne âgée, pour qu'elle puisse sortir, il faut qu'elle ait un but"

Nadège, Zohra et Remziye sont des habituées des lieux. Elles participent aux activités toute l'année et ont déjà pris leurs marques à la Cafe'the, comme on l'appelle. *"Il y a du monde, on se fait des amis, il y a de l'ambiance"*, note Remziye. Quand Zohra, elle, assure : *"Les gens qui sont isolés, tous seuls, peuvent voir du monde !"*

C'est pour eux que ce lieu a justement été pensé. Il a ouvert ses portes à la rentrée de septembre et propose même des boissons gratuites. *"C'est un lieu où l'on permet aux habitants de se ressourcer, qu'ils soient seuls ou accompagnés"*, souligne Muriel

Lassire, responsable de la Fabrique Sainte-Catherine. *C'est comme ils veulent. Un lieu où ils peuvent se détendre, où ils peuvent bouquiner, où ils peuvent se poser, où ils peuvent réfléchir."*

Le reportage de B. Drouet et C. Schaffner pour France 3 Normandie :

[SOLIDARITÉ. Ouverture d'une cafétaria pour lutter contre la solitude à la fabrique Sainte-Catherine](#)

La Cafe'the comble donc un vrai besoin. Dans le quartier du Mont-Gaillard, *"il y a une population vieillissante"*, alerte Nouredine Chati, adjoint au maire, chargé des quartiers Nord-centre. *"Une personne âgée, pour qu'elle puisse sortir, il faut qu'elle ait un but. Si autour, il n'y a pas de point où elle peut rencontrer du monde, elle s'enferme."*

Et au-delà de rompre l'isolement, cette "cafète solidaire" pourrait aussi inciter les visiteurs à fréquenter la Fabrique. *"Bien évidemment, toutes les personnes qui sont accueillies ici, on leur propose de s'inscrire à nos activités"*, conclut Muriel Lassire.

- France 3 - Normandie

France Télévisions

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les dockers poursuivent les grèves concernant leur départ anticipé à la retraite, notamment à cause de l'amiante. Pour mesurer l'impact sur leur santé, rencontre avec Sylvain Dupuis, ancien docker atteint d'un mésothéliome, un cancer incurable qui peut apparaître des années après l'exposition.

Le 18/03/2025 à 07:00

- Linda Guerrand, Angélique Hauchard et Elsa Raquapet, membres de l'équipe "Les Poissons Roses", au Havre, s'entraînent sur les plages normandes, pour un trek au Sénégal. Vingt kilomètres par jour dans un sable brûlant. Un engagement physique et solidaire.

Le 31/01/2025 à 12:00

- Au cœur du Havre, une nouvelle boutique de seconde main fait parler d'elle. La Maison Mority, fondée par trois femmes d'une même famille, transforme la passion des vide-greniers en un concept innovant de mode durable.

Le 18/01/2025 à 12:00

- Des étudiants confortablement installés dans une résidence de personnes âgées, à Montivilliers, près du Havre. En échange, ils consacrent du temps aux résidents. Une initiative intergénérationnelle de la ville, qui a du succès.

Le 11/11/2024 à 07:00

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Près d'Elbeuf, la bibliothèque, la Banque alimentaire et la salle des fêtes restent fermées

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

L'expertise, le 26 janvier 2026, de la bibliothèque et des bâtiments alentour, a mis en évidence un risque de fragilité du bâtiment central. L'ensemble du site reste fermé jusqu'au 1er mars 2026.



Des investigations plus poussées seront engagées pendant les semaines à venir. - Paris Normandie



Publié: 29 Janvier 2026 à 20h36 Temps de lecture: 1 min

Après l'importante fuite d'eau apparue, en fin de semaine dernière, dans les locaux de la bibliothèque municipale de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, l'ensemble du site dit « 404 » incluant la Banque alimentaire, l'espace solidaire « Coup de pouce » et la salle des fêtes, a été interdit d'accès.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'expertise, menée ce lundi 26 janvier 2026, laisse apparaître des désordres qui pourraient porter atteinte à l'intégrité du bâtiment, l'ancien orphelinat.

Par mesure de précaution, et le temps de procéder aux vérifications nécessaires pour garantir la sécurité des usagers, l'ensemble du site restera fermé jusqu'au 1er mars.

Cheminée déposée

Dans un communiqué, la Ville annonce que [la fuite est « jugulée »](#) mais que « *le chauffage ne peut, à ce stade, être remis en fonction. De plus, d'autres infiltrations ont été observées dans le bâtiment. À l'occasion de l'exploration du site pour connaître l'origine de ces infiltrations, il a été constaté une fragilité sur une des cheminées du bâtiment central, visiblement occasionnée par la récente tempête* ».



La cheminée, fragilisée par la récente tempête, a été déposée lundi par une entreprise spécialisée. - Ville de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

La dépose urgente de cette cheminée a été réalisée lundi 26 janvier, tout danger est donc écarté.

« Ces investigations complémentaires nécessitent du temps et leurs conclusions ne seront pas rendues et connues avant plusieurs semaines. »

Ville de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

L'expert a également relevé divers éléments qui méritent des investigations complémentaires pour « *vérifier la stabilité du bâti, plus particulièrement dans sa partie centrale* ». Quant au pignon

nord de la bibliothèque, il est intact ce qui permet au cabinet notarial mitoyen de poursuivre son activité.

« Ces investigations complémentaires nécessitent du temps et leurs conclusions ne seront pas rendues et connues avant plusieurs semaines », prévient la municipalité.

Reste à trouver des solutions pour que les activités des structures concernées puissent continuer dans d'autres lieux disponibles et compatibles avec les normes d'accueil.

« Le détail de ces mesures sera communiqué dans les tout prochains jours », annonce la Ville. Les personnes qui ont réservé la salle des fêtes sont contactées et des solutions ont pu être trouvées dans certains cas.

Délocalisations

Les agents de la bibliothèque sont déployés sur d'autres espaces et des activités « hors les murs » sont envisagées. Celles qui concernent les élèves seront proposées dans les locaux scolaires. Les abonnés de la bibliothèque sont invités à garder, pour l'instant, les ouvrages empruntés.

La distribution de la Banque alimentaire du jeudi 5 février au matin sera assurée au [Cap jeunes, rue Simone-Signoret](#) (accès par le parking du supermarché).

Et par anticipation de conclusions défavorables à la réouverture des bâtiments, le déplacement des trois bureaux de vote, installés habituellement dans la salle des fêtes, est aussi à l'étude pour les scrutins des 15 et 22 mars.

Lire aussi

[À Elbeuf, la singulière Maison Dautresme cherche toujours preneur](#)

[Près d'Elbeuf, 340 écoliers reçoivent des fruits tous les jours](#)

[Près d'Elbeuf, plusieurs locaux municipaux fermés après une importante fuite d'eau](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

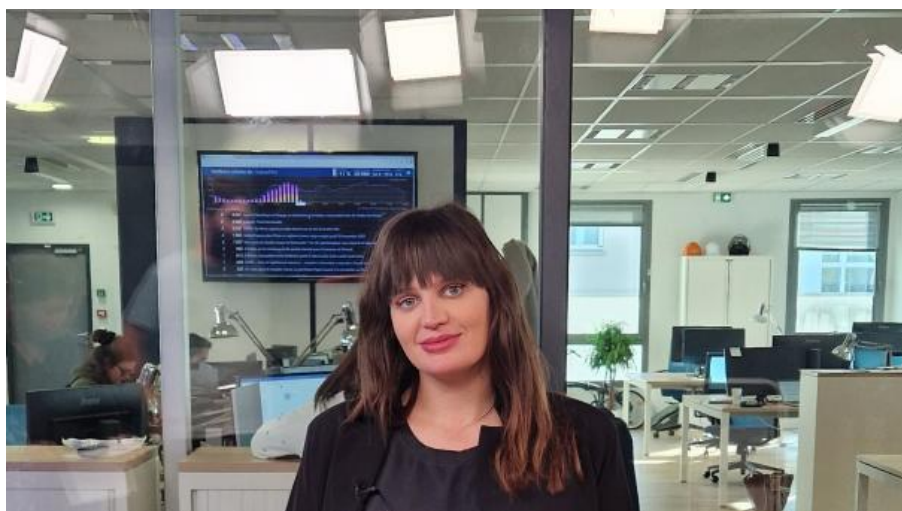
[Elbeuf](#)



[Près d'Elbeuf, la bibliothèque, la Banque alimentaire et la salle des fêtes restent fermées](#)



[À Elbeuf, la singulière Maison Dautresme cherche toujours preneur](#)



Video

Ampère/Renault à Cléon. La relocalisation partielle d'un moteur :
« Une décision salubre »



Près d'Elbeuf, 340 écoliers reçoivent des fruits tous les jours



Près d'Elbeuf, plusieurs locaux municipaux fermés après une
importante fuite d'eau



Près d'Elbeuf, un premier salon du mariage pour préparer le grand

[jour en toute sérénité](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Cette commune près de Dieppe cherche porte-drapeau désespérément

3—4 minutes

La commune de Belleville-en-Caux près de Dieppe (Seine-Maritime) recherche un porte-drapeau. René Guillebert, fidèle au poste depuis de nombreuses années, a décidé d'arrêter.

Sur le même thème

[Armée](#)

[Première Guerre mondiale](#)

[Seconde Guerre mondiale](#)



Marcel Sorel (manteau rouge), président des anciens combattants de Belleville-en-Caux près de Dieppe (Seine-Maritime), et la municipalité recherchent un porte-drapeau volontaire. ©Les Informations Dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 29 janv. 2026 à 14h00

La commune de [Belleville-en-Caux](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) et ses trois derniers anciens combattants lancent aujourd'hui un appel solennel à la population : ils sont à la recherche d'un nouveau porte-drapeau.

Un rôle essentiel, chargé de symboles, au cœur du devoir de

mémoire et de la transmission des valeurs républicaines. Président des anciens combattants, Marcel Sorel insiste sur l'importance de cette mission.

Honorer ceux qui se sont battus

« Être porte-drapeau, ce n'est pas seulement porter un emblème lors des cérémonies, c'est représenter toute une commune et honorer celles et ceux qui se sont battus pour la France », rappelle-t-il.

La personne recherchée devra faire preuve d'une grande disponibilité afin de participer à l'ensemble des commémorations, qu'elles se déroulent à Belleville-en-Caux ou dans les communes voisines, tout au long de l'année.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Il incarne la reconnaissance de la Nation

Respect, sérieux et attachement au devoir de mémoire sont les qualités essentielles attendues. Le porte-drapeau est souvent la première image que retient le public lors des cérémonies patriotiques : il incarne la reconnaissance de la Nation envers ses anciens combattants et perpétue le souvenir des sacrifices consentis.

Actuellement, cette mission est assurée par René Guillebert, fidèle au poste depuis de nombreuses années. Mais pour des raisons de santé, ce dernier souhaite aujourd'hui passer le relais. Une décision prise avec émotion, tant son engagement a marqué la vie commémorative locale.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

Face au vieillissement des effectifs et à la disparition progressive des témoins directs de l'Histoire, cet appel se veut aussi un message à destination des générations plus jeunes. Toute personne intéressée, homme ou femme, ancien militaire ou civil, sensible aux valeurs de mémoire et de citoyenneté, est invitée à se manifester auprès de la mairie ou de l'association des anciens combattants.

Contact au 02 35 32 31 22.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Conso. Assurance habitation : les prix explosent en 2026 dans plusieurs régions, à quoi s'attendre en Normandie ?

Mathilde Rabaud

4-5 minutes

Après plusieurs années de tensions, la tendance se confirme : [l'assurance habitation](#) va coûter plus cher en 2026. Selon les dernières projections issues de [comparateurs spécialisés](#) et de cabinets d'actuariat, les cotisations devraient augmenter **entre 8% et 9% en moyenne au niveau national**, comme le rappelle [TF1](#).

Pour les ménages français, cela représente **un budget annuel avoisinant désormais les 180 à 190 euros**, avec des écarts importants selon les régions, le type de logement et le statut (locataire ou propriétaire).

Jusqu'à +15% : les régions les plus touchées par la hausse

Toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Certaines zones, particulièrement exposées aux aléas climatiques, devraient enregistrer **des hausses à deux chiffres**.

Les **Hauts-de-France** arrivent en tête, avec une augmentation estimée à **près de 15%**, suivis par la **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (+13%) et la **Nouvelle-Aquitaine** (+11%), qui devient l'une des régions les plus chères de France en matière d'[assurance habitation](#).

En toile de fond : **inondations répétées, sécheresses, mouvements de terrain**, autant de sinistres qui pèsent lourdement sur les comptes des assureurs.

Assurance habitation en Normandie : une hausse plus modérée, mais bien réelle

Comparée à d'autres territoires, **la Normandie s'en sort relativement mieux**. Les augmentations prévues pour 2026 devraient se situer **dans la fourchette basse nationale**, autour de **+7% à +8%**.

Concrètement, le **prix moyen annuel** d'une assurance habitation dans la région serait compris **entre 179 et 197 euros**, selon le profil de l'assuré et le logement. À titre de comparaison, les tarifs dépassent largement les **230 euros** dans certaines régions du sud ou en Île-de-France.

- **A lire aussi.** [Consommation. Pourquoi la Normandie a-t-elle les assurances habitation parmi les moins chères de France ?](#)

Caen parmi les grandes villes les plus abordables

Autre point notable : **Caen conserve une place enviable** parmi les grandes villes françaises. Début 2026, la prime moyenne pour **un appartement standard** y est estimée **autour de 78 euros par an**, un niveau particulièrement bas à l'échelle nationale.

Cette relative stabilité s'explique par **une sinistralité moins élevée** et un environnement urbain jugé moins risqué par les assureurs.

Pourquoi les prix augmentent, même en Normandie ?

Si la région reste moins chère, **trois facteurs majeurs** expliquent néanmoins la hausse des cotisations.

- La flambée de la surprime catastrophes naturelles

La contribution obligatoire au régime des catastrophes naturelles est passée **de 12% à 20%**. Une évolution réglementaire qui entraîne **une hausse mécanique d'environ 40 euros par an** sur de nombreux contrats.

- Des risques climatiques de plus en plus présents

La Normandie est désormais concernée par le **retrait-gonflement des argiles**, lié aux sécheresses, qui fragilise les maisons individuelles. À cela s'ajoutent **les risques d'inondations**, notamment dans les zones littorales et les vallées.

- Le coût des réparations en forte inflation

Matériaux, main-d'œuvre, délais d'intervention : **le coût des sinistres explose**, obligeant les assureurs à répercuter ces dépenses sur les cotisations.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. De 4% à 8% : pourquoi votre assurance habitation va-t-elle vous coûter encore plus cher ?](#)

Peut-on limiter la hausse de son assurance habitation ?

Les marges de manœuvre restent limitées, mais **comparer les offres** demeure le principal levier. A garanties équivalentes, **les tarifs peuvent varier du simple au double selon les villes et les assureurs.**

Autre élément clé : **les propriétaires sont plus exposés** que les locataires, avec des primes souvent deux fois plus élevées, en raison de la valeur du bien assuré et de l'étendue des garanties.

Identité, transports, santé, isolement : les Normands imaginent des solutions pour améliorer leur cadre de vie, voici ce qu'ils proposent

Écrit par Mathilde Riou

9–11 minutes

À l'occasion des 20 ans de la réunification de la région, ICI Normandie et Make.org ont proposé aux citoyens normands d'imaginer des solutions pour améliorer la vie sur le territoire. Valorisation du terroir, alternative à la voiture, isolement : voici ce qu'il faut retenir.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

En premier lieu, un chiffre à retenir : près de 47 000 Normands ont participé à notre grande consultation citoyenne : ce qui représente plus de 113 000 votes. Plus de 500 propositions pour faire davantage rayonner la Normandie nous ont été soumises.

La consultation a touché tous les publics : 55% des citoyens mobilisés sont des hommes et 45% des femmes. Ils ont entre 15 et 65 ans.

Quand on regarde le taux de participation par département, il se répartit de la manière suivante : 35 % en Seine-Maritime, 32% dans le Calvados, 14 % dans la Manche, 12% dans l'Eure et 7% dans l'Orne.

Une convergence ressort des résultats concernant des sujets très

concrets : mobilité, accès aux soins, cadre de vie, environnement et vitalité des territoires. Les deux enjeux majeurs qui ressortent sont l'identité normande et les transports et mobilités.

Les participants expriment [une fierté affirmée pour l'identité normande](#), son patrimoine, ses paysages, ses savoir-faire et son histoire. Cette dimension apparaît comme un levier important pour renforcer le lien social et valoriser la Normandie, tant auprès de ses habitants que vers l'extérieur.

Afin de renforcer la fierté et l'identité normande, en mettant en avant l'histoire, la gastronomie, les savoir-faire, les paysages et le climat de la région et pourquoi pas créer de grands projets emblématiques pour valoriser l'histoire normande (musées, parcs culturels, statues).

Cette fierté régionale passe par une valorisation d'un tourisme basé les richesses normandes : nature, cultures et gastronomie de la Normandie. Les citoyens proposent de développer l'offre touristique avec des séjours culinaires, des parcours thématiques, des ateliers autour des savoir-faire normands et des festivals ou événements culturels.

[Les propositions pour valoriser l'identité Normande • © FTV](#)

Les Normands mettent en avant la nécessité de développer les alternatives à la voiture, avec des réseaux de bus réguliers et accessibles, des liaisons ferroviaires rapides, ainsi que des pistes cyclables.

L'objectif est de mieux connecter toutes les villes et villages de Normandie et d'assurer des liaisons efficaces avec le reste de la France.

[Les pistes cyclables se sont multipliées en ville, mais elles ne sont pas toujours très identifiées pour les piétons malvoyants. • © France 3 Normandie](#)

Quelques exemples sur l'idée de l'amélioration [des liaisons ferroviaires interrégionales et nationales](#) :

[Des idées pour améliorer les transports en Normandie. • © FTV](#)

[Des suggestions pour améliorer les déplacements en Normandie. • © FTV](#)

Développer l'offre culturelle et des activités pour tous les âges, créer des lieux de rencontre et soutenir les projets locaux sont des propositions souvent citées afin de renforcer la cohésion entre

habitants.

Ces démarches pourraient favoriser le lien social et dynamiser la vie locale dans toutes les communes normandes.

[Un extérieur, des salles de réunions et espaces partagés, mais aussi un bar associatif, la BASE à Rouen s'est installée rive gauche.](#) • © Didier Meunier / France 3 Normandie

Pour les personnes qui ont participé à notre consultation, encourager l'engagement des citoyens pour stimuler la participation à la vie de leur commune et [rompre l'isolement seraient également des leviers d'amélioration.](#)

Préserver et mettre en valeur le patrimoine et les savoir-faire normands (architecturaux, artisanaux et agricoles) sont aussi suggérés. Cela inclut la rénovation du patrimoine architectural et la promotion des métiers traditionnels auprès des jeunes et des visiteurs.

[Des lieux de partage pour plus de cohésion sociale en Normandie.](#)
• © FTV

Développer les formations et l'enseignement pour répondre aux besoins des entreprises, retenir les jeunes et limiter l'exode des compétences. Accompagner l'installation et le développement des entreprises en valorisant les savoir-faire industriels et technologiques normands et en créant des conditions économiques compétitives.

[À quelques semaines des fêtes de fin d'année, les producteurs de volailles du marché du Neubourg \(Eure\) s'inquiètent d'un retour de la grippe aviaire.](#) • © Titouan Allain/France 3 Normandie

Encadrer l'urbanisation en Normandie pour éviter l'étalement excessif des villes et promouvoir un aménagement harmonieux qui préserve les terres agricoles, le climat et la qualité de vie.

Valoriser les productions agricoles et maritimes de la région en favorisant les circuits courts, la consommation locale et une juste rémunération des producteurs.

Préserver les pratiques et paysages agricoles qui font la qualité et la renommée du terroir normand. [Protéger et restaurer la biodiversité et les milieux naturels normands](#) (p. ex. forêts, falaises).

[Des pistes d'amélioration liées à l'environnement en Normandie.](#) •
© FTV

Encourager et soutenir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de la santé en développant l'agriculture biologique, réduire l'usage de pesticides et promouvoir une production locale.

Développer les espaces verts urbains et ruraux, créer des parcs naturels et intégrer la nature dans les aménagements, tout en limitant les impacts environnementaux des constructions. Privilégier la transformation des friches industrielles et urbaines comme alternative à l'urbanisation.

[Favoriser l'économie locale en Normandie. • © FTV](#)

[Le pôle santé d'Amfreville-Saint-Amand dans l'Eure ouvert depuis 2021. Il n'y a pas encore eu d'installation de médecin. • © B. Belamri/France Télévisions](#)

[Lutter contre le déficit médical](#) dans les zones rurales et garantir à tous les Normands un accès proche et équitable aux soins, que ce soit dans les hôpitaux, cabinets médicaux ou services spécialisés.

[Idées pour améliorer l'offre de soins en Normandie. • © FTV](#)

Renforcer l'attractivité des métiers de santé et soutenir la formation des futurs professionnels en Normandie.

Ce sont majoritairement des femmes et des personnes âgées (65+) qui sont plus favorables aux mesures visant à améliorer l'accès aux soins et à renforcer les infrastructures de transport.

Dans l'ensemble, aucun clivage majeur n'est observé en Normandie, et les différences entre départements ou tranches d'âge restent relativement modestes.

Touffreville-la-Corbeline. Elles sont privées de téléphone depuis la tempête

Anaëlle Dessole

3-4 minutes

"Je suis en colère. Inquiète pour ma voisine", introduit Christelle Martin. L'habitante de Touffreville-la-Corbeline est privée de téléphone depuis le 8 janvier et le passage de la tempête Goretti. *"Nous avons appelé Orange, expliqué que les câbles étaient au sol, et que nous n'avions plus, ni notre voisine, ni nous, de téléphone"*. Mais depuis, la situation semble bloquée.

"Elle est totalement isolée"

Christelle Martin est une abonnée historique d'Orange. Lors du déploiement de la fibre, elle a choisi de conserver son opérateur. *"C'est une entreprise connue et réputée"*, plaide-t-elle. Quant à sa voisine, Jacqueline Barry, âgée de 83 ans, elle est une abonnée du réseau cuivre depuis toujours et n'a qu'un téléphone fixe. *"Je m'inquiète pour ma petite voisine, elle est déjà tombée, ça pourrait se reproduire. Elle a Présence verte (système de téléassistance) mais sans téléphone, ça ne fonctionne pas. Elle est totalement isolée"*. La Cauchoise s'est beaucoup attachée à sa voisine. Elles se connaissent depuis une dizaine d'années.

La téléassistance ne peut fonctionner

Christelle Martin entretient des liens étroits avec le fils de l'octogénaire, installé dans un autre département. *"Heureusement, elle voit du monde, avec le portage des repas par exemple. Mais lorsque je suis au travail, s'il lui arrive quelque chose, je ne le saurai qu'en rentrant. C'est alarmant"*. Elle et les proches de Jacqueline Barry ont multiplié les appels pour tenter de faire résoudre le problème mais vingt jours plus tard, le 28 janvier, ça n'était toujours pas réglé. *"Ils lui ont mis un téléphone portable à disposition mais ça ne résout pas le problème de Présence verte"*. Ce que ne dit pas Christelle Martin, c'est qu'elle-même est

privée de téléphone. Ainsi que d'internet et de télévision. *"Les radiateurs ne fonctionnent pas. Ils sont connectés. Il fait 10°C dans la chambre depuis trois semaines !"*

De son côté Orange assure être intervenu quatre jours après l'incident dans cette rue où 600 mètres de cuivre sont à remplacer. *"Tous les abonnés qui avaient déclaré être privés de service sur le réseau cuivre ont été rétablis. Nous n'avons eu l'information pour Mme Barray que le 28 janvier et nous avons immédiatement programmé l'intervention"*, se défend l'opérateur. L'information est difficile à entendre pour Mme Martin, d'autant que le prêt du téléphone portable (technologie à laquelle Mme Barray n'est d'ailleurs pas habituée) prouve qu'Orange était au courant. Quant à sa propre situation liée à la fibre, l'incident a été signalé au propriétaire du réseau fibre, dont Orange n'est pas responsable. Affaire à suivre.

Armada de Rouen : votez pour l'affiche officielle de l'édition 2027 - ICI

Charlotte Coutard

4-6 minutes

Quelle est votre affiche préférée pour l'Armada 2027 à Rouen ?
Vous pouvez voter pour le visuel de votre choix jusqu'au 13 février.
© Aucun(e) - Armada de Rouen

Publié le vendredi 30 janvier 2026 à 7:49

Pour la première fois, les organisateurs de l'Armada de Rouen vous proposent de choisir l'affiche officielle de la prochaine édition du plus grand rassemblement de voiliers au monde. La 9ème édition de l'événement se tiendra du 17 au 27 juin 2027. Le vote débute ce vendredi 30 janvier 2026.

Choisissez l'affiche de la prochaine édition de **l'Armada de Rouen**, le plus grand rassemblement de voiliers au monde, un événement qui attire plus de cinq millions de visiteurs. La prochaine édition aura lieu du 17 au 27 juin 2027 à Rouen, en partenariat avec votre radio ICI Normandie. Pour la première fois, l'Armada de Rouen invite les Normands à **choisir l'affiche de la 9^e édition**, parmi trois propositions. [Le vote en ligne](#) commence ce vendredi 30 janvier et dure jusqu'au 13 février.

Trois affiches soumises au vote

Fin octobre dernier, un appel à projets a été lancé auprès d'une cinquantaine d'agences locales. Les candidats devaient *"présenter l'Armada comme un événement grandiose, festif et populaire, ancré au cœur de sa ville et de sa région, et susciter l'envie d'y participer, notamment auprès du jeune public"*. Trois propositions issues d'agences rouennaises ont été retenues pour le vote final.

Komeo a déjà réalisé des vidéos pour les réseaux sociaux de l'Armada en 2023 © Aucun(e)

"Komeo a déjà réalisé des vidéos pour les réseaux sociaux de

l'Armada en 2023. L'agence imagine un graphisme inspiré de l'origami, mettant en scène une mouette rieuse (potentielle mascotte), aux grands yeux expressifs, chargés d'émotion", écrivent les organisateurs de l'Armada.

La proposition de l'agence Arise. © Aucun(e)

"Arise, spécialisée dans la photographie, crée une ambiance plus humaine, empreinte de simplicité, autour du thème de la transmission entre générations et entre les marins et le public".

La proposition de l'agence Publiée. © Aucun(e)

"Publiée, reconnue pour ses solides références, mise sur une représentation claire des voiliers imposants et de l'esprit festif de l'événement. Son projet met l'accent sur la force et l'approche de l'Armada dans le paysage normand".

Comment voter ?

Les organisateurs proposent un vote [sur le site Internet de l'Armada](#). Vous pouvez voter à partir de ce vendredi 30 janvier et **jusqu'au 13 février minuit**.

- [Armada de Rouen](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Une deuxième édition du "Carnaval da Rouen" est annoncée pour mars 2026. Cette fête populaire organisée par des associations locales et collectifs d'habitants avait réuni plusieurs milliers de personnes cette année.

Le 28/11/2025 à 11:12

- À deux ans de la prochaine Armada de Rouen, les organisateurs ont fait le point ce jeudi sur l'édition 2023, et dévoilé les premiers contours de l'édition 2027.

Le 20/06/2025 à 15:46

- Un an après le premier sommet organisé à l'Abbaye-aux-Dames à Caen, les partenaires de l'année européenne des Normands en 2027 étaient à nouveau réunis au siège de la Région Normandie ce vendredi 10 octobre. Le nom retenu : Millenium.

Le 10/10/2025 à 14:27

- Le propriétaire du château du Taillis à Duclair renonce à organiser sa reconstitution de la Seconde Guerre mondiale. C'était une tradition depuis vingt ans. Cette année est donc particulière, car elle marque aussi les 80 ans de l'armistice et la capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945.

Le 04/05/2025 à 21:59

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Série d'accidents en Seine-Maritime dont un carambolage sur l'A28 : une vingtaine de blessés recensés

infonormandie

3-4 minutes

[Actualisé] - Un important accident en chaîne a paralysé l'A28 ce jeudi matin. Les secours confirment un bilan revu à la hausse et une matinée marquée par de nombreux autres accidents en Seine-Maritime. En cause, le brouillard.

Jeudi 29 Janvier 2026 - 10:52



Une centaine de sapeurs-pompiers ont été mobilisés sur l'ensemble des interventions, depuis 6h30 ce jeudi matin - Illustration .

Aux environs de 8h30, ce jeudi matin, plusieurs accidents dûs au brouillard se sont produits sur l'A28 dans le sens Rouen vers Abbeville. Sur place, les secours ont d'abord constaté un carambolage d'envergure sur environ 500 mètres, impliquant 16 véhicules légers et deux poids lourds.

Les premières équipes avaient fait état de blessés légers et de

nombreux impliqués ; le bilan consolidé fait désormais état de 7 personnes en urgence relative, dont 5 transportées vers des hôpitaux du secteur, ainsi que 32 personnes indemnes et 11 impliquées supplémentaires.

A lire aussi

[Carambolage sur l'A28 en Seine-Maritime : une quinzaine de véhicules impliqués, l'autoroute coupée vers Abbeville](#)

Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours est activé au niveau 2 afin de coordonner les moyens engagés et sécuriser la zone.

Autoroute coupée puis partiellement rouverte

La Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest indique que l'A28 a été totalement coupée entre l'échangeur des Rouges-Terres et l'échangeur n°12 du Moulin-d'Ecalles. Une déviation a été mise en place via la RD928, mais un bouchon s'est rapidement formé. À 10h45, environ 4 km de retenue restaient en cours de résorption avec la réouverture progressive de la voie de gauche. Les services routiers appellent à la vigilance en raison d'un brouillard persistant sur le secteur.

D'autres accidents en Seine-Maritime

Outre le carambolage de l'A28, les sapeurs-pompiers ont recensé treize autres accidents de circulation depuis 6h24. Au total, le Sdis76 fait état de 16 blessés légers et 15 impliqués non transportés. **Une centaine de sapeurs-pompiers ont été mobilisés** sur l'ensemble de ces interventions.

- [Un iPhone volé à Rouen géolocalisé à Petit-Couronne : une mère et son fils interpellés](#)
- [Disparition inquiétante dans les Yvelines : un homme de 63 ans recherché](#)
- [Le « cyber permis » déployé en Seine-Maritime pour armer les collégiens face aux risques en ligne](#)
- [Le Havre : trois jeunes de 13 et 15 ans interpellés après des](#)

[dégradations dans le parking de l'Hôtel de Ville](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Feu d'appartement à Rouen : quatre personnes réfugiées dans les combles secourues

infonormandie

~1 minute

Dix-neuf sapeurs-pompiers et cinq engins ont été dépêchés sur place. Les secours ont procédé aux reconnaissances, à l'évacuation de l'ensemble des occupants et à la mise en sécurité de quatre personnes réfugiées dans les combles. L'extinction du foyer a été réalisée à l'aide de deux lances à incendie.

GRDF, Enedis, la police, le soutien sanitaire opérationnel ainsi qu'un véhicule d'appui et de soutien participent aux opérations. Peu avant 9h30, le service départemental d'incendie et de secours (Sdis76) indiquait que le feu était maîtrisé. « *Nous entrons dans une phase de surveillance et de déballi de longue durée* », précise-t-il.

Ce club de football est victime d'un important vol de cuivre dans ses vestiaires et ses sanitaires : "Tout a été découpé"

Écrit par Yves Asernal

3-4 minutes

Privés d'entraînements et de matchs, les joueurs de l'Étoile sportive d'Arques-la-Bataille, près de Dieppe (Seine-Maritime), paient les conséquences d'un cambriolage ciblé. Dans la nuit de lundi 26 à mardi 27 janvier 2026, des voleurs ont dérobé une grande partie du cuivre, laissant vestiaires et sanitaires inutilisables.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Privés d'entraînements et de matchs jusqu'à nouvel ordre... Les joueurs de l'Etoile sportive d'Arques-la-Bataille, près de Dieppe, ont été victimes d'un cambriolage dans les locaux de leur club. Matériel ciblé : le cuivre.

Sur place, le président du club, Yohann Guérin, montre les dégâts. Les sanitaires ont été vandalisés, la tuyauterie découpée, tout le système de robinetterie arraché.

On peut quand même voir qu'ils étaient bien équipés, parce que ça a été coupé au lapidaire donc ils savaient ce qu'ils allaient chercher en fait.

Yohann Guérin, président du club de foot

Le cuivre était clairement l'objectif. "Ils ont découpé à partir du ballon, détaille le président en parcourant les vestiaires. Et ensuite

ils ont suivi tout le cuivre, tous les tuyaux là. Ils ont sauté, tac, jusque-là, jusqu'à derrière. Et puis le petit endroit là-bas où on avait nos chaussures, ça a été découpé aussi."

Le club, qui subit ce type de cambriolage pour la première fois, voit aujourd'hui toutes ces activités stoppées net.

On se démène pour faire quelque chose de bien, pour donner un nouvel élan à ce club. C'est quand même un club historique. Quand on l'a repris, on avait un peu d'ambition. Et puis là, on a pris un bon tacle aux genoux, vite fait. Mais on va se relever.

Yohann Guérin, président du club de foot

VIDÉO. Reportage de G. Archiapati et de S. L'Hôte :

durée de la vidéo : 00h01mn39s



Vol de cuivre : un club de foot doit suspendre ses activités • ©F3 Normandie

Le montant des dégâts n'a pas encore été évalué. Une chose est sûre, pour éviter de revivre cette mésaventure, les éléments remplacés ne seront plus en cuivre, pour ne pas attirer les voleurs.

INFO 76ACTU. Un grand projet prévoit de fusionner ces deux cliniques de Rouen sur un seul site

3–4 minutes

Le groupe Vivalto Santé, qui détient les cliniques Mathilde et de l'Europe à Rouen, prévoit de fusionner les deux établissements. L'un d'eux sera absorbé dans l'autre.

Sur le même thème

[Hôpital](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Un projet de Vivalto Santé prévoit de fusionner sur un seul site les cliniques Mathilde et de l'Europe à Rouen. (©FM/76actu)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 30 janv. 2026 à 6h56

Info 76actu. C'est un projet d'envergure, qui risque de bouleverser le quotidien des professionnels et des patients **des cliniques Mathilde et de l'Europe** [à Rouen](#). Le groupe Vivalto Santé qui gère, entre autres, les deux établissements projette en effet **de les fusionner sur un seul site**.

La fusion des cliniques Mathilde et de l'Europe à l'étude

Plusieurs sources internes aux cliniques nous le confirment : Vivalto Santé envisage de fusionner les deux cliniques rouennaises. Le projet a été **présenté aux salariés** lors d'une réunion courant janvier 2026.

Selon nos informations, il s'agirait notamment **de se séparer des locaux de la clinique de l'Europe** et donc d'unir les forces de l'hôpital à celles de la clinique Mathilde. « Il va falloir pousser les murs je pense », nous glisse un praticien d'un des établissements.

Ce qui n'est pas sans susciter des interrogations. « Pour le moment, on est un peu dans le flou sur tout ce que ça implique. On espère en savoir plus prochainement », poursuit le praticien.

« Nous restons vigilants »

Les contours précis du projet ne sont en effet pas connus. « Le projet définitif n'a à ce stade pas encore été présenté aux représentants du personnel », nous confie Philippe Tesson, délégué syndical CGT de la clinique Mathilde. « Des arbitrages au niveau du groupe sont toujours en cours. » Toujours selon nos informations, la fusion est prévue pour être **effective en 2029**.

Le représentant du personnel prévient : « Notre position est claire : **nous restons vigilants quant aux conséquences éventuelles** pour les salariés et nous serons particulièrement vigilants aux conditions de travail, à l'emploi et à l'organisation et aménagement des futurs sites et locaux ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Sollicité par 76actu pour davantage de précisions sur le projet, le groupe Vivalto Santé a décliné, arguant qu'il communiquerait plus tard sur le sujet.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Quand vont s'achever les travaux de la gare de Dieppe

3–4 minutes

Depuis fin 2025, la gare de Dieppe (Seine-Maritime) subit des travaux. Ces derniers sont réalisés par une entreprise locale et vont redonner un coup de jeune au bâtiment.

Sur le même thème

[SNCF](#)

[Travaux](#)



La gare de Dieppe (Seine-Maritime) retrouve sa beauté d'antan grâce aux travaux menés. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 29 janv. 2026 à 17h08

Depuis la fin de l'année 2025, elle est habillée d'une longue bâche blanche. La **gare** de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), l'une des plus anciennes de Normandie, est en train de retrouver toute sa jeunesse.

Et pour cause, des **travaux de ravalement de façade** sont menés. Les **établissements Herbelin**, basés à Rouxmesnil-Bouteilles, sont en charge de redonner ce coup de jeunesse à ce bâtiment emblématique dieppois.

Comme l'explique Thomas Morel, chargé d'affaires pour l'entreprise, le chantier a démarré le 1^{er} novembre. Le ravalement concerne la façade côté parking, la façade principale et celle où se trouve la gare routière.

Le retour de l'horloge

« Ce n'est pas juste un coup de peinture, tient à souligner le chargé d'affaire. Toutes les colonnes et les corniches sont décapées et refaites. Après, on réalise la peinture. »

Cette dernière est d'ailleurs validée par les **Architectes des Bâtiments de France**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Quatre techniciens travaillent sur ce chantier. La façade côté parking est achevée et celle donnant sur l'entrée de la gare va se terminer. Dans les jours à venir, la dernière phase de ravalement de façade démarrera. La fin de l'opération est prévue pour début mars.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

D'ailleurs, Thomas Morel a annoncé une bonne nouvelle qui devrait ravir les Dieppois : l'horloge va à nouveau fonctionner ! Cela faisait des années que les aiguilles ne tournaient plus.

Si les établissements Herbelin ne sont pas à l'origine du mécanisme de l'horloge, ce sont eux qui ont effectué la peinture. L'horloge ne sera désormais plus verte mais gris anthracite.

Au second semestre, une autre phase de travaux sera menée. Il s'agit du remplacement des menuiseries. Ces travaux auront lieu jusqu'en septembre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Péages sur l'A13, l'A14 et A29 : Sanef freine la hausse et épargne les trajets du quotidien

infonormandie

3—4 minutes

Les tarifs autoroutiers Sanef et SAPN (A13, A14 et A29) évolueront très légèrement début février. La grande majorité des trajets du quotidien n'augmentera pas.

Jeudi 29 Janvier 2026 - 11:26



La SANEF, gestionnaire de 396 km d'autoroutes en Normandie, appliquera une évolution très contenue de ses tarifs autoroutiers au 1er février 2026. L'opérateur annonce, ce jeudi matin, une hausse moyenne de 0,77 %, la plus faible depuis 2021, et assure que la plupart des trajets courts ne bougeront pas.

Sur le [réseau Sanef](#), 67 % des trajets resteront au même prix. Même logique sur les axes SAPN, où près de huit trajets sur dix – notamment sur l'**A13** et l'**A29** – ne connaîtront aucune

augmentation.

Des hausses limitées

La révision intervient dans le cadre des contrats de concession approuvés par l'État. Elle repose pour l'essentiel sur 70 % de l'inflation de référence publiée par l'INSEE (0,89 % d'octobre 2024 à octobre 2025), soit 0,62 % répercutés en 2026. S'y ajoutent de faibles compensations liées aux investissements du Contrat de plan 2022-2026 : parkings de covoiturage, voies réservées, pôles d'échanges multimodaux.

Dans le détail, la hausse atteint 0,70 % sur le réseau Sanef, avec seulement 27 % des trajets concernés par une augmentation de 0,10 € TTC. **Sur le réseau SAPN, la hausse globale est de 1 %.**

Ce qui change vraiment au 1er février

Sur le réseau **Sanef**, près des deux tiers des trajets restent au même prix.

Dans le détail, **67 %** ne bougent pas, **27 %** augmentent très légèrement de **0,10 €**, et la hausse moyenne s'établit à **+0,70 %**.

Sur le réseau **SAPN**, la tendance est proche : **79 %** des trajets **A13/A29** restent stables, pour une augmentation moyenne de **+1 %**.

Les trajets les plus courts sont largement épargnés. Pour les parcours de moins de **30 km**, **98 %** sont inchangés sur Sanef, et **95 %** sur SAPN (hors A14).

La priorité aux trajets domicile-travail

L'opérateur met en avant un choix assumé : préserver les déplacements du quotidien. Les trajets de moins de 30 kilomètres, considérés comme essentiels, ne seront quasiment pas touchés par les revalorisations tarifaires.

- [Un iPhone volé à Rouen géolocalisé à Petit-Couronne : une mère et son fils interpellés](#)
- [Disparition inquiétante dans les Yvelines : un homme de 63 ans](#)

[recherché](#)

- [Le « cyber permis » déployé en Seine-Maritime pour armer les collégiens face aux risques en ligne](#)
- [Le Havre : trois jeunes de 13 et 15 ans interpellés après des dégradations dans le parking de l'Hôtel de Ville](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Rentrée scolaire 2026 : le ministre de l'Éducation nationale revoit sa copie en Normandie

D.B

2-3 minutes

En Normandie, les suppressions de poste pour la rentrée 2026 sont évaluées à 253 au lieu des 303 initialement annoncées.



Malgré une copie corrigée, les suppressions de postes sont nombreuses en Normandie pour la rentrée 2026. - VDN



Par D.B

Publié: 29 Janvier 2026 à 18h22 Temps de lecture: 1 min

Lundi 26 janvier 2026, le ministère de l'Éducation nationale avait annoncé [la suppression de près de 4000 postes d'enseignants](#) pour la rentrée 2026. Après une première levée de boucliers, Édouard Geffray a revu sa copie, légèrement. Selon le dernier décompte, 2300 postes seront donc supprimés, 1 891 dans le

premier degré public et 1 365 dans le second.

La Normandie, l'une des académies les plus touchées dans la première version, retrouve quelques postes. Cependant, elle continue d'être une région fortement impactée par cette mesure. 135 seront supprimés dans le premier degré au lieu des 153 initialement prévus. Dans le second degré, l'Éducation nationale envisage de supprimer 118 postes (au lieu de 150).

Lire aussi

[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)

[En Normandie, la police manifestera le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars »](#)

[Forces vives du territoire : les entrepreneurs normands sont « des sportifs de haut niveau »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#)

Contenus sponsorisés

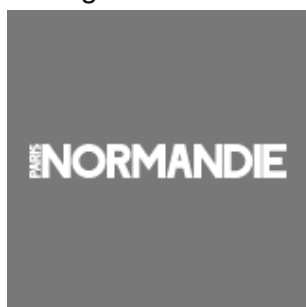
Juste pour vous

Journée des AESH à Dieppe : « On est solidaires, on s'épaule », témoigne Delphine

Anne-Sophie Groué-Ruadel

5-7 minutes

À l'occasion de la Journée des AESH, organisée ce samedi 31 janvier par l'association AESH 76 avec beaucoup de partenaires, l'une des représentantes dieppoises de ce nécessaire métier témoigne de la réalité de son quotidien.



Par Anne-Sophie Groué-Ruadel

Publié: 29 Janvier 2026 à 18h21 Temps de lecture: 2 min

La « Journée des AESH et de tous les acteurs de l'inclusion », organisée depuis 2022 par l'association dieppoise AESH 76 (Accompagnement d'élèves en situation de handicap), se tiendra cette année ce samedi 31 janvier de 10 h à 18 h à la salle des Congrès, avec de nombreux acteurs de l'inclusion scolaire et des interventions de spécialistes.

De l'animation à l'accompagnement du handicap

Objectif : faire connaître la fonction d'AESH mais aussi proposer une plateforme de ressources pour ceux et – surtout – celles qui exercent ce beau métier bien peu reconnu. Delphine, la quarantaine, est AESH depuis huit ans, ce qui est déjà une remarquable carrière. Elle travaille actuellement auprès de deux enfants en situation de handicap, avec eux dans leur classe à Dieppe. « *J'ai un diplôme d'animation et le CAP Petite Enfance. J'ai commencé à travailler dans l'animation, puis j'ai été Atsem et il y a*

un peu plus de huit ans, j'ai postulé auprès de l'Inspection académique – à l'époque c'était comme ça maintenant c'est différent – pour devenir AESH. »

Ce qui intéresse Delphine, c'est « *de pouvoir tirer les enfants vers le haut, car tous seuls ils ne s'en sortent pas. Je voulais être là pour eux pour les accompagner dans l'évolution de leur scolarité, pour un avenir meilleur pour eux* ». Elle qui avait « *déjà travaillé avec l'APEI Seine et mer en tant que directrice dans l'animation* » ne découvre pas complètement le handicap. « *J'ai passé un entretien avec plusieurs questions et mises en situation* », se souvient-elle. « *Mon premier poste, c'était à Tourville-sur-Arques avec des jumelles. J'étais en CAE (Contrat d'accompagnement dans l'emploi) : ça aussi ça a changé depuis.* »

Des troubles de toutes natures, « parfois très durs »

Depuis, Delphine a travaillé aux côtés d'une dizaine d'enfants, en primaire, le plus souvent dans deux écoles différentes pour suivre deux enfants alternativement. « *Il m'est arrivé de jongler entre le Val Druel à Dieppe et Saint-Nicolas d'Alhiermont.* » Elle a côtoyé des élèves présentant des « *DYS, problèmes d'attention, hyperactivité, déficience mentale, troubles du spectre de l'autisme parfois très durs...* » – Delphine s'est déjà fait malmener, bousculer, cracher dessus – sans réelle formation. « *Il y a une formation obligatoire au début mais c'est surtout administratif. Mais on voit que les enseignants non plus ne sont pas formés.* » D'où l'intérêt de l'association AESH 76, « *grâce à laquelle on a pu avoir accès à des formations par le biais d'interventions d'éducateurs du Sessad par exemple. Mais ça ne vient pas de l'institution, c'est de la débrouille. Entre nous, on se donne des conseils, on va voir sur internet.* »

Delphine voit depuis huit ans « *le nombre d'enfants avec des troubles qui double chaque année* » sans que les moyens ne soient au rendez-vous malgré les déclarations d'intention au plus haut niveau de l'État. « *Certains enfants devraient être en institution, en IME, mais il y a deux ou trois ans d'attente. Alors ils restent à l'école, avec nous. Ils souffrent, et nous aussi.* » Pourtant, « *j'aime ce que je fais et j'ai une bonne équipe : ça fait beaucoup. On est solidaires, on s'épaule* ». Il faut bien ça, pour ce travail passionnant et particulièrement exigeant, où l'on ne dépasse les 1 000 € par mois « *qu'avec la prime REP* »...

Lire aussi

[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray](#)

[Une Alpine aux enchères à Rétromobile](#)

[À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des boxeurs venus d'Italie](#)



Video

[À table avec Tootsi, à Dieppe : « Je suis aussi un mec marrant ! »](#)



[« La prise en compte de la victime » : à Dieppe, les magistrats se veulent plus proches du peuple](#)



[Journée des AESH à Dieppe : « On est solidaires, on s'épaula », témoigne Delphine](#)



[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray](#)



[Les strongmen de retour près de Dieppe : que la force soit avec eux !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

"Opération Vegas" : 1.500 victimes et 20 millions d'euros de préjudice dans une escroquerie aux économies d'énergie - ICI

Christine Wurtz

5-6 minutes

1500 personnes ont été victimes de cette vaste escroquerie aux économies d'énergie. © Maxppp - Thierry Lindauer

Publié le jeudi 29 janvier 2026 à 17:36

Une vaste affaire d'escroquerie sera jugée à Rouen dans les mois qui viennent. Six personnes sont poursuivies pour avoir soutiré plus de 20 millions d'euros à 1.500 particuliers dans plusieurs départements. Elles leur promettaient des économies d'énergie et la perspective d'un voyage à Las Vegas.

C'est une **vaste affaire d'escroquerie** qui doit être jugée dans les mois qui viennent au tribunal correctionnel de Rouen. À condition de pouvoir organiser une audience qui pourrait accueillir plusieurs centaines de personnes. Car les plaignants sont aujourd'hui 1.500. Le parquet de Rouen avait ouvert une enquête en 2022, à la suite de plusieurs plaintes. Des **plaintes de particuliers approchés par les commerciaux de trois sociétés rouennaises**, qui prétendaient être mandatés par leurs fournisseurs d'énergie. À l'aide d'un argumentaire bien rodé, ils parvenaient à leur faire signer un contrat leur promettant une économie de dix euros sur leur facture d'énergie.

En réalité, ces contrats autorisaient **des prélèvements bancaires autour de 30 euros par mois** sur les comptes des victimes, qui recevaient régulièrement un fascicule ou un simple courriel, avec des conseils plus ou moins éclairés pour économiser l'électricité. Au total, 1.500 victimes ont été recensées dans sept régions françaises de la moitié nord de la France par **les gendarmes de la section de recherches de Rouen**, dans le cadre de cette vaste enquête baptisée "Opération Vegas", car les escrocs présumés

faisaient miroiter **des voyages à gagner pour Las Vegas**, la capitale américaine du jeu.

1.500 victimes et un préjudice de plus de 20 millions d'euros

Six personnes ont été interpellées en juin 2024, dont trois rouennais âgés de 30, 33 et 35 ans, soupçonnés d'être les principaux organisateurs de cette escroquerie. Les perquisitions à leur domicile et dans les agences de l'une des trois sociétés, la société rouennaise Exsell, ont permis de saisir 3 millions d'euros d'avoirs criminels, des montres de luxe et des chèques-cadeaux. Les six prévenus seront jugés pour *"escroquerie, pratiques commerciales trompeuses et blanchiment en bande organisée"*. Ils sont soupçonnés d'avoir **détourné plus de 20 millions d'euros au préjudice des victimes**. Reste maintenant à organiser un procès qui s'annonce hors normes, avec 1.500 parties civiles et leurs avocats. Pour l'heure, aucune date d'audience n'a été fixée par le tribunal judiciaire, qui attend de savoir combien de plaignants seront présents. Il faudra peut-être louer une salle pour accueillir tout le monde, indiquait récemment le procureur de la République de Rouen.

- [Escroquerie – Arnaque](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)
- [Justice](#)
- [Procès](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Sept personnes ont été arrêtées en début de semaine, suspectées d'avoir escroqué 26 personnes âgées dans le secteur du Havre et son agglomération entre le 9 décembre 2025 et le 20 janvier 2026, avec un préjudice de 460 à 7500 euros par victime.

Il y a 21h

- L'ancien président du FC Rouen, Charles Maarek, fera face à la justice ce jeudi 25 septembre, au tribunal correctionnel de Rouen, pour abus de biens sociaux au préjudice du club, escroquerie, faux et usage de faux en écriture.

Le 24/09/2025 à 18:36

- Extension du tribunal de Dieppe, nouveau palais de justice à Rouen, rénovation de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle, le Garde des sceaux, Gérard Darmanin, a annoncé plusieurs chantiers importants pour la justice en Seine-Maritime.

Le 12/05/2025 à 17:28

- Le directeur artistique des cérémonies des Jeux olympiques de Paris, le Rouennais Thomas Jolly, souhaite créer un spectacle à Rouen pour le 14-Juillet, selon les informations d'"ici Normandie". Si le projet voit le jour, il souhaite le reproduire dans une ville différente chaque année.

Le 13/05/2025 à 09:24

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Le Havre : le tribunal des activités économiques valide sa première année d'expérimentation

Chloé Guérout

5-6 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© La Gazette Normandie

Après une première année d'expérimentation, le tribunal des activités économiques (TAE) du Havre a présenté son bilan. *« Cette expérimentation donne globalement satisfaction »*, résume Cristel Bétremieux, présidente du tribunal des activités économiques. Elle rappelle que *« l'objectif est de mesurer l'intérêt d'avoir un seul tribunal pour traiter l'ensemble des procédures amiables et collectives d'acteurs économiques dont l'activité rencontre des difficultés »*.

Depuis un an, le tribunal des activités économiques du Havre bénéficie d'une compétence élargie aux agriculteurs, aux

associations et aux sociétés civiles. Cet élargissement s'est traduit par une hausse du nombre d'affaires de 6%, avec huit associations, trois sociétés civiles et cinq professions libérales concernées.

Des points d'amélioration

Cristel Bétremieux, également présidente de la commission TAE au sein du conseil national des tribunaux de commerce (CNTC), pointe toutefois une difficulté majeure : *«le recrutement des assesseurs exploitants agricoles, freiné par un manque d'informations, des incompatibilités de mandat et la technicité du rôle»*. Au Havre, quatre assesseurs exploitants agricoles siègent sur les six initialement désignés.

À l'échelle nationale, *«la prévention des acteurs économiques en difficultés»* constitue un axe central de l'expérimentation. *«Nous travaillons à ce qu'il soit plus aisé de déceler les difficultés rencontrées»* par les nouveaux justiciables (exploitants agricoles, professions libérales et associations). *«Ces secteurs économiques ne disposent pas de registre national d'identification à l'instar du registre du commerce et des sociétés»*, note la présidente du TAE du Havre.

Une activité stable

L'audience solennelle de rentrée a également permis de dresser un état des lieux de la situation économique du territoire. *«L'activité du TAE est restée stable»*, indique Cristel Bétremieux. 305 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées, contre 303 en 2024, concernant 1 200 salariés. *«Comparé aux années précédentes, nous avons enregistré davantage de procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire, en hausse de 30%»*, précise-t-elle.

Si l'ensemble des secteurs est concerné, *«la construction reste l'un des secteurs les plus exposés, les services aux entreprises et le transport affichent des signes préoccupants et le commerce, traditionnellement en tension, confirme sa vulnérabilité»*, souligne la présidente du TAE. Certaines activités font toutefois preuve de *«résilience»*, notamment l'agriculture, avec aucune procédure enregistrée en 2025.

Pour faire face à la fragilité du tissu économique, le tribunal des activités économiques du Havre mise sur le développement des procédures amiables, en hausse de 40%, et des entretiens de

prévention, en progression de 30% en 2025.

Enfin, du côté des immatriculations, 12 600 formalités ont été enregistrées au registre du commerce et des sociétés (RCS). Elles concernent 1 379 auto-entrepreneurs, en hausse de 15%, et 860 créations de sociétés commerciales, en progression de 3%.

« La prise en compte de la victime » : à Dieppe, les magistrats se veulent plus proches du peuple

Arnaud COMMUN

7-9 minutes

Entre création d'un livret à destination des victimes et organisation d'un conseil de juridiction sur le thème des victimes, les magistrats du tribunal judiciaire de Dieppe vont mettre l'accent sur le soutien aux victimes en 2026.



Publié: 29 Janvier 2026 à 20h01 Temps de lecture: 2 min

L'audience solennelle de rentrée du tribunal judiciaire de Dieppe s'est tenue le jeudi 29 janvier 2026, à partir de 11 heures, au palais de justice de Dieppe, en présence des élus et partenaires de la justice. Catherine Boisard, sa présidente, rappelle qu'« *il s'agit d'une audience qui se tient chaque année au mois de janvier et au cours de laquelle, en application du code de l'organisation judiciaire, les cheffes de juridiction rendent compte publiquement de l'activité de ce tribunal durant l'année écoulée.* »



Deuxième en partant de la droite, Catherine Boisard est la présidente du tribunal judiciaire de Dieppe, à côté de Marion Meunier, procureure de la République - Photo Paris Normandie

Elle offre aussi l'occasion de mettre l'accent sur les priorités de l'année qui commence. « *La prise en compte de la victime à tous les stades de la procédure* », [selon les mots de Marion Meunier, procureure de la République de Dieppe](#), constituera une priorité pour 2026.

« Création d'un livret »

[Catherine Boisard annonce que « le 30 avril prochain, se tiendra notre conseil de juridiction. »](#) Il s'agit d'une grande réunion ouverte aux élus et aux partenaires de la justice. « *Ce conseil aura pour thème l'accompagnement des victimes au cours du parcours judiciaire. Nous travaillons, avec l'aide efficace de nos chargées de mission et attachées de justice, à la création d'un livret à destination des victimes d'infractions reprenant l'ensemble des informations pouvant leur être utiles tout au long de la procédure, avant, pendant et après le procès. Nous avons conscience que le parcours judiciaire peut représenter une épreuve complexe et anxiogène pour les victimes d'infractions, qu'il s'agisse de violences, d'atteintes à la dignité, de délits ou de crimes.* »

Cette volonté de s'ouvrir sur la société civile passe par la jeunesse : « *Avec la volonté de faire connaître notre institution, nos métiers et notre fonctionnement, au cours de l'année 2025 la juridiction a accueilli des classes de lycéens, des groupes de jeunes majeurs, a participé à des présentations des métiers de la justice dans des lycées sans compter l'organisation d'un procès fictif.* »

La présidente poursuit : « *Ces actions pédagogiques se poursuivront en 2026 et j'exprime le souhait que nous puissions également accueillir dans un cadre encore à définir des étudiants en droit de l'université de Rouen.* »

La prise en charge de la victime commence avec le parquet, qui reste en lien avec les policiers, les gendarmes ou les douaniers sur le terrain. Marion Meunier souligne qu'en janvier 2026, quatre magistrats sont affectés au parquet de Dieppe. Son ressort correspond peu ou prou à l'arrondissement de Dieppe. En plus de sa patronne, le ministère public dieppois compte dans ses rangs Michaël Bouraya, promu vice-procureur, Diane Arbus et Camille

Jougla, qui vient de prendre ses fonctions.

« Un peu sur le fil »

Le parquet, qui assure une permanence 7j/7, 24h/24, est en sous-effectifs au regard de sa charge de travail. Marion Meunier constate : *« Ils étaient trois il y a 30 ans. Il y a 15 ans, ils étaient quatre parquetiers. Encore quinze ans plus tard, j'ai bon espoir que le cinquième poste arrive. »*

Si nous avons réussi à faire face, c'est grâce à l'engagement de l'ensemble des personnels de cette juridiction

Catherine Boisard, Présidente du tribunal judiciaire de Dieppe

Les juges rencontrent des difficultés similaires. Catherine Boisard, arrivée en septembre 2025 à la suite de Bertrand Diet, observe : *« D'une manière générale, c'est une année que le tribunal a traversé en étant toujours un peu sur le fil, une année dense ce dont je peux témoigner au cours de ces cinq derniers mois. Si nous avons réussi à faire face, c'est grâce à l'engagement de l'ensemble des personnels de cette juridiction. »*

« Rester optimiste »

La présidente ajoute : *« Évoquer l'activité de la juridiction implique nécessairement de s'intéresser aux effectifs et notamment à ceux des magistrats du siège. Un poste de juge chargé des contentieux de la protection est resté vacant des mois de janvier à septembre 2025 sans avoir pas pu être comblé par l'affectation d'un magistrat placé, ce qui a nécessairement impacté l'activité dans son ensemble. »*

La juge garde confiance : *« soucieuse de toujours rester optimiste, je veux souligner que depuis le 1er septembre 2025, les effectifs des magistrats du siège sont désormais conformes à la circulaire de localisation des postes, qui fixe leur nombre à onze. Néanmoins, laissant ressortir mon côté normand, je dois aussi rappeler que ces localisations d'effectifs n'ont pas été modifiées depuis une dizaine d'années au moins, alors même que l'activité juridictionnelle a très nettement augmenté au cours de ces dernières. »*

« Créations de poste »

Le tribunal a cependant pu bénéficier du renfort précieux et temporaire d'un magistrat, grâce à l'intervention de la première présidente de la cour d'appel de Rouen. *« Pour autant, nous*

attendons de voir se concrétiser de manière effective, dès septembre 2026 nous l'espérons, les créations de poste que nous avons sollicitées », insiste Catherine Boisard.

La cheffe du tribunal judiciaire pense aussi aux autres personnels :
« *Si nous ne pouvons que nous réjouir que quatre greffiers aient été promus cadre-greffiers, nous déplorons aujourd'hui que le tribunal compte un effectif de trente-neuf agents titulaires, pour une localisation 2025 de quarante-trois agents. C'est en ce sens que nous avons sollicité, avec confiance, le soutien de trois greffiers placés à compter du 1er mars prochain.* »

Lire aussi

[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray](#)

[Une Alpine aux enchères à Rétromobile](#)

[À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des](#)

[boxeurs venus d'Italie](#)



Video

[À table avec Tootsi, à Dieppe : « Je suis aussi un mec marrant ! »](#)



[« La prise en compte de la victime » : à Dieppe, les magistrats se veulent plus proches du peuple](#)



[Journée des AESH à Dieppe : « On est solidaires, on s'épaule »,](#)

[témoigne Delphine](#)



[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray](#)



[Les strongmen de retour près de Dieppe : que la force soit avec eux !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Menaces de mort contre le maire de Gommerville : le parquet ne donnera « pas de suites »

Karine LEROY

6-7 minutes

Aucune suite ne sera donnée « en l'état actuel des choses » contre l'auteur des menaces diffusées via les réseaux sociaux ayant pour cible le maire de Gommerville, fait savoir le procureur de la République du Havre. Yann Adreit a reçu le soutien de plusieurs élus.



« C'est la première fois que je reçois des menaces et j'espère bien la dernière », explique à Paris Normandie le maire. - Boris Maslard/ Paris Normandie



Publié: 29 Janvier 2026 à 12h47 Temps de lecture: 2 min

En l'état, sur un strict plan juridique, la mise en œuvre de poursuites n'apparaissait pas envisageable. » C'est en ces mots que le [procureur de la République](#) du Havre, Soizic Guillaume, justifie la position du parquet [après la plainte déposée par le maire de Gommerville](#). Yann Adreit qui a été ciblé par des menaces de

mort sur les réseaux sociaux, mercredi 21 janvier 2026. Sa plainte « a été traitée avec diligence, le mis en cause a été identifié, placé en garde à vue. Une perquisition a été réalisée à son domicile afin de s'assurer qu'il ne possédait aucune arme », explique Soizic Guillaume.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'homme « est inconnu des services de police, inséré et ne connaît pas le maire de Gommerville – il ne réside pas dans le département », poursuit le procureur. Selon *Le Courrier Cauchois*, le mis en cause est un homme de 57 ans, originaire de Treis-Sants-en-Ouche, une commune de l'Eure, située près de Bernay.

« Ce dernier a expliqué avoir réagi à une publication sans avoir vérifié l'identité de la personne dont il était question. Il a effectivement réagi par un commentaire à une publication émanant d'un tiers », ajoute le procureur de la République, rappelant : « Pour que l'infraction de menaces de mort soit constituée, il convient en premier lieu qu'elle ait été portée à la connaissance de la personne à laquelle ces menaces étaient destinées et que la personne les ayant formulées ait eu l'intention de lui faire parvenir. En l'occurrence, s'agissant d'un commentaire sur une publication dont la victime n'est pas l'auteur et dans une conversation dans laquelle, il n'est pas intervenu, et au vu des déclarations du mis en cause, il s'avère que cet élément intentionnel n'est pas, après analyse, suffisamment constitué. »

« Nous mesurons l'impact de ces faits pour le maire de Gommerville »

Soizic Guillaume, Procureur de la République

Soizic Guillaume ajoute dans son communiqué que « le mis en cause a exprimé des regrets qui nous sont apparus sincères sur les propos exprimés et au vu de l'ensemble des éléments en notre possession et des vérifications faites, il ne présente pas de dangerosité. Il est particulièrement regrettable que de tels propos soient postés sur des réseaux sociaux et nous avons pris toutes les mesures pour faire la lumière rapidement sur ces faits. Le commentaire a été supprimé par le mis en cause », ajoute le procureur de la République. « Nous mesurons l'impact de ces faits pour le maire de Gommerville à la connaissance duquel ces menaces ont été portées et avons traité avec toute l'attention requise ce dossier. »

Yann Adreit prend acte de la décision du parquet mais le maire de

Gommerville maintient sa plainte. « *La menace est écrite et documentée* », ajoute l' élu, « *étonné* » de la position du parquet, d'autant qu'il fait part « *d'autres messages importants* » et décrit un climat anxiogène notamment vendredi 23 janvier 2026 alors qu'il présentait ses vœux à ses administrés. « *Les gendarmes ont fait des patrouilles.* »

(« Je vais continuer à m'investir pour la commune »

Yann Adreit, Maire de Gommerville

« *Je n'ai pas le même sens de l'humour, je ne tolère pas ces propos même si c'est une blague* », insiste l' élu, encore très affecté. « *Il y a des répercussions larges...* » « *Edouard Philippe* (président de la communauté urbaine Le Havre Seine métropole) et d'autres élus m'ont apporté leur soutien. »

L' élu, candidat à sa succession à la mairie de cette commune de moins de 800 habitants, reconnaît s'être « *interrogé* » à briguer un nouveau mandat les 15 et 22 mars 2026. « *Mais je vais continuer à m'investir pour la commune... C'est dommage en fin de mandat surtout dans une commune où tout le monde se connaît.* »

Lire aussi

[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)

[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)

[Le réseau Entreprendre Normandie Estuaire apporte son soutien au Havrais Vincent Berlioz](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Faits divers Gommerville \(Seine-Maritime\) Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Les salariés d'une entreprise de transport maritime havraise bientôt licenciés ?](#)



[Au Havre, quel grand armateur mondial veut installer son nouveau siège social français ?](#)



[Le réseau Entreprendre Normandie Estuaire apporte son soutien au Havrais Vincent Berlioz](#)





Video

[Personnes âgées escroquées, chaude séquence pour le HAC, le don de Pete Doherty... le point actu à 20 h](#)



[Football – HAC. D'indésirable à indispensable, la métamorphose de Simon Ebonog](#)



[Cette troupe de théâtre du Havre révolutionne « Phèdre » et rafle les prix au Festhea](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Brionne : une nouvelle association mobilisée pour sauver l'église Saint-Martin

Hervé Vollais

5-6 minutes

À Brionne, une association vient de voir le jour pour accompagner la restauration de l'église Saint-Martin, un édifice fragilisé nécessitant d'importants travaux.



Par Hervé Vollais

Publié: 29 Janvier 2026 à 17h17 Temps de lecture: 1 min

Une nouvelle association s'est récemment constituée à Brionne afin de suivre et d'accompagner les travaux de restauration de l'église Saint-Martin.

Cet édifice religieux, régulièrement fréquenté par les fidèles de la paroisse et, plus largement, par les habitants du bassin de vie, a subi au fil du temps et des aléas climatiques de nombreuses atteintes à son intégrité architecturale, mettant aujourd'hui en péril sa pérennité patrimoniale.

Les Amis de l'église Saint-Martin de Brionne, un appui à la commune

L'[association Amis de l'église Saint-Martin de Brionne](#) a été officiellement créée le 6 décembre 2025. Elle rassemble déjà une cinquantaine d'adhérents.

« Notre objectif est d'en rassembler beaucoup plus. Notre volonté est d'être, pour la municipalité, un soutien, une aide et un aiguillon

dans la conduite des travaux de restauration dont l'église Saint-Martin a désormais un besoin urgent », explique Jean-René Larnicol, président de la nouvelle structure.

L'association entend agir en complémentarité avec l'action municipale. *« Nous envisageons notre rôle comme complémentaire à celui de la mairie. Nos objectifs sont de fédérer les habitants et les amis du patrimoine local, de soutenir la commune dans ses démarches, de participer à la levée de fonds privés en complément des subventions publiques, notamment via la Fondation du Patrimoine et par la recherche de mécénat, et enfin de financer des éléments non pris en charge par la commune, tels que les supports de communication et de valorisation, des événements culturels, ou encore la restauration du mobilier et des aménagements intérieurs, comme l'orgue », détaille-t-il.*

Des travaux d'urgence dès le début de l'année

Dans un premier temps, des travaux d'urgence, estimés à près de 100 000 euros et subventionnés par l'État, doivent être engagés au début de l'année. Ils visent à sécuriser l'édifice et à assainir la sacristie.

Par la suite, plusieurs phases de restauration plus lourdes et plus coûteuses sont programmées sur plusieurs années. *« Il s'agit d'abord d'empêcher les infiltrations d'eau, de renforcer les structures les plus fragiles, ainsi que de procéder au nettoyage des tours et des charpentes. La phase suivante concernera la restauration du côté nord de l'église – charpente, tour, clocher, sculptures –, qui est aujourd'hui le plus endommagé », précise Jean-René Larnicol.*

Les personnes souhaitant soutenir cette démarche et s'associer aux objectifs portés par les Amis de l'église Saint-Martin de Brionne peuvent adhérer à l'association en ligne.

Lire aussi

[Sapins de Noël, municipales 2026 : les indiscretions de la semaine dans l'Eure](#)

[Eure : Mesnil-en-Ouche envisage la vidéoprotection dans ses centres-bourgs](#)

[Eure : pourquoi la Ville de Bernay vient d'être certifiée Qualivilles](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Brionne \(Eure\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Bernay](#)



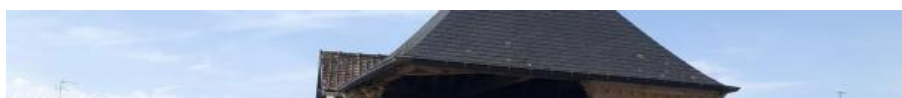
Video

[Sorties, spectacles, loisirs : que faire dans l'Eure ce week-end \(30 janvier-1er février\)](#)



Video

[Brionne : une nouvelle association mobilisée pour sauver l'église Saint-Martin](#)





[Sapins de Noël, municipales 2026 : les indiscretions de la semaine dans l'Eure](#)



[Eure : Mesnil-en-Ouche envisage la vidéoprotection dans ses centres-bourgs](#)



[Eure : pourquoi la Ville de Bernay vient d'être certifiée Qualivilles](#)





Video

[Harcourt : la liste « Ensemble pour demain » dévoile ses projets pour la commune](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Yvetot, la commercialisation des premiers logements du futur lotissement La Plénitude démarre

Mireille Loubet-Anquetil

6–7 minutes

130 logements vont sortir de terre sur la zone de La Plaine (derrière le cinéma) d'ici 2030. La commercialisation de la première tranche a démarré fin janvier 2026. Trois autres suivront.



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 29 Janvier 2026 à 17h01 Temps de lecture: 2 min

La Plénitude s'installe dans la zone de La Plaine à Yvetot. Derrière le jeu de mots choisi pour le nom de ce futur lotissement, un nouveau quartier va émerger progressivement, en quatre phases de chantier indépendantes les unes des autres, entre l'avenue Oystermeyer et la rue Rétimare.

Sur cette parcelle d'un peu plus de 5 hectares, [vendue par la Ville d'Yvetot en septembre 2024 à un groupement de promoteurs locaux](#), environ 130 logements seront construits. Quelques cases commerciales pour des professions libérales seront également disponibles.

Un programme neuf attendu

Situé, à dix minutes à pied du centre-ville, à proximité immédiate du collège et du lycée, mais aussi des équipements sportifs et derrière les commerces et le cinéma de la zone d'activités de La Plaine, ce nouveau lotissement répond à plusieurs besoins. En priorité, et parce qu'ils sont rares dans le parc immobilier yvetotais, celui de

logements neufs, conformes aux normes énergétiques.

Le logement proposé dans ce nouveau quartier sera mixte entre petits immeubles collectifs mais aussi maisons individuelles ou accolées (F3 à F5) avec également des maisons de plain-pied accessibles PMR et aux seniors. Ce quartier intergénérationnel devra être capable d'accueillir aussi bien de jeunes primo-accédants, des familles avec des enfants et des personnes plus âgées à la recherche d'un domicile adapté à une perte d'autonomie progressive.



CAG PROMOTION

&

Gueudry
Constructions

Petits immeubles collectifs avec quelques appartements, maisons individuelles, maisons de ville : le choix sera multiple dans ce nouveau programme immobilier qui sortira de terre à Yvetot entre 2027 et 2030. - CAG Promotion & Gueudry Constructions

Les espaces verts dominant

La commercialisation de la première tranche de ce programme immobilier a été lancée en avant-première au [salon de l'habitat d'Yvetot](#) (23-25 janvier 2026), et les premières réservations ont déjà été enregistrées.

« Dans cette première phase de La Plénitude nous avons à la vente deux petits immeubles collectifs de sept appartements avec deux cases commerciales en rez-de-chaussée. Pour des maisons individuelles en Vefa (vente en l'état futur d'achèvement), six parcelles ont été prévues, dont la construction sera assurée exclusivement par Gueudry, un des promoteurs du programme, détaille Sabrina Lebougault responsable de [l'agence Lemaistre Immobilier](#). Il y a également une quinzaine de maisons de ville avec un petit jardin extérieur et des maisons groupées, sans garage mais avec jardinet ».

Le challenge auquel nous avons dû répondre était de proposer jusqu'à 35 logements par hectare tout en conservant une coulée verte.

Alexis Giraud, CAG Promotion

Particularité de ce nouveau programme immobilier, la végétalisation de ce nouveau quartier est non seulement préservée sur quasiment la moitié de la surface disponible, mais elle a été mûrement réfléchie en amont par un cabinet paysagiste spécialisé. Qu'ils soient privatifs autour des maisons individuelles, ou partagés entre les petits ensembles collectifs ou le long des allées qui desservent le futur quartier, les espaces verts couvrent au total 2,6 ha.

« Le challenge auquel nous avons dû répondre était de proposer jusqu'à 35 logements par hectare pour respecter l'OAP (orientation d'aménagement et de programmation) du plan local d'urbanisme, argumente Alexis Giraud de [CAG Promotion](#), tout en conservant une coulée verte. Avec les sentes qui desservent le quartier, il y a déjà 1,5 ha de consommé ! Aussi, les eaux pluviales sont gérées avec des ouvrages à ciel ouvert qui seront aussi des espaces verts partagés. »

Quant aux prix proposés dans ce programme immobilier : ils varient de 159 000€ pour un appartement de 55 m² à 345 000 € pour une maison individuelle de 120 m² avec son jardin privatif. Comme il s'agit d'un programme neuf les frais de notaire sont réduits (et pour les dix premières réservations, ils sont offerts).

Lire aussi

[L'ambition du club de golf de Yerville qui s'installe parmi l'élite régionale](#)

[Insolite. Un réacteur de la centrale nucléaire de Paluel mis à l'arrêt à cause de petits poissons](#)

[Au Clairval, Lillebonne inaugure son nouvel espace de vie sociale](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Immobilier programme neuf Yvetot \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Video

[À Yvetot, la commercialisation des premiers logements du futur lotissement La Plénitude démarre](#)



[L'ambition du club de golf de Yerville qui s'installe parmi l'élite régionale](#)





[Insolite. Un réacteur de la centrale nucléaire de Paluel mis à l'arrêt à cause de petits poissons](#)



[Au Clairval, Lillebonne inaugure son nouvel espace de vie sociale](#)



[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 dans le pays Caux](#)



[Le trafic SNCF a repris entre Le Havre et Yvetot après la panne d'un train](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. À Houppeville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle

Paris Normandie

5-6 minutes

Jeunesse, projets intergénérationnels, culture et développement des actions de la Ville : c'est le programme de Xavier Falconi qui sera face à Monique Bourget, candidate à sa propre succession.



Publié: 29 Janvier 2026 à 21h10 Temps de lecture: 2 min

Chef d'établissement scolaire et ancien commandant de police, Xavier Falconi, 60 ans, se présente aux élections municipales de 2026 à [Houppeville](#). À la tête d'une liste sans étiquette, il porte un projet fédérateur : « *Toutes les générations, une seule ambition : Houppeville* ».

Le candidat affirme son attachement aux valeurs familiales et intergénérationnelles, qu'il souhaite pleinement intégrer dans la vie municipale après un parcours au service de l'intérêt général. Il a d'abord mené une carrière dans la police nationale, où il a atteint le grade de commandant et exercé des responsabilités de coordination avec les établissements scolaires et les collectivités. Il a ensuite rejoint en 2012 l'éducation nationale où il est devenu chef d'établissement en 2018.

Un centre de loisirs pour les 11-16 ans





Xavier Falconi, chef d'établissement dans l'éducation nationale, insiste sur la jeunesse, les projets intergénérationnels et la culture notamment. - Photo Paris Normandie

« Après onze années comme conseiller municipal (2014-mai 2025), explique Xavier Falconi, je souhaite aller plus loin en conduisant une équipe motivée, capable d'écouter, de décider avec responsabilité et d'agir dans l'intérêt général. »

Sa démarche met particulièrement l'accent sur la jeunesse, la culture et les projets intergénérationnels, ainsi que sur le développement des services municipaux, incluant la mobilité, les commerces de proximité et une communication claire et accessible, sans oublier la sécurité pour tous.

Du concret ? Le développement et la mise en sécurité des mobilités douces, le renforcement des transports en commun. Pour la jeunesse : un centre de loisirs pour les 11-16 ans, « *le développement des actions culturelles et intergénérationnelles et la*

création d'un Conseil des Sages en lien renforcé entre Conseil municipal des jeunes ».

Pas de hausse des impôts

Le candidat a aussi à cœur de rénover le patrimoine communal, de le mettre sur une trajectoire de transition écologique, de soutenir le commerce local et de maintenir, sans augmenter, les taux d'imposition.

Le candidat s'engage à davantage de transparence, à créer un budget participatif aussi.

« Notre engagement est simple : une équipe municipale proche des habitants, responsable dans ses choix et ambitieuse sans excès, au service d'Houpeville et de tous ses habitants », conclut Xavier Falconi.

Monique Bourget, maire sortante, sera candidate à sa propre succession.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)

[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)

[En Normandie, la police manifesterait le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Houpeville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[Armada de Rouen 2027 : à vous de choisir l'affiche officielle !](#)



[Bretagne, gymnastique, école... Que faire le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Rouen](#)



[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)





[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des boxeurs venus d'Italie](#)



[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)



[Municipales 2026. À Houppesville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. À Saint-Étienne-du-Rouvray, Joachim Moyse se représente pour « poursuivre son élan »

Blaise Diagne

5–6 minutes

Sa campagne a débuté avec l'année 2026. Le maire sortant communiste de Saint-Étienne-du-Rouvray Joachim Moyse est candidat à sa propre succession. Socialistes et écologistes repartent à ses côtés, pas les Insoumis.



Publié: 29 Janvier 2026 à 18h15 Temps de lecture: 1 min

Voilà bientôt dix ans qu'il dirige [Saint-Étienne-du-Rouvray](#), troisième ville de la métropole rouennaise juste derrière sa voisine sottevillaise avec un peu moins de 30 000 habitants recensés. Joachim Moyse, 56 ans, avait succédé au maire communiste Hubert Wulfranc en 2017, à mi-mandat, le second accédant cette année-là à la députation. Celui qui était alors son premier adjoint depuis le mandat précédent, en 2008, lui avait logiquement succédé, avant donc d'être réélu par les Stéphanois trois ans plus tard. Par là, le PC poursuivait son long règne à la tête de la commune, entamé il y a près de 70 ans.

« La main tendue jusqu'au bout à LFI n'a pas été saisie. »

Joachim Moyse

Joachim Moyse, élu depuis 2002, candidate donc pour les élections de mars 2026. Sa liste, intitulée « La gauche rassemblée, agir et vivre à Saint-Étienne-du-Rouvray », comptera comme en 2020 également dans ses rangs des candidats socialistes et écologistes (respectivement 7 et 4, pour 18 communistes, dont Hubert Wulfranc et Édouard Bénard, le député de la circonscription, en position non éligible), mais aussi des candidats dits citoyens.

Renouvelée à 50 %, aucun représentant insoumis n'y figure, là où deux élus LFI étaient dans les rangs de la majorité sortante. « *La main tendue jusqu'au bout à LFI n'a pas été saisie* », déplore-t-il.

Une réunion publique réunira cette liste remodelée le jeudi 5 mars 2026 à 18 h dans la salle festive pour présenter les axes principaux du programme aux électeurs. « *On y détaille 60 engagements pour notre ville* », explique Joachim Moyse. Certains projets sortent du lot, plus ou moins déjà enclenchés. « *L'idée est de poursuivre l'élan de notre projet de ville* », assure l' élu.

Centre de santé et Maison du droit

Ainsi en va-t-il du [centre de santé municipal](#) sur le plateau du Madrillet. Le projet est déjà en bonne voie : dans l'ancien centre de tri postal, un chantier d'un montant de 2,5 millions d'euros doit permettre « *au cours du premier trimestre 2027* », espère le candidat, d'accueillir des professionnels de santé salariés par la Ville. « *Trois médecins généralistes, un infirmier, une sage-femme, et une permanence de spécialistes. Dans le même bâtiment la Mutuale, une mutuelle, installera un cabinet dentaire pour quatre dentistes et trois fauteuils.* » La phase de recrutement des médecins – « *trois puis cinq* » – doit s'ouvrir au second semestre 2026.

Non loin de là, face à la médiathèque Elsa-Triolet, la construction de la Maison du citoyen et de l'accès au droit Clara-Zetkin a débuté récemment – « *mais peut toujours être stoppée en cas de changement de majorité* », rappelle le candidat Moyse. Ce chantier « *à 3,5 millions d'euros* » est prévu pour durer un an, et doit accompagner les habitants notamment « *frappés d'illectronisme, pas seulement au Château Blanc, mais dans toute la ville.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)

[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)

[En Normandie, la police manifesterà le 31 janvier 2026 à Rouen : « On ne va plus pouvoir contenir les gars »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Saint-Étienne-du-Rouvray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Armada de Rouen 2027 : à vous de choisir l'affiche officielle !](#)



[Bretagne, gymnastique, école... Que faire le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Rouen](#)





[Football – National : messieurs les Quevillais, lâchez-vous offensivement !](#)



[Dans le pays de Bray, sur le ring samedi face aux Normands, des boxeurs venus d'Italie](#)



[Gaudry vient déguster la Normandie pour France Inter : « Au début de ma carrière, j'avais des préjugés »](#)





[Municipales 2026. À Houppeville, Xavier Falconi se lance contre la maire actuelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Souveraineté numérique : ni angélisme sur le privé, ni procès d'intention sur l'État

Par Emmanuel Vivé

6–8 minutes

Depuis les Rencontres de la souveraineté numérique du 26 janvier, je lis beaucoup de propos excessifs et une volonté d'opposer les actions de l'État à celles du privé. Il y aurait donc le gentil privé et le méchant État. Comme tout ceci me paraît bien excessif, permettez-moi d'emprunter, moi aussi, le chemin de la caricature.

Lire aussi : [Outils numériques : la proactivité de l'État agace le privé](#)

Trente ans. C'est le temps que j'ai passé à accompagner les collectivités territoriales dans leur transformation numérique. Trente ans pendant lesquels j'ai vu défiler les promesses, les solutions miracles et les discours bien rodés. Et trente ans pendant lesquels les petites et moyennes collectivités, qui représentent 84 % des communes françaises, se débattent avec des réalités que certains discours actuels occultent soigneusement.

La face cachée de l'offre privée

Dire que les solutions du privé sont la panacée pour les collectivités locales, c'est faire preuve d'un angélisme qui confine à l'ignorance du terrain. Car oui, depuis trois décennies, nous (les collectivités et les opérateurs de mutualisation) nageons effectivement dans le grand bonheur numérique. Laissez-moi vous décrire ce bonheur.

Vive les solutions numériques non interopérables !

Définition de l'interopérabilité vécue : mot savant qui permet de décrire ce qui ne l'est justement pas.

Combien de fois ai-je entendu vanter l'interopérabilité d'une solution, pour constater ensuite qu'elle ne communique qu'avec les produits du même éditeur ? L'interopérabilité n'est pas un argument commercial, c'est une fonctionnalité technique essentielle qui permet aux collectivités de ne pas être prisonnières d'un

écosystème fermé. Pour une commune, être enfermée dans une suite logicielle propriétaire, c'est hypothéquer des années de choix stratégiques.

Vive les solutions pour lesquelles je perds la propriété de mes données !

Définition de l'open data vécue : principe qui permet de comprendre que mes propres données, confiées à un éditeur de logiciel, ne m'appartiennent plus vraiment.

Les données produites par une collectivité (état civil, urbanisme, finances) sont des données publiques. Elles n'appartiennent pas aux éditeurs qui les hébergent. Pourtant, combien de collectivités se retrouvent dans l'incapacité d'extraire leurs propres données dans un format exploitable sans passer par des prestations facturées au prix fort ? La souveraineté numérique commence par la maîtrise de ses propres données.

Vive les solutions packagées (c'est tout ou... rien) !

Le modèle économique du "tout intégré" est redoutable pour les petites structures. Une commune qui a besoin d'un logiciel de gestion financière se voit proposer une suite complète dont elle n'utilisera que 30 % des fonctionnalités, mais qu'elle paiera à 100 %. La mutualisation et la modularité ne sont pas des lubies, ce sont des nécessités économiques pour les territoires.

Vive les solutions qui ne s'interfacent qu'avec les solutions bureautiques MS !

L'écosystème logiciel ne se résume pas à Microsoft. Pourtant, combien de solutions métiers sont conçues exclusivement pour fonctionner avec cette suite bureautique, ignorant les alternatives libres ou les choix technologiques différents des collectivités ? C'est une forme insidieuse de dépendance technologique.

Et l'État dans tout ça ?

Mais attention, je ne verse pas pour autant dans le procès à charge contre le privé. Car l'État aussi a ses responsabilités dans la situation actuelle. Un État qui change de cap tous les trois ans, qui impose des normes sans en mesurer l'impact financier sur les petites communes, qui multiplie les plateformes sans garantir leur pérennité, n'aide pas davantage les territoires. Un État qui annonce des obligations de dématérialisation sans s'assurer que les solutions proposées sont accessibles aux plus petites structures contribue au problème plutôt qu'à la solution.

Le chemin de la souveraineté numérique territoriale

Alors, quel serait le chemin empruntable pour construire une véritable souveraineté numérique au service des territoires ?

Du côté de l'État : un législateur qui fixe un cadre stable, qui est pérenne dans ses choix et ses orientations, qui réglemente en respectant le temps d'adaptation nécessaire aux collectivités comme au secteur privé. Un État qui impose l'interopérabilité comme norme, qui sanctuarise la propriété des données publiques, qui soutient financièrement la mutualisation plutôt que de la contrarier par des normes inadaptées.

Lire aussi : [Le projet de "Suite numérique" de l'État ne fait pas l'unanimité](#)

Du côté du privé : des entreprises qui comprennent enfin la réalité du territoire français. 84 % de communes de moins de 5 000 habitants, ce n'est pas un détail statistique, c'est une donnée structurante qui doit façonner l'offre de services. Un privé qui accepte que la donnée des collectivités ne lui appartienne pas et qui conçoit l'interopérabilité non comme une concession faite à contrecœur, mais comme une fonctionnalité intelligente et différenciante de ses solutions. Un privé qui propose des modèles économiques pensés pour la mutualisation et non contre elle.

Du côté des opérateurs publics de service numérique : nous devons continuer à être cette interface entre les besoins réels du terrain et les solutions proposées, à mutualiser les moyens pour rendre accessible ce qui ne le serait pas autrement, à défendre l'intérêt général face aux logiques purement commerciales, sans pour autant sombrer dans le dogmatisme anti-privé.

Sortir des postures

La souveraineté numérique ne se construira ni sur l'opposition systématique entre public et privé, ni sur la naïveté qui consisterait à croire que le marché régulera de lui-même les excès. Elle se construira sur la reconnaissance que les collectivités territoriales, et particulièrement les plus petites, ont des besoins spécifiques qui ne sont aujourd'hui ni correctement compris, ni correctement servis.

Après trente ans passés dans ce secteur, j'ai appris une chose : les solutions techniques existent. Ce qui manque, c'est la volonté politique de les imposer, le courage entrepreneurial de les proposer, et l'intelligence collective de les construire ensemble. La vraie question n'est pas : État ou privé ? La vraie question est : Comment garantir que 84 % des communes françaises ne soient

pas les laissées-pour-compte de la transformation numérique ?

Fonction publique : l'administration va lancer un grand état des lieux des prestations d'action sociale

Par Paul Idczak

4–5 minutes

La première réunion de la formation spécialisée “action sociale” du conseil supérieur de la fonction publique de l'État (CSFPE) se voulait être l'occasion “*d'une première prise de contact*”, selon un participant. L'ordre du jour se concentrait donc sur de grandes orientations générales pour la suite des travaux, et sur la fixation d'un calendrier.

Mais la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) y a surtout annoncé le coup d'envoi prochain d'un état des lieux global sur les différents dispositifs d'action sociale en place et leurs différents bénéficiaires. Cela concernera aussi bien le volet ministériel (ASI) que le plan ministériel (ASM). Une vraie nouveauté, puisqu'aucun travail statistique aussi large n'avait été réalisé jusqu'ici sur cette thématique.

Ceux-ci incluent notamment, pour rappel, la restauration collective, la réservation de places en crèche, la garde d'enfants, l'aide à l'installation des personnels, les logements ou encore l'aide au maintien à domicile et les chèques vacances. Tant d'actions qui ont représenté, en 2023, 580 millions d'euros d'efforts budgétaires à l'État.

Dans le détail, l'état des lieux mené par la DGAFP devrait s'appuyer à la fois sur les chiffres issus de la base de données sociales annuelle, tels que l'exécution des dépenses d'action sociale, et sur le nombre d'agents publics qui bénéficient, dans l'année, d'au moins une prestation sociale. D'autres indicateurs pourraient également être utilisés, comme les moyens humains dédiés à ces prestations, la fréquence des instances d'action sociale ministérielles ou encore une ventilation géographique des agents bénéficiaires.

Pour la DRH de l'État, l'objectif est de bénéficier de données plus fines qu'actuellement, afin de pouvoir statuer plus précisément sur les orientations stratégiques de l'action sociale. Ce qui passerait notamment par une chasse aux prestations "doublons" encore non identifiées, délivrées à la fois par l'ASI et par l'ASM.

Les syndicats partagés entre espoir et craintes

Dans un rapport publié en mai 2025, la DGAFP avait déjà évoqué le besoin de rationaliser ces dispositifs, en se positionnant en faveur d'une meilleure *"cohérence globale"* des deux volets de l'action sociale délivrée par l'État à ses agents. Dans le but de réaliser des *"économies d'échelle"*, la direction générale évoquait alors le bien-fondé d'une future *"stratégie de mutualisation des prestations d'action sociale"* couplée à une cartographie des *"potentialités concrètes de mutualisation des structures"*. L'état des lieux annoncé en ce mois de janvier apparaît comme la suite concrète de ces propositions.

Lire aussi : [L'État veut revoir le périmètre et la gouvernance de l'action sociale pour ses agents](#)

"Cet état des lieux ministère par ministère est un point de départ nécessaire pour travailler sur une action sociale plus efficiente, qui permettra d'avoir un budget sanctuarisé chaque année, sans devoir attendre les arbitrages du PLF", réagit Annick Bessat, du syndicat CFDT Fonctions publiques. Des propos qui font écho au budget de l'ASI pour 2026, qui devrait à nouveau être revu à la baisse, et passer de 138 à 109 millions d'euros, après une première diminution de 20 millions d'euros lors de l'exercice précédent. Du côté de la FSU, son représentant à la réunion, Brice Castel, fait, lui, part de son inquiétude sur le fait que cet état des lieux, *"couplé à des changements sur les modalités de la tenue du CIAS"*, puisse être le signe d'une volonté de l'administration *"de faire de ces dispositifs une variable budgétaire"*.

Des détails plus précis sur le calendrier de l'état des lieux et ses indicateurs devraient être présentés par la DGAFP à l'occasion de la prochaine réunion de la formation spécialisée "action sociale", début avril prochain.

Foncière de l'État : les députés adoptent le projet mais imposent des garde-fous

Par *Philippine Ramognino*

6–8 minutes

La perspective de voir émerger une foncière, qui serait chargée d'administrer l'ensemble du patrimoine de l'État, n'a jamais été aussi proche. L'Assemblée nationale a adopté hier soir, à 77 votes pour et 22 contre, la proposition de loi visant à moderniser la gestion du patrimoine immobilier de l'État, sur laquelle le gouvernement a engagé une procédure accélérée. Une victoire pour Thomas Cazenave, rapporteur de la PPL mais aussi ancien ministre délégué aux Comptes publics, qui avait lui-même lancé la vaste réforme sous le gouvernement Borne en mars 2024.

Lire aussi : [Bercy relance le projet d'une foncière de l'État pour sa gestion immobilière](#)

Qualifié à l'époque de “*chantier de transformation majeure*”, le projet revenait à créer une foncière, qui deviendrait l'unique propriétaire des 96 millions de mètres carrés de bâtiments de l'État, et auxquels les ministères devraient donc verser des loyers pour occuper leurs locaux. L'exécutif avait tenté de faire passer la réforme par un amendement déposé au projet de loi de finances pour 2025. Le Conseil constitutionnel avait néanmoins douché ses espoirs, en [retoquant la mesure](#) qualifiée de “cavalier législatif”.

La question de la transition écologique

Mais Thomas Cazenave, redevenu député depuis, n'a pas lâché l'affaire et a déposé une proposition de loi le 16 septembre dernier, soutenue par le gouvernement Lecornu. Débattue ce mercredi 28 janvier, sa présentation a été l'occasion pour le député EPR de détailler davantage les contours de ce projet qui bousculerait les habitudes des ministères. “*Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un changement complet de modèle pour faire face à deux défis : celui*

de la transition écologique et celui de l'efficacité de l'action publique", a-t-il soutenu.

L'objectif affiché est de faire de l'immobilier de l'État *"une véritable politique publique, intégrée, avec des objectifs clairs et des moyens d'agir"*. Car le rapporteur le reconnaît : *"aujourd'hui, l'immobilier est rarement un sujet prioritaire pour les ministères"*. En ayant la liberté de disposer de leurs crédits comme ils l'entendent, les ministères ne seraient pas forcément enclins à investir dans la rénovation énergétique, par exemple, qui fait pourtant l'objet d'une réglementation encadrée.

Faire des économies

Mais la réforme n'a pas seulement une portée écologique : l'idée derrière est également de rationaliser les espaces pour faire des économies. Son instigateur défend plusieurs avancées : responsabiliser les ministères, révéler le coût réel d'occupation des locaux qui est aujourd'hui "caché" et inciter à réduire, à mutualiser ou à céder les surfaces inutilisées. *"Les recettes générées à partir des loyers, des valorisations ou des cessions, alimenteront directement les ressources de la foncière, qui a pour unique mission de gérer l'immobilier de l'État, a assuré Thomas Cazenave. Chaque euro perçu au titre de l'immobilier ira à l'immobilier."*

Lire aussi : [Projet de foncière : la culture de la location, une révolution à venir au sein de l'État](#)

Le nouveau modèle mettrait fin au caractère "éclaté", selon les mots du député EPR, de la politique immobilière de l'État. Aujourd'hui déployée dans 62 programmes budgétaires différents, son pilotage serait alors centralisé et la foncière serait chargée d'assurer la gestion, l'entretien et l'exploitation des biens. Comme pour tout "locataire", le montant des loyers que devront verser les ministères serait défini dans le bail. *"Un important travail devra être réalisé pour définir les montants des loyers afin qu'ils permettent de financer les investissements sans pour autant grever de manière déraisonnable les budgets des ministères"*, a ajouté Thomas Cazenave.

Et quid de la gouvernance ? L'Agile, la SA à capitaux publics aujourd'hui chargée de la gestion et de la valorisation de certains biens publics, serait transformée en foncière qui prendrait la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic). Elle serait placée sous la tutelle du ministre en charge des

domaines et son conseil d'administration présidé par la DIE.

Le Parlement impose son contrôle

Si le principe de la foncière a été validé par les députés, le texte a connu plusieurs évolutions. S'inquiétant des potentielles conséquences de la réforme sur les conditions de travail des fonctionnaires, le groupe LFI a déposé un [amendement](#) proposant *“d’inscrire dans la loi le fait que la foncière cherchera toujours, dans l’ensemble de sa politique immobilière, à garantir et à améliorer les conditions de travail des agents publics”*. L'amendement a été adopté. C'est le cas aussi de [celui déposé par le gouvernement](#) qui propose de préciser que les fonctionnaires d'État pourront être recrutés au sein de la foncière, *“facilitant ainsi les parcours professionnels liés à la gestion de l’immobilier de l’État”*.

Autre garde-fou qui avait été demandé par les députés durant l'examen de la PPL en commission des finances : garantir un droit de regard au Parlement. Plusieurs amendements ont été adoptés en ce sens, dont [celui](#) du groupe socialiste exigeant un renforcement de l'information du Parlement sur la gestion du patrimoine immobilier de l'État confiée à la foncière. Ainsi, si la proposition de loi finit par être officiellement adoptée, un rapport devra chaque année lui être transmis, présentant un bilan de l'activité de l'établissement et plusieurs scénarios de programmation pluriannuelle des investissements immobiliers, *“assortis d’hypothèses budgétaires différenciées”*. Un autre [amendement](#) déposé par la députée socialiste Sophie Pantel prévoit l'exercice d'un contrôle parlementaire par la représentation des deux chambres au sein du conseil d'administration.

Lire aussi : [Les leçons que l’État peut tirer de La Poste Immobilier pour son propre projet de foncière](#)

Dernière évolution notable côté contrôle : l'action du nouvel établissement devra être inscrite dans une stratégie immobilière pluriannuelle *“clairement identifiée”, “sans rigidifier son contenu ni porter atteinte aux compétences du pouvoir réglementaire”*, et qui devra elle aussi être transmise au Parlement. *“L’absence persistante d’un cadre stratégique global et formalisé nuit à la lisibilité, au pilotage et à l’évaluation de la politique immobilière de l’État”*, défendent ainsi les auteurs de [l’amendement](#), qui a été adopté.

Protection des agents – France Travail – Services Publics

Victoria Beurnez

4–5 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 29 janvier 2026 - 2 min de lecture



Image d'illustration générée par Midjourney

Le département du Tarn-et-Garonne a signé une [convention départementale](#) d'amélioration de la protection des agents publics. Cette convention, signée par le préfet Vincent Roberti, vise à *“renforcer la prévention, la prise en charge et le suivi des situations de violences, de menaces ou d'incivilité auxquelles les agents publics peuvent être confrontés dans l'exercice de leur mission”*. Elle embarque plusieurs partenaires institutionnels, tels que France Travail, l'Urssaf, la Caf et permettra, entre autres, de faire remonter plus efficacement les signalements faits par les agents publics – **La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a infligé une amende de 5 millions d'euros à France Travail pour “ne pas avoir assuré la sécurité des données des personnes en recherche d'emploi”**. Cette amende fait suite à l'investigation menée par la Cnil concernant la cyberattaque ayant touché France Travail, en mars 2024. Au cours de celle-ci, *“un ou plusieurs attaquants sont parvenus à s'introduire*

dans le système d'information de France Travail [...] et ont accédé aux données de l'ensemble des personnes inscrites", soit environ 36 millions de personnes, détaille la commission. Au cours de l'investigation ont été mis en évidence des manquements de la part de l'opérateur de l'État sur le règlement général sur la protection des données (RGPD). France Travail, en réponse, a indiqué ne pas contester la décision devant le Conseil d'État et *"concentrer [ses] efforts sur la protection de [son] système et des données personnelles des usagers"* – **Le ministère de la Justice a réalisé [un guide](#), à destination de ses agents, sur les bonnes pratiques rédactionnelles.** Le guide, qui vise à simplifier les écrits envers l'usager, permet *"d'apporter une information claire, lisible et accessible aux usagers"*, *"simplifier leurs démarches lorsqu'ils s'adressent à l'institution judiciaire"*, et *"alléger la charge de travail des agents en réduisant le nombre de demandes liées à une mauvaise compréhension des informations transmises, tout en réduisant les délais de traitement des dossiers"*. Il s'inscrit dans les travaux de la direction interministérielle de la transformation publique dédiés à l'amélioration des services publics pour les usagers.



Publié le 29 janvier 2026 · 2 min de lecture

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 178-179 Communes | Une proximité au prix fort



Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté. La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.



“Corps préfectoral : ce que la réforme change vraiment sur le terrain”

Par Yoann Saturnin de Ballangen

6–8 minutes

Il est 23 heures, un dimanche de mai. Mon téléphone sonne : un élu rural, excédé par une énième installation illicite de gens du voyage dans sa commune, menace de démissionner en direct sur les réseaux sociaux. Dans une heure, je serai à ses côtés, autour d'un café, à chercher les mots qui éviteront l'escalade. Ce soir-là, comme tant d'autres, je ne penserai pas aux décrets, aux organigrammes, ni aux réformes de la haute fonction publique. Je penserai à ce que ce métier exige vraiment : du temps, de la confiance, de la solidité et une connaissance intime du territoire qui ne s'acquiert pas en quelques mois.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le corps préfectoral n'existe plus. Désormais ceux qui occupent des “emplois préfectoraux” sont interchangeables, qu'ils soient administrateurs de l'État, diplomates, magistrats de la Cour des comptes, inspecteurs des finances, ou qu'ils soient des fonctionnaires expérimentés issus de l'administration pénitentiaire, des affaires sociales, de l'inspection du travail, ou de toute administration d'État... Bien que, de tous temps, des talents extérieurs aient été largement accueillis, la réforme promettait “l'agilité”, le “décloisonnement”, la “diversité des parcours”. Trois ans plus tard, qu'en est-il vraiment ?

Un métier qui s'apprend dans la durée

Je ne conteste pas l'intention initiale de la réforme. Oui, la haute fonction publique peut se renouveler. Oui, les parcours trop linéaires peuvent engendrer une forme de sclérose. Mais le métier préfectoral est-il vraiment comparable aux autres ? Un directeur de cabinet ne gère pas des dossiers : il gère des hommes, des tensions, des urgences qui surgissent sans prévenir. Il négocie avec des syndicats agricoles en colère, coordonne une cellule de crise lors d'une inondation, accompagne un maire désespéré face

à la fermeture d'une usine. Ces compétences ne figurent dans aucun référentiel. Il ne peut pas exister de module "colonne vertébrale de l'État" ou de module "incarnation". Ces compétences se forment sur le terrain, année après année et relèvent tout autant d'un engagement de chaque instant que d'une vocation profonde.

Prenez la gestion de crise. Lorsqu'un centre opérationnel départemental s'active à 6 heures du matin, ce n'est pas le moment d'apprendre. Il faut maîtriser la conduite des opérations et connaître les interlocuteurs, leurs habitudes, leurs limites. Savoir que tel commandant de gendarmerie se rendra personnellement sur le terrain, que tel directeur des services incendie a besoin d'être rassuré sur la chaîne de commandement, que tel élu réagira mieux à un appel personnel qu'à un communiqué officiel. Cette intelligence situationnelle ne se transfère pas. Elle se construit.

Ce que la fonctionnalisation ne dit pas

La fonctionnalisation des emplois supérieurs repose sur une hypothèse implicite : un cadre supérieur de l'État compétent peut occuper n'importe quel poste d'encadrement. C'est séduisant sur le papier. Dans la réalité, cela revient à considérer qu'un chirurgien cardiaque pourrait, moyennant une brève formation accélérée, devenir neurochirurgien. Les deux sont médecins, certes. Mais le geste, l'expérience, l'intuition clinique diffèrent profondément.

Quand l'hôpital ferme, quand l'école se délite, quand la trésorerie se retire, il reste la préfecture

Ce qui m'inquiète davantage, c'est l'effet de cette réforme sur la confiance. Celle des élus locaux, d'abord, qui voient défiler des interlocuteurs de plus en plus hétérogènes. Un élu local se sent profondément "méprisé par Paris" lorsque l'interlocuteur qu'on lui assigne vient remplir un quota de mobilité. La confiance des agents, ensuite, qui peinent à se projeter dans des carrières devenues illisibles. La confiance du citoyen, enfin, qui a besoin de savoir que l'État est incarné par des femmes et des hommes qui connaissent leur territoire, ses fractures, ses espoirs.

Présence et constance

C'est peut-être la question centrale. La confiance ne se décrète pas, elle se tisse. La solidité ne se déclare pas, elle s'éprouve. Elles exigent du temps, de la présence, de la constance. Or, la logique de la fonctionnalisation pousse à l'inverse : des affectations

plus courtes, des mobilités plus fréquentes, une prime à la polyvalence plutôt qu'à l'expertise. Je ne dis pas que l'ancien système était parfait. Les baronnies existaient, les conservatismes aussi. Mais en voulant tout fluidifier, ne risque-t-on pas de perdre ce qui faisait la force de l'État territorial : sa capacité à durer, à tenir, à incarner la continuité républicaine dans la tempête ?

Les préfets et leurs équipes sont les derniers représentants visibles de l'État dans de nombreux territoires. Quand l'hôpital ferme, quand l'école se délite, quand la trésorerie se retire, il reste la préfecture. Ce n'est pas un privilège corporatiste que de vouloir préserver cette présence : c'est une exigence démocratique.

Ce qui pourrait encore être sauvé

La réforme est faite, le corps préfectoral ne reviendra pas. Soit. Mais tout n'est pas perdu. On pourrait sanctuariser des parcours longs pour ceux qui choisissent la voie territoriale. On pourrait valoriser l'expertise de terrain dans les critères de promotion, plutôt que la seule mobilité interministérielle.

On pourrait sanctuariser des parcours longs pour ceux qui choisissent la voie territoriale

On peut aussi considérer que l'État a beaucoup investi dans les écoles de formation des cadres de nombreuses filières : affaires sociales, pénitentiaire, inspection du travail, douanes... Ces écoles ouvraient à des carrières particulières, aujourd'hui elles ouvrent la porte de la fonction publique à des élèves qui, pour certains d'entre eux, rêvent de quitter au plus vite des filières qu'ils empruntent opportunément... et auxquelles ils manqueront.

Ce soir de mai, l'écu a finalement renoncé à sa démission fracassante. Non pas grâce à un argumentaire juridique, mais parce qu'il a senti qu'en face de lui, il y avait quelqu'un qui comprenait son territoire, ses contraintes, sa solitude. Quelqu'un qui reviendrait, qui tiendrait parole, qui serait encore là dans six mois. C'est cela, le métier préfectoral. Et c'est cela qu'aucune réforme ne devrait sacrifier.

**Yoann Saturnin de Ballangen a dirigé le cabinet du préfet de la Nièvre de 2021 à 2025. Ingénieur financier de formation, auditeur de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) et ancien officier de réserve (IVème Bataillon de Saint-Cyr), il a exercé dans l'audit financier (Salustro-Reydel, KPMG) avant de rejoindre le service de l'État.*

Les ministères appelés à renforcer la cybersécurité de leurs infrastructures

Par Victoria Beurnez

~4 minutes

La ministre du Numérique et de l'Intelligence artificielle, Anne Le Hénanff, présente ce jeudi 29 janvier, à Bordeaux, la stratégie nationale de cybersécurité pour la période 2026 - 2030. Le projet, qui s'axe sur cinq piliers, et dont l'enveloppe reste tributaire des évolutions budgétaires, embarque des évolutions attendues au sein des ministères et pour les agents publics.

Les attentes en termes de sécurité des systèmes d'information des ministères ont ainsi vocation à être rehaussées. La situation est d'autant plus tendue que diverses cyberattaques ont touché des services de l'État. Comme celle, jugée "grave", qui a récemment visé [le ministère de l'Intérieur](#).

La ministre porte donc l'ambition que les ministères soient *"irréprochables, robustes et en avance"*, indique son cabinet, dans une volonté qui se traduira par cet *"objectif de renforcement des systèmes d'informations des ministères, de renforcement du niveau d'ambition sur le plan cyber et vis-à-vis des services de l'État"*. Les ministères doivent ainsi se doter de la capacité de détecter bien plus en amont les tentatives ou les attaques les ciblant, et *"renforcer leurs digues de protection"*.

Lire aussi : [En commission, le projet de loi cybersécurité repensé pour les établissements médicaux et les collectivités](#)

"Les services et les infrastructures les plus vitaux de la nation, à commencer par ceux de l'État et de ses opérateurs critiques, continueront d'être portés à un niveau de sécurité très élevé, apte à résister aux menaces les plus sophistiquées, indique le document. Il s'agira notamment de consolider le socle numérique mutualisé de l'État et d'y concentrer d'importants efforts de cybersécurité."

Parmi les mesures se trouvent l'application obligatoire de la double authentification pour les agents des ministères et l'adoption d'un

gestionnaire de mots de passe ; autant de “*petites mesures concrètes qui évitent des catastrophes*”, avance le cabinet.

Des plans de formation attendus

Des plans de formation et de sensibilisation doivent également être lancés, comprenant les agents de la fonction publique de l'État et de la territoriale, sans objectif chiffré dévoilé à ce stade par la stratégie. Les collectivités, de leur côté, seront impliquées dans tous les dispositifs de renforcement de la formation que l'État compte mettre en place, ainsi que dans une série d'exercices de préparation aux situations de crise.

Des exercices, sur le modèle de la session d'entraînement “[Rempar](#)” effectuée par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) auprès des collectivités et des entreprises, devraient ainsi voir le jour. Avec, en creux, l'application de l'enseignement de cette session : être préparés en amont permet de meilleurs réflexes et une continuité de service mieux garantie. La loi résilience et cybersécurité, qui doit [renforcer les exigences en la matière](#), imposera également de nouvelles mesures sur lesquelles la stratégie de cybersécurité nationale s'est alignée. Le texte ne devrait, cependant, pas être examiné avant le mois d'avril.

Lire aussi : [La cybersécurité progresse dans les établissements de santé, malgré des manques](#)

Enfin, le gouvernement a pour projet la création d'un observatoire de la résilience cyber de la nation et la volonté de mieux documenter les tentatives d'attaques ou les menaces effectives, sur le modèle de ce que propose actuellement l'Anssi.